



Effets individuels et sociaux des changements liés à la reprise des activités minières à Malartic

PÉRIODE 2006-2013

ANNEXES

Effets individuels et sociaux des changements liés à la reprise des activités minières à Malartic

PÉRIODE 2006-2013

ANNEXES

Direction de la santé environnementale et de la toxicologie

Novembre 2014

AUTEURES

Geneviève Brisson, chercheure (anthropologie), Direction de la santé environnementale et de la toxicologie, Institut national de santé publique du Québec

Catherine Morin-Boulais, anthropologue, Département d'anthropologie, Université Laval

Emmanuelle Bouchard-Bastien, conseillère scientifique, Direction de la santé environnementale et de la toxicologie, Institut national de santé publique du Québec

DANS LE CADRE DE LA RECHERCHE « PERSPECTIVES DE SANTÉ PUBLIQUE SUR LA MINE OSISKO : VOLET SANTÉ SOCIALE », SOUS LA DIRECTION DE

Geneviève Brisson, chercheure (anthropologie), Direction de la santé environnementale et de la toxicologie, Institut national de santé publique du Québec

CO-CHERCHEURS

Sabrina Doyon, professeure, Département d'anthropologie, Université Laval

Richard Martin, conseiller scientifique, Direction des risques biologiques et de la santé au travail, Institut national de santé publique du Québec

DOCTORANTE

Catherine Morin-Boulais, anthropologue, Département d'anthropologie, Université Laval

COLLABORATEURS ET PARTENAIRES

Marie-José Fortin, professeur, Département Sociétés, territoires et développement, Université du Québec à Rimouski

Patrice LeBlanc, professeur, Département du Développement humain et social, Université du Québec en Abitibi-Témiscamingue

Hugo Asselin, professeur, Département du Développement humain et social, Université du Québec en Abitibi-Témiscamingue

Mary Richardson, anthropologue, Direction du développement des individus et des communautés, Institut national de santé publique du Québec

Paul-Georges Rossi, conseiller scientifique, ministère de la Santé et des Services sociaux

Stéphane Bessette, conseiller scientifique, Direction de santé publique de l'Abitibi-Témiscamingue

Frédéric Bilodeau, conseiller scientifique, Direction de santé publique de l'Abitibi-Témiscamingue

Réal Lacombe, directeur de santé publique, Direction de santé publique de l'Abitibi-Témiscamingue

Éric Lampron-Goulet, adjoint médical, Direction de santé publique de l'Abitibi-Témiscamingue

MISE EN PAGE

Jacinthe Clusiau, agente administrative, Direction de la santé environnementale et de la toxicologie, Institut national de santé publique du Québec

REMERCIEMENTS

Les auteurs remercient toutes les personnes qui ont apporté leur concours à cette recherche, et en premier lieu les participants aux entrevues, dont les citoyens de Malartic et les organismes locaux et régionaux. Sans eux, rien n'aurait été possible!

Ce projet a bénéficié du soutien financier du ministère de la Santé et des Services sociaux du Québec. Il est également lié à une démarche doctorale, soutenue par le Conseil de recherche en sciences humaines du Canada (CRSH).

Le rapport de recherche est disponible à l'adresse suivante :

http://www.inspq.qc.ca/pdf/publications/1959_Effets_Changements_Activites_Minieres_Malartic.pdf.

Ce document est disponible intégralement en format électronique (PDF) sur le site Web de l'Institut national de santé publique du Québec au : <http://www.inspq.qc.ca>.

Les reproductions à des fins d'étude privée ou de recherche sont autorisées en vertu de l'article 29 de la Loi sur le droit d'auteur. Toute autre utilisation doit faire l'objet d'une autorisation du gouvernement du Québec qui détient les droits exclusifs de propriété intellectuelle sur ce document. Cette autorisation peut être obtenue en formulant une demande au guichet central du Service de la gestion des droits d'auteur des Publications du Québec à l'aide d'un formulaire en ligne accessible à l'adresse suivante : <http://www.droitauteur.gouv.qc.ca/autorisation.php>, ou en écrivant un courriel à : droit.auteur@cspq.gouv.qc.ca.

Les données contenues dans le document peuvent être citées, à condition d'en mentionner la source.

DÉPÔT LÉGAL – 1^{er} TRIMESTRE 2015
BIBLIOTHÈQUE ET ARCHIVES NATIONALES DU QUÉBEC
BIBLIOTHÈQUE ET ARCHIVES CANADA
ISBN : 978-2-550-72635-7 (PDF)

©Gouvernement du Québec (2015)

Table des matières

Annexe 1	Contexte de Malartic	1
Annexe 2	Orientations théoriques et méthodologie	9
Annexe 3	Outils méthodologiques	25
Annexe 4	Cartes de Malartic	33
Annexe 5.1	Résultats : changements vécus à Malartic depuis la reprise des activités minières et leurs effets	37
Annexe 5.2	Résultats : changements dans la qualité de vie : perception des nuisances et des risques	81
Annexe 5.3	Résultats : la gestion de la situation de risque.....	93
Annexe 5.4	Résultats : visions d'avenir	107

Annexe 1

Contexte de Malartic

Introduction

Les effets sociaux des mines sont tributaires de plusieurs facteurs. Entre autres, le contexte particulier à chacune des communautés d'accueil d'un projet minier influence l'ampleur et le type d'impact d'un projet minier (Lockie *et al.*, 2008). Dans le cas présent, il s'agit de la municipalité de Malartic, une ville minière depuis sa fondation. En effet, Malartic est née de la découverte, en 1923, du gisement aurifère de la faille Cadillac, qui relie Val-d'Or à Rouyn-Noranda. Ce gisement marque la vocation minière régionale et sera exploité entre 1935 et 1965 dans plusieurs mines souterraines (Dussault *et al.*, 1999). De pair avec l'industrie minière, le secteur du bois se développe; ainsi, la scierie de Malartic sera en exploitation jusqu'en 2006.

La municipalité a vécu une période intense d'activités minières jusqu'à la baisse du prix de l'or dans les années 1980. Alors, la démographie et l'économie de Malartic sont durement touchées, et on assiste à une dévitalisation sociale. C'est dans ce contexte qu'au milieu des années 2000, la Corporation minière Osisko présente un projet visant l'exploitation à ciel ouvert du gisement aurifère Canadian Malartic. Ce type d'exploitation est favorisé par la compagnie au nom de la faible teneur en minerai du gisement, exploité antérieurement dans des mines souterraines. Le projet Canadian Malartic, qui prévoit une production annuelle moyenne de 591 000 onces d'or au cours d'une période d'exploitation d'environ 10 ans, est à l'époque le plus important projet aurifère à ciel ouvert au Canada (BAPE, 2009). Il a de ce fait amené plusieurs changements dans la communauté malarticoise et pour les individus qui la composent.

L'historique minier de Malartic

Le gisement aurifère de la région de Malartic a été découvert au début des années 1920 et exploité à partir des années 1930, principalement dans quatre mines souterraines : Canadian Malartic (1933-1965), Barnat/Sladen (1938-1970 et 1976-1979), East Malartic (1938-1979 et 1981-1983) et Malartic Goldfield (1941-1965) (Trudel et Sauvé, 1992; Wares et Prud'homme, 2013). À partir de 1958, la production de l'or subit une baisse continue dans le district de Malartic, et ce, jusqu'à la fermeture de la dernière mine dans les années 1980 (Trudel et Sauvé, 1992). Par la suite, peu de travaux d'exploration sont effectués dans le camp minier de Malartic, qui change de mains au fil des ans. À partir de 2004, la société d'exploration junior Exploration Osisko fait graduellement l'acquisition du camp minier de Malartic¹ (Wares et Prud'homme, 2013).

L'arrivée d'Osisko à Malartic : la période d'exploration

Osisko débute ses campagnes de forages à Malartic en 2005. Ses travaux d'exploration visent à déterminer les ressources exploitables à ciel ouvert; il s'agit du mode d'exploitation présenté comme étant le plus rentable compte tenu de la faible teneur du minerai, le minerai à forte teneur ayant été épuisé par l'exploitation souterraine antérieure. Comme une partie du gisement est située sous la ville, la compagnie installe des foreuses à diamant « aux abords et dans la ville de Malartic » (Osisko, 2012 : 8). Selon ce que stipule la Loi sur les mines, aucune autorisation ne lui est nécessaire lors de phase d'exploration; le sous-sol appartenant à celui qui en possède les claims, Osisko n'a pas de permission à demander à quiconque pour effectuer ses forages. Le projet, encore à l'état embryonnaire et empreint d'incertitude, suscite à la fois espoir et inquiétude dans la communauté (Ependa et LeBlanc, 2007).

¹ En date de juin 2013, le projet Canadian Malartic est constitué de 212 titres miniers d'exploitation ou d'exploration contigus totalisant 8 761 hectares ou 87,61 km² (Wares et Prud'homme, 2013). À titre comparatif, la superficie terrestre du territoire de la ville de Malartic est de 14 587 hectares ou 145,87 km² (MAMROT, 2014).

La présentation officielle du projet à la population

Osisko présente officiellement son projet Canadian Malartic à la population malarticoise en 2006, lors d'une rencontre publique organisée à l'église (Osisko, 2011). La minière explique qu'elle prévoit une production annuelle moyenne de 591 000 onces d'or au cours d'une période d'exploitation d'environ 10 ans (BAPE, 2009). La fosse dans laquelle 120 000 tonnes de roc par jour pourront être extraites aura, à la fin de l'exploitation, une superficie de 1,5 kilomètre de long par 900 mètres de large, avec une profondeur avoisinant 400 mètres. L'usine de traitement aura une capacité de 55 000 tonnes de minerai par jour et l'or sera récupéré par les méthodes de cyanuration et d'adsorption sur charbon activé. Le parc à résidus miniers, de 6 km², aura une capacité de 122 Mm³ et la halde à stériles pourrait recueillir un volume de 161 Mm³ (BAPE, 2009).

Une enquête réalisée par la Chaire Desjardins en développement des petites collectivités de l'Université du Québec en Abitibi-Témiscamingue (UQAT), à la suite de l'annonce du projet, démontre que les leaders sociaux, économiques et politiques de Malartic voient avec optimisme les activités de développement minier d'Osisko (Ependa et LeBlanc, 2007). Les partisans du projet sont nombreux à mettre de l'avant sa nécessité économique pour Malartic qui permettrait, selon eux, de dynamiser l'économie chancelante de la municipalité en créant des emplois qui lui manquent (Ependa et LeBlanc, 2007). Avec la fermeture des dernières mines près de Malartic, conséquence de la chute du prix de l'or dans les années 1980, la ville a perdu près de la moitié de sa population et connu un important ralentissement économique ainsi qu'une dévitalisation sociale. La fin des activités de la scierie Domtar, en 2006, a donné un autre coup dur avec la mise à pied de ses 97 employés. Dans ce contexte, les retombées économiques du projet Osisko suscitent plusieurs attentes, tant du côté de la population malarticoise que des communautés environnantes.

La phase de relocalisation

La mise en œuvre du projet Canadian Malartic implique la relocalisation de la plus grande partie du quartier sud de la ville, située sur les galeries des anciennes mines souterraines qu'Osisko entend exploiter. Lorsqu'elle présente son projet à la population, la minière explique que les citoyens touchés par la relocalisation auront le choix de lui vendre leur maison pour s'en acheter une autre, ou de la faire déménager dans le nouveau quartier qu'elle construira à l'entrée nord de Malartic. Pour faciliter le déroulement du projet et ses relations avec les Malarticois, notamment dans le cadre du processus de relocalisation, Osisko met sur pied le Groupe de consultation de la communauté (GCC), en 2006. La présidence est assurée par Mme Hélène Thibault, du Centre local de développement de la Vallée-de-l'Or, jusqu'à ce que celle-ci prenne le poste de directrice des communications chez Osisko.

La relocalisation du quartier sud se fait en 2 temps : d'abord en juillet et août 2008, puis à l'été 2009 (Osisko, 2012). Plusieurs citoyens s'expliquent mal que la relocalisation des maisons se fasse avant que le projet soit autorisé par le gouvernement². Le processus de démantèlement du quartier sud touche 246 résidences, dont 140 sont relocalisées dans le nouveau quartier construit par la minière (Osisko, 2014). Osisko construit 6 nouveaux immeubles à logements, 28 maisons neuves et reconstruit 6 institutions publiques autrefois sises dans le quartier sud : l'école primaire des Explorateurs, le centre de formation pour adultes Le Trait d'Union, le Centre de la petite enfance Bambin et Câlin, la résidence Germain Paquette, le CHSLD Saint-Martin, et le Centre culturel et récréatif Le Tremplin (théâtre Meglab). La minière érige une butte-écran, à laquelle les gens réfèrent comme le « mur vert », pour créer une barrière entre la mine et le quartier qui y est encore juxtaposé.

² Cette phase du projet n'était pas assujettie à la procédure d'enquête du BAPE.

Le mode de négociations de gré à gré privilégié lors de la relocalisation est critiqué par des citoyens qui le perçoivent injuste ou inéquitable. Plusieurs d'entre eux, jugeant insuffisant le soutien offert par la Ville et le GCC au cours de ce processus, se tournent vers le Comité de vigilance. Créé en 2007 par des citoyens cherchant à assurer l'accès des Malarticois à une information complète et éclairée, le comité sert d'espace d'entraide pour les citoyens qui font face à la vente ou au déménagement de leur maison (Saucier, 2009). Les locataires se regroupent également afin de demander un traitement similaire à celui des propriétaires. Éprouvés par le processus de négociation et n'appréciant pas la perspective d'avoir une minière comme voisine, plusieurs résidents, dont des familles souches de Malartic, déménagent à l'extérieur de la ville. Il n'y a qu'un seul cas d'expropriation, la famille Massé, expulsée le 9 août 2010.

La construction du site et la mise en opération de la mine

La construction du complexe minier débute aussitôt le décret obtenu (décret 914-2009), en août 2009. En mars 2011, après 18 mois de travaux, l'usine est mise en service. La première coulée d'or a lieu en avril, et la production atteint son niveau commercial en mai (Wares et Prud'homme, 2013). À la fin du mois de mai 2011, Osisko procède à l'inauguration officielle de la mine (Osisko, 2012). Après 30 ans d'absence, le projet Canadian Malartic d'Osisko redonne à l'industrie minière une place de premier plan à Malartic.

Pour faciliter ses relations avec la population, Osisko crée, en 2009, le Comité de suivi Osisko-Malartic, en continuité du GCC et suivant un engagement pris en 2006 (Osisko, 2012). Le Comité de suivi a pour mission :

« d'agir comme agent de liaison entre la population et Osisko, dans le but de travailler à l'édification d'une collectivité durable, de prévenir des problèmes susceptibles de survenir ou, le cas échéant, d'en favoriser une résolution rapide et efficace. Le Comité a aussi pour mission de discuter de toute question ou problématique entourant le projet et l'exploitation ayant un impact réel ou potentiel significatif sur la communauté ou son milieu de vie » (Paquin, 2012).

Le Comité est dissous moins d'un an après sa création, en août 2010, suivant le décès du premier président. Il est relancé en février 2011, mais le deuxième président quitte son poste huit mois plus tard. En mai 2012, le Comité de suivi nomme son troisième président. Quelques mois plus tard, les membres du comité envisageaient de démissionner en bloc : non seulement le Comité de rempli pas le rôle pour lequel il a été mis sur pied, mais ses relations avec Osisko se détériorent depuis sa création et il y a un manque de confiance d'une partie de la population envers le Comité de suivi, puisqu'il est financé par Osisko et ne peut demander de contre-expertise. Le troisième président du Comité de suivi démissionne en novembre 2012, après quoi une étude diagnostique sur le comité est réalisée par la firme Raymond Chabot Grant Thornton. Les travaux du Comité de suivi, suspendus durant l'étude menée par la firme de novembre 2012 à janvier 2013, reprennent à l'hiver 2013, suivant les pistes d'intervention ciblées et sous la gouverne d'un quatrième président (Gélinas, 2013).

Depuis le début de ses opérations, Osisko peine à respecter les normes du décret en matière de bruit, de poussière, de vibration et de surpression lors des sautages. En date du 14 juillet 2014, le ministère de l'Environnement a émis 131 avis de non-conformité à Osisko (depuis le début du projet) et reçu 1 275 plaintes de citoyens en lien ces éléments³. La minière fait d'ailleurs l'objet de 2 enquêtes pénales par le ministère de l'Environnement, dont l'une a mené à une perquisition dans

³ Ces données ont été validées par la Direction de santé publique de l'Abitibi-Témiscamingue auprès du ministère du Développement durable, de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques (MDDELCC).

ses bureaux en novembre 2012 (Leboeuf, 2012b). La minière a mis en place différentes mesures d'atténuation pour pallier les problèmes découlant de ses activités (Osisko, 2014) avec un succès mitigé. À quelques reprises, elle a également demandé des modifications au décret qui encadre ses activités, lesquelles ont été acceptées par le gouvernement.

Une première modification a lieu au cours des négociations entre la minière et les résidents demeurant dans ce qui reste du quartier sud. En 2010, la plupart de ces résidents, dont le milieu de vie est affecté par les nuisances de la mine depuis qu'ils vivent aux abords de la fosse, se sont rassemblés dans le Regroupement des citoyens du quartier sud de Malartic, dans le but de s'entendre avec Osisko pour être démenagés (Larochelle, 2012). En mars 2011, les 39 membres du regroupement signent une entente de principe avec Osisko pour l'achat de leur maison (Leboeuf, 2011a). Le mois suivant, la minière achète 24 de ces maisons, celles faisant partie d'un « triangle » qu'elle a délimité afin de construire un parc (Leboeuf, 2011b). En échange de la construction d'un parc par la minière, la Ville s'était engagée à changer le zonage de ce secteur de « résidentiel » à « vert », permettant ainsi à Osisko de respecter plus facilement les limites de bruit. Une fois le nouveau zonage en vigueur, la minière fait une demande de modification de décret afin que les normes de bruit soient ajustées au nouveau zonage municipal, demande qui est acceptée (décret 405-2011 du 13 avril 2011). Les membres restants du regroupement reçoivent une lettre d'Osisko à l'automne 2011, leur faisant savoir que la minière n'a plus l'intention de négocier avec eux et met fin à l'entente de principe signée en mars (Leboeuf, 2011b). En date d'avril 2014, 2 propriétaires et 2 locataires n'ont pas encore réussi à régler avec Osisko (Regroupement des citoyens du quartier sud de Malartic, 2014).

Une deuxième modification concerne le « méga sautage » de 940 000 tonnes métriques de roches de l'automne 2012. Ce sautage visait un pilier de surface au-dessus de 3 chantiers ouverts, lequel demandait une modification au décret, puisque la durée prévue dépassait le maximum fixé à 6 secondes. En attendant d'obtenir l'autorisation du ministère de l'Environnement pour procéder au sautage, la minière met à pied une partie de ses employés, en soutenant qu'elle n'a pas de travail pour eux dans l'intervalle (Radio-Canada, 2012). Pour faire pression sur le gouvernement, un groupe favorable à Osisko se mobilise et manifeste publiquement son soutien aux activités minières de Malartic en utilisant des moyens spectaculaires comme l'alignement de camions de la mine le long de la route 117 (Grenier, 2012). La minière ayant chargé les émulsions pour ce sautage en juillet, et celles-ci expirant à la fin du mois d'octobre, le ministère de l'Environnement autorise le sautage hors normes pour des motifs de sécurité de la population de Malartic et des travailleurs ainsi que de protection de l'environnement (Gouvernement du Québec, 2012). Des représentants du ministère de la Sécurité publique et de la Santé publique sont sur les lieux lors du sautage pour en évaluer le déroulement.

Une troisième modification au décret est faite au début de l'année 2013 et vise l'assouplissement de certaines conditions des opérations de sautage et l'accès au mur nord de la fosse. Cette demande est appuyée par une mobilisation des partisans au projet à l'automne 2012, qui procèdent à l'affichage de pancartes pro-mines dans des commerces et des résidences. Une campagne de carrés or, faisant écho aux carrés rouges des manifestations étudiantes de 2012, est organisée conjointement par le Comité bonne entente, un regroupement d'employés d'Osisko représentant les différents secteurs d'activités de la minière, et la Chambre de commerce (Leboeuf, 2012a). Des macarons carrés or, sur lesquels il est écrit « J'appuie l'industrie minière », sont disponibles à la réception de l'Hôtel de Ville. La modification au décret est acceptée peu de temps après sa soumission.

Les préoccupations liées aux changements locaux

Les nombreux bouleversements locaux causés par le projet Canadian Malartic ne sont pas sans effet pour la population. À l'automne 2011, la Chaire Desjardins enquête sur la qualité de vie des résidents de Malartic. Cette étude s'inscrit dans une recherche longitudinale visant à faire le suivi des incidences sociales du projet Canadian Malartic d'Osisko (LeBlanc *et al.*, 2012). L'objectif est d'établir un portrait des perceptions de la qualité de vie au sein de la population malarticoise et d'en mesurer les éventuelles transformations selon les différentes phases du projet. Les résultats de cette étude quantitative, présentés en 2012, font entre autres ressortir que plus du tiers des répondants présentent un indice élevé de détresse psychologique, un taux plus important que celui prévalant dans la région de l'Abitibi-Témiscamingue en 2008. Cette détresse psychologique est notée particulièrement chez les locataires, les familles déménagées, et les résidents du quartier sud de Malartic, le secteur adjacent au site minier (LeBlanc *et al.*, 2012). L'étude fait également ressortir qu'une forte majorité de répondants sont inquiets pour leur santé et sont dérangés par les vibrations dues aux sautages, la poussière dans leur quartier, le niveau sonore élevé et le mauvais état de l'environnement (LeBlanc *et al.*, 2012).

La Direction de santé publique de l'Agence de la santé et des services sociaux de l'Abitibi-Témiscamingue, appelée à intervenir dans le « dossier Canadian Malartic » dès le départ, enclenche des actions afin de s'assurer du bien-être de la population. Elle lance, en 2012, une enquête en quatre volets, touchant les gaz de sautage, les poussières, le bruit et les impacts portant sur la santé sociale de la communauté (impacts psychosociaux). Les deux premiers volets sont réalisés par l'équipe de la Direction régionale de santé publique, basée à Rouyn-Noranda. Les deux autres volets de l'enquête ont été donnés à l'Institut national de santé publique du Québec (INSPQ). L'équipe de recherche constituée pour documenter les effets psychosociaux du projet Canadian Malartic compte, en plus des chercheurs de l'INSPQ, des collaborateurs à l'Université Laval, à l'Université du Québec en Abitibi-Témiscamingue, et à l'Université du Québec à Rimouski.

Références citées

BUREAU D'AUDIENCES PUBLIQUES SUR L'ENVIRONNEMENT (2009). *Rapport 260. Projet minier aurifère Canadian Malartic. Rapport d'enquête et d'audience publique*. Québec, Bureau d'audiences publiques sur l'environnement.

DUSSAULT, C., J. LAFLEUR, G. GAGNON, J. BREault et P. PERRON (1999). *PRO 99-08 Le gisement aurifère East-Amphi, Malartic*. Québec, Géologie Québec.

GÉLINAS, J. (2013). *Corporation minière Osisko. Comité de suivi. Rapport diagnostic de la situation actuelle et pistes d'intervention*. Montréal, Raymond Chabot Grant Thornton.

GOUVERNEMENT DU QUÉBEC (2012). « Décret 964-2012, 18 octobre 2012 », *Gazette officielle du Québec*, vol. 144, n° 45, p. 5000-5001.

GRENIER, M. (2012). « Les employés d'Osisko demandent d'ajuster les normes », *L'Abitibi Express*. [<http://www.hebdosregionaux.ca/abitibi-temiscamingue/actualités/archives/12octobre2012>] (Consulté le 15 octobre 2012, le journal l'Abitibi Express n'est plus disponible).

LAROCHELLE, S. (2012). « Le regroupement des citoyens du Quartier Sud brise le silence », *Le P'tit Journal de Malartic*. Accessible au : <http://www.journalmalartic.com/2012/06/27/le-regroupement-des-citoyens-du-quartier-sud-brise-le-silence/> (27 juin 2012).

- LEBLANC, P., H. ASSELIN, B. BUSSIÈRE, I. DEMERS, A. ÉPENDA, A. GAGNON et L. PELLETIER (2012). *Transformations et bouleversements d'un territoire : le cas de la municipalité de Malartic. Résultats d'une enquête sur la qualité de vie*. Rouyn-Noranda, Chaire Desjardins en développement des petites collectivités de l'Université du Québec en Abitibi-Témiscamingue.
- LEBOEUF, L. (2011). « Osisko rompt les négociations avec les résidants du quartier sud », *Le P'tit Journal de Malartic*. Accessible au : <http://www.journalmalartic.com/2011/10/26/osisko-rompt-les-negociations-avec-les-residants-du-quartier-sud/> (26 octobre 2011).
- LEBOEUF, L. (2012). « Perquisition chez Osisko, 28 novembre 2012 », *Le P'tit Journal de Malartic*. Accessible au : <http://www.journalmalartic.com/2012/11/28/perquisition-chez-osisko-28-novembre-2012/> (28 novembre 2012).
- LEBOEUF, L. (2012). « Comité Bonne Entente Osisko : les travailleurs lancent une pétition », *Le P'tit Journal de Malartic*. Accessible au : <http://www.journalmalartic.com/2012/10/24/comite-de-bonne-entente-osisko/> (24 octobre 2012).
- LOCKIE, S., M. FRANETOVICH, S. SHARMA et J. ROLFE (2008). « Democratisation versus Engagement? Social and Economic Impact Assessment and Community Participation in the Coal Mining Industry of the Bowen Basin, Australia », *Impact Assessment and Project Appraisal*, vol. 26, n° 3, p. 177-187.
- OSISKO (2011). *Canadian Malartic. Album souvenir*. Osisko.
- OSISKO (2012). *Mine Canadian Malartic. Fleuron industriel, créatrice de richesse pour tous les Québécois*. Montréal, Osisko.
- OSISKO (2014). *Développement durable*. Accessible au : <http://www.osisko.com/fr/mines-et-projets/canadian-malartic/developpement-durable/> (Consulté le 16 janvier 2014).
- PAQUIN, S. (2012). *Rapport annuel 2011 - Comité de suivi Osisko Malartic*. Malartic, Comité de suivi Osisko Malartic.
- RADIO-CANADA (2012). « Les activités d'Osisko toujours au ralenti à Malartic », *Radio-Canada.ca*. Accessible au : <http://ici.radio-canada.ca/regions/abitibi/2012/10/29/001-sautage-osisko-ralentissement.shtml> (29 octobre 2012).
- REGROUPEMENT DES CITOYENS DU QUARTIER SUD DE MALARTIC (2014). *Historique du Regroupement des citoyens du quartier sud de Malartic*. Accessible au : <http://www.quartier-sud-malartic.com/index.html> (Consulté le 16 avril 2014).
- S.A. (2011). « Entente entre Osisko et le comité de résidents du quartier sud », *Le P'tit Journal de Malartic*. Accessible au : <http://www.journalmalartic.com/2011/03/15/entente-entre-osisko-et-le-comite-de-residents-du-quartier-sud/> (15 mars 2011).
- SAUCIER, J. (2009). *Projet minier aurifère Canadian Malartic par la Corporation minière Osisko. Mémoire présenté au Bureau d'audiences publiques sur l'environnement, le 14 avril 2009*.
- TRUDEL, P. et P. SAUVÉ (1992). *Synthèse des caractéristiques géologiques des gisements d'or du district de Malartic*. Québec, Gouvernement du Québec, Direction générale de l'exploration géologique et minérale.
- WARES, R. et S. PRUD'HOMME (2013). La mine Canadian Malartic, partie sud de la Ceinture de l'Abitibi, Québec, Canada : découverte et mise en valeur d'un gisement aurifère archéen à fort tonnage. *Bulletin Québec Mines*. Accessible au : <https://www.mern.gouv.qc.ca/mines/quebec-mines/2013-06/malartic.asp> (Juin 2013).

Annexe 2

Orientations théoriques et méthodologie

Introduction

Cette recherche prend appui sur une approche ethnographique associée à la discipline anthropologique. Cette discipline s'intéresse avec plus d'acuité aux activités minières depuis les années 1980 et les analyse dans des perspectives variées (Ballard et Banks, 2003; Godoy, 1985; Kirsch, 2006; Knapp et Pigott, 1997; Rajak, 2011; Walsh, 2012) : travail minier, impacts sur les communautés locales, mouvements sociaux, discours et pratiques entrepreneuriales. Le chapitre qui suit présente les orientations théoriques retenues et la méthodologie privilégiée pour comprendre les effets individuels et sociaux des changements liés à la reprise des activités minières à Malartic.

Orientations théoriques

Perceptions et représentations sociales des risques

Les changements sociaux liés au contexte minier ainsi que leurs effets, tels que ressentis par la population malarticoise, puisent aux représentations sociales. Celles-ci constituent un système d'interprétation régissant notre relation au monde et aux autres, orientant et organisant les conduites et les communications sociales (Mucchielli, 1991). Les représentations sont individuelles, basées sur le vécu d'un individu et ses expériences personnelles et sociales, c'est-à-dire constituées d'opinions, d'informations et de croyances formant un ensemble cognitif partagé par un groupe social déterminé (Moliner *et al.*, 2002). En ce sens, elles jouent un rôle actif dans une société : il s'agit de constructions sociales variant au fil du temps et de l'espace, qui reflètent les liens entre les perceptions et le contexte dans lequel s'inscrit chaque individu. Les représentations se lisent à travers les perceptions, les valeurs, les savoirs (vernaculaires et experts), les discours, les pratiques, les dynamiques, les lois et les codes, et en considérant la façon dont ils sont organisés (Jodelet, 1997 [1986]).

Dans le cas de questions environnementales, ces construits s'enracinent à l'intersection de l'imaginaire de la nature et des politiques publiques, liant symbolisme et dynamiques sociopolitiques (Judd et Beach, 2003). Il est particulièrement important de révéler ces liens, car ils sous-tendent à la fois les infrastructures, les enjeux autour de l'environnement, et le tissu social des communautés. La dimension politique est donc présente dans la recherche et prise en considération. Par ailleurs, le rapport aux lieux quotidiens est considéré comme une façon de mettre en lumière les représentations et les dynamiques sociopolitiques. Ces lieux permettent de mettre en scène la complexité de l'ordre social dans lequel évoluent les acteurs : leurs préoccupations et leur dynamique propre, tout comme ils permettent de confronter différents types de connaissances et de représentations du monde (D'Alessandre-Scarpari *et al.*, 2004).

En conséquence, l'approche culturelle (*cultural theory*) est privilégiée pour cette étude. Formulée par Mary Douglas (1986), cette approche postule que les visions du monde particulières jouent un rôle fondamental dans la perception et l'acceptabilité du risque, ou ce qui est perçu comme tel. L'analyse de ces situations doit donc se construire comme pour celle de toute autre situation sociale, c'est-à-dire en la liant à un réseau de savoirs, d'enjeux et de symboles, à des bases sociales, culturelles et institutionnelles. La perception exprime souvent des positions morales, culturelles, politiques, et met à jour des conflits et des enjeux entre les acteurs sociaux. Les changements deviennent alors des questions de politique symbolique : ils ne sont plus l'expression d'une mesure objective, mais un argument de plus dans un affrontement de symboles et de significations (Bastide et Pages, 1987). La perception puise donc à des ensembles de savoirs, mis en œuvre dans des situations précises. Le savoir local exprime « le type de contrôle que les gens croient ou ont face à une situation de risque » (Grondin et Larue, 1995 : 76); il détermine la modélisation et l'appréhension des situations et formule

des stratégies pour s'y ajuster. Quant au savoir expert, il fonde les risques perçus sur sa comparaison avec l'évaluation scientifique des dangers.

L'approche culturelle du risque passe par l'étude des représentations sociales, cherchant à connaître ce que les gens pensent, comment et pourquoi ils le pensent. Cependant, une communauté n'est pas nécessairement homogène, des sous-cultures existent en fonction par exemple de l'âge, de l'occupation sociale, des apprentissages ou du milieu de vie. Ces variables complexifient la définition des valeurs sociales et culturelles attribuées à un milieu ou un objet. Déterminer ces sous-systèmes et leur propre vision du monde doit donc constituer l'une des dimensions de la recherche, permettant entre autres de mieux rejoindre les populations d'un milieu donné (Mayer *et al.*, 2000). C'est ce que cette étude propose, en se penchant particulièrement sur l'expérience vécue, les préoccupations et la vision d'avenir de différents groupes de citoyens de Malartic en lien avec le dossier des mines.

Impacts psychologiques et sociaux

La compréhension des changements survenus à Malartic depuis le début du projet Canadian Malartic ainsi que des effets psychologiques et sociaux qui en découlent s'inscrivent dans la lignée des études portant sur les impacts psychosociaux liés à l'exploitation minière (p. ex.: Carrington et Pereira, 2011; Dawson et Madsen, 2011). Bouchard-Bastien *et al.* (2014 : 3) définissent les impacts comme les effets, positifs ou négatifs, qu'un évènement produit sur un individu, un groupe ou une situation. Ces effets sont circonscrits dans le temps et dans l'espace. Les impacts peuvent être de nature diverse. Il est question d'impact direct lorsque celui-ci résulte d'une relation de cause à effet entre une composante d'un projet de développement, dans le cas présent relevant de l'exploitation minière, et l'environnement. L'impact est indirect s'il découle d'un impact direct dans un enchaînement de conséquences. Lorsqu'il résulte d'une combinaison d'impacts engendrés par un projet de développement ou par plusieurs interventions dans le temps, l'impact est cumulatif. Enfin, l'impact est résiduel s'il persiste après l'application d'une mesure d'atténuation (Bouchard-Bastien *et al.*, 2014 : 3).

Les impacts sociaux réfèrent *stricto sensu* aux liens qui s'établissent entre les individus et à l'organisation de ces liens (Grawitz, 2004 : 374). Le terme social est aussi employé pour tout ce qui concerne les êtres humains en société; il recouvre sans distinction les mondes économiques et politiques, de même que les conditions de vie humaine ainsi que toutes les structures associées à ces milieux. Des éléments aussi variés que la confiance, la réciprocité, l'identité collective, le bien commun, la démocratie, la participation, la gouvernance, et les luttes sociales peuvent y être analysés.

Les impacts psychologiques réfèrent pour leur part à la pensée et à la subjectivité des individus. Les éléments suivants sont habituellement considérés :

- Les comportements (attitudes, personnalité, développement individuel, motivations, manifestations neurobiologiques);
- L'autonomie;
- La capacité de résilience;
- Les perceptions sensorielles;
- Les modalités d'apprentissage, de connaissance et de mémorisation;
- Le jugement;
- Le raisonnement et les affects (émotions, humeurs, sentiments) (Grawitz, 2004 : 333-335).

Les éléments psychologiques concernent ainsi l'individu uniquement. Différents facteurs peuvent influencer les états psychologiques, et ces derniers peuvent être extérieurs à l'individu et relever notamment de phénomènes de société (Grawitz, 2004 : 334). Les questions touchant les impacts sociaux et psychologiques constituent le cadre à l'intérieur duquel s'ancrent les résultats du présent projet de recherche.

Changements dans la qualité de vie

Les activités de l'industrie minière occasionnent une pluralité d'impacts sociaux pour les populations qui vivent à proximité des sites d'exploitation. Les études font entre autres mention de problèmes de développements local et communautaire (Kemp, 2009), de diminution de la confiance envers les autorités (Counil, 2001), et de modification du climat social (Franks, 2012). Sous l'égide des impacts sociaux liés à l'exploitation minière se trouvent notamment les changements qu'engendrent ce type d'activités industrielles dans le quotidien des individus et de la communauté. Selon Bouchard-Bastien *et al.* (2014), la qualité de vie est l'un des domaines les plus fréquemment touchés.

L'Organisation mondiale de la Santé (OMS) définit la qualité de vie comme « la perception de la place qu'un individu occupe dans le monde, dans le contexte de la culture et du système de valeurs dans lesquels il vit en relation avec ses objectifs, ses attentes, ses normes et ses inquiétudes » (OMS, 1946). La qualité de vie est un concept multidimensionnel et subjectif; il englobe la santé physique et psychologique, le niveau d'indépendance, les relations sociales, les croyances, et la relation avec l'environnement (Bouchard-Bastien *et al.*, 2014 : 6). Il est important de noter que la qualité de vie n'est pas un synonyme de bonne santé. En effet, une personne en « mauvaise » santé peut avoir une excellente qualité de vie, et inversement. Dans le cadre d'une étude dans le domaine de la santé publique, la mesure de la qualité de vie vise davantage à rendre compte de la perception des individus composant un groupe concernant plusieurs dimensions, dont l'état physique et psychologique, les sensations somatiques et le statut social (Bouchard-Bastien *et al.*, 2014 : 6).

Gestion des risques

Afin de faciliter une appropriation des résultats par la santé publique, et notamment dans le but de mettre à jour les éléments associés à des actions de santé publique, l'analyse des résultats a été faite selon les principes directeurs suggérés par le Cadre de référence en gestion des risques pour la santé (Ricard, 2003).

Figure 1 Cadre de gestion des risques du réseau québécois de la santé (Ricard, 2003 : 3)



Dans les domaines de la santé et de l'environnement, l'étude du risque a acquis une popularité croissante depuis les années 1980. Elle présente un paysage très varié, tant sur le plan des disciplines, des méthodes, que des concepts employés. Le risque est un concept à la définition floue et fluctuante, associé d'abord au hasard et aux forces dépassant l'humain. Au XX^e siècle, l'usage du terme s'accroît grandement : inquiétude, préoccupation, peur, angoisse, danger, catastrophe, péril, tous ces termes lui sont maintenant connexes. S'attachent aussi au concept des mots tels que vulnérabilité ou sécurité (Lupton et Tulloch, 2002). Il demeure que le risque est une abstraction, un construit social qui fait appel au senti. Il ne peut être que relatif, compris dans un contexte précis et en fonction de savoirs particuliers (Douglas, 1986).

En santé publique, le terme « gestion des risques » désigne le cadre de référence permettant d'aborder la question de l'exploitation minière dans une perspective systémique. Il se comprend comme un processus regroupant deux aspects complémentaires. D'abord le traitement du risque, soit les phases préalables à la décision : la contextualisation du problème et l'évaluation des risques. Cette dimension est intégrée de façon scientifique et efficiente à des considérations traditionnelles de gestion, soit à la prise en considération des informations et des enjeux de natures politique, sociale, culturelle, éthique, légale, économique, technologique, etc. (MSSS, 2002).

Par ses principes directeurs, le cadre de gestion des risques fait appel à des valeurs que la santé publique cherche à implanter dans toute la société, car une fois partagées, elles permettraient d'améliorer la santé globale des populations (Ricard, 2003). Au Québec, ces principes directeurs sont les suivants : primauté de la protection de la santé humaine, prudence, équité, rigueur scientifique, transparence, ouverture, et appropriation de ses pouvoirs (Tableau 1).

Tableau 1 Définition des principes directeurs de gestion des risques pour la santé (Ricard, 2003 : vii)

PRINCIPE	ÉNONCÉ
Primauté de la protection de la santé humaine	La gestion des risques par la santé publique doit accorder la priorité à la protection de la santé humaine
Prudence	La gestion des risques par la santé publique doit prôner la réduction et l'élimination des risques, chaque fois qu'il est possible de le faire, et l'adoption d'une attitude vigilante afin d'agir de manière à éviter tout risque inutile. Cette attitude s'exerce tant dans un contexte de relative certitude (prévention) que d'incertitude scientifique (précaution)
Équité	La gestion des risques par la santé publique doit garantir la juste répartition des bénéfices et des inconvénients des risques au sein des communautés
Ouverture	La gestion des risques par la santé publique doit permettre aux parties intéressées et touchées de participer au processus afin qu'elles puissent exprimer leur point de vue, faire connaître leurs perceptions et leurs préoccupations face à la situation, contribuer à la recherche de solutions, et influencer les décisions de gestion
Rigueur scientifique	La gestion des risques par la santé publique doit être basée sur les meilleures connaissances disponibles, doit reposer sur des avis scientifiques d'experts issus de toutes les disciplines pertinentes, doit considérer les points de vue minoritaires et les opinions provenant de diverses écoles de pensées, et doit suivre une démarche structurée et systématique
Transparence	La gestion des risques par la santé publique doit assurer un accès facile et le plus rapide possible à toute l'information critique et à toutes les explications pertinentes pour les parties intéressées et touchées, tout en respectant les exigences légales de confidentialité
Appropriation de ses pouvoirs	La gestion des risques par la santé publique doit favoriser le renforcement de la capacité des individus et des collectivités à prendre des décisions éclairées, et à agir quant aux risques qui les concernent

Approche méthodologique privilégiée

La question des changements sociaux ressentis au sein de la communauté de Malartic depuis la reprise des activités à la mine Canadian Malartic est abordée au moyen d'une méthodologie qualitative. La pertinence de cette approche en santé environnementale relève de sa flexibilité et de son ouverture (Grondin et Larue, 1995). Elle prend en considération le contexte social et rend compte de la façon dont des individus perçoivent, interprètent, et donnent un sens à leurs expériences et à leur environnement (Mucchielli, 1991). Ce choix méthodologique permet aux participants d'exprimer leur point de vue sans catégorisations préalables. Cela facilite par la suite l'identification des schèmes qui sont propres aux participants plutôt qu'à la chercheuse. Le recours des regards croisés sur le même phénomène assure également une validation des résultats par triangulation (Patton, 1987).

Méthode de cueillette de données

Les données ont été recueillies lors d'un terrain de recherche mené à Malartic au cours des étés 2012 et 2013, au moyen d'entrevues semi-dirigées.

ENTREVUES SEMI-DIRIGÉES

Cette étude se concentre sur les représentations des participants afin de mieux comprendre les changements ressentis au sein de la communauté de Malartic liés aux activités minières de la mine Canadian Malartic ainsi que les effets psychologiques et sociaux de ces changements. Les méthodes pour accéder aux représentations sociales et individuelles sont variées. L'analyse du discours constitue une piste intéressante de recherche (Gauthier, 2009). Ce type d'étude prend plus fréquemment la forme d'entrevues de type « semi-dirigées » auprès d'un échantillon de la population ciblée. Ces entrevues permettent de recueillir en profondeur les représentations et les expériences des individus, puisqu'elles invitent les participants à s'exprimer dans leurs propres termes, et en soulignant les éléments importants à leurs yeux (Mayer *et al.*, 2000; Patton, 2002).

Des entrevues semi-dirigées ont été menées auprès des différents sous-groupes d'acteurs. Il s'agissait de rencontres structurées par un questionnaire comportant des questions ouvertes, mais dont le thème était déjà défini. Les participants pouvaient s'exprimer à loisir sur ces sujets. La grille d'entrevue (annexe 3) a été construite pour aborder les aspects suivants :

- Les changements survenus récemment à Malartic;
- L'attitude du participant en regard aux changements et ses préoccupations;
- Les facteurs expliquant la manière dont les changements sont vécus;
- Les éléments d'information concernant le participant et aidant à l'analyse des données (âge, emploi, etc.).

Au début du terrain de recherche, la grille d'entrevue a été validée par un prétest auprès de cinq résidents de Malartic. Par la suite, les entrevues ont été menées, en personne, par la chercheuse principale (2012) ou par la chercheuse-doctorante (2013). Pour assurer la confidentialité des propos échangés, les entrevues ont été réalisées dans un lieu au choix du participant, par exemple à un bureau au CLSC ou dans une salle de réunion au presbytère de Malartic. Les entrevues réalisées en 2012 ont été colligées par écrit par la chercheuse. Celles de 2013 ont été enregistrées, avec l'accord des participants, puis retranscrites sous forme de verbatims. Lors de la deuxième vague d'entrevues, seulement deux n'ont pas été enregistrées; elles ont été colligées par écrit par la chercheuse-doctorante. La durée moyenne des entrevues est de 1 h 10.

Les entrevues ont permis de prendre connaissance de quatre aspects :

1. Les changements vécus (individuels, socioéconomiques, socioculturels et concernant la qualité de vie) au sein de la communauté de Malartic depuis le début des activités d'exploration et d'exploitation de la mine Canadian Malartic;
2. Les effets psychologiques et sociaux de ces changements;
3. Les opinions sur la gestion de l'implantation du projet Canadian Malartic à Malartic;
4. Les façons d'envisager l'avenir. Les informations recueillies ont été traitées de façon distincte pour chaque sous-groupe de participants.

Population, échantillon et recrutement

La population à l'étude est constituée des parties prenantes locales et régionales au dossier, y compris les habitants de Malartic. L'échantillon de participants a été constitué de façon à ce que sa composition soit la plus fidèle possible à celle de la population. Les participants ont été sélectionnés

selon leur appartenance à différents sous-groupes, dont les caractéristiques étaient importantes pour la recherche (Mayer *et al.*, 2000), soit :

- Les associations et groupes communautaires;
- Les acteurs du gouvernement provincial;
- Le milieu municipal;
- Les regroupements d'aînés et de jeunes;
- Les dirigeants d'Osisko;
- Les regroupements citoyens;
- Les commerçants;
- Les acteurs du milieu scolaire;
- Les travailleurs et les entrepreneurs d'Osisko;
- Les citoyens qui ont quitté Malartic lors de la vague de déménagement et de relocalisation de 2010;
- Les nouveaux arrivants établis à Malartic depuis 2006;
- Les habitants de Malartic n'appartenant pas aux autres catégories.

L'échantillon comporte une diversité transversale, c'est-à-dire du point de vue de l'âge, du sexe, de l'expérience du milieu, et du quartier de résidence des participants.

Les informateurs ont été recrutés sur une base volontaire. Pour la campagne 2012, la chercheuse a communiqué directement avec les informateurs-clés ciblés pour les inviter à participer à l'étude. Pour celle de 2013, le directeur de santé publique de l'Agence de la santé et des services sociaux de l'Abitibi-Témiscamingue a fait parvenir une lettre aux citoyens de Malartic afin de les informer de l'étude à venir en juin 2012. En juin 2013, la chercheuse et la chercheuse-doctorante, accompagnées par le directeur régional de santé publique, ont tenu une rencontre auprès des principaux acteurs du milieu (maire, minière, comités citoyens, groupes communautaires, ministères impliqués) dans le but de donner des précisions sur le projet. Les personnes présentes ont été invitées à envoyer des listes de noms de participants potentiels à l'équipe de recherche. Le recrutement a débuté à la mi-juillet et s'est poursuivi jusqu'à ce que la saturation soit atteinte pour chacune des sous-catégories de participants. Les moyens de recrutement suivants ont été utilisés :

- Affichage à la bibliothèque municipale, la Maison de la famille et le Carrefour jeunesse-emploi, après que ces organismes aient donné leur accord;
- Encart publié dans le feuillet paroissial et le P'tit Journal de Malartic;
- Note insérée dans le troisième avis de la direction de santé publique distribué à l'ensemble des Malarticois;
- Recours aux listes de noms envoyées par la minière et le Comité de vigilance;
- Recours à un échantillonnage boule de neige (« snowball sampling ») une fois les entretiens débutés.

Pour être admissibles à l'étude, les personnes devaient être âgées de 18 ans et plus, résider à Malartic ou y avoir résidé au moins un an entre 2006 et 2013. Les personnes intéressées à participer ont été invitées à communiquer par téléphone ou par courriel avec les chercheuses, afin de fixer une

date de rencontre. Suivant la méthode d'échantillonnage boule de neige, à la fin de l'entrevue, les chercheuses demandaient au participant s'il avait des personnes à suggérer pour répondre aux mêmes questions. L'autorisation du participant référant était préalable aux communications qui étaient faites avec les personnes qu'il proposait.

Le tableau suivant indique le nombre de participants rencontrés dans chaque sous-catégorie.

Tableau 2 Nombre d'entrevues réalisées par sous-catégorie de participants en 2012 et 2013

SOUS-CATÉGORIES - CAMPAGNE DE 2012	NOMBRE D'ENTREVUES
Associations et groupes communautaires*	8
Acteurs du gouvernement provincial	8
Milieu municipal	4
Regroupements d'aînés et de jeunes	4
Dirigeants d'Osisko†	3
Regroupements citoyens	3
Commerçants	2
Milieu scolaire	1
Sous-total 2012	33
SOUS-CATÉGORIES - CAMPAGNE DE 2013	NOMBRE D'ENTREVUES
Travailleurs et entrepreneurs d'Osisko‡, dont certains ont été relocalisés dans Malartic	12
Citoyens déménagés à l'extérieur de Malartic	10
Nouveaux arrivants, dont certains travaillent pour Osisko	7
Autres citoyens, dont certains ont été relocalisés dans Malartic	28
Autres acteurs§	3
Sous-total 2013	60
TOTAL	93

* Cette catégorie inclut la paroisse et le Comité de suivi.

† Il s'agit d'une entrevue de groupe.

‡ Cette catégorie exclut les nouveaux arrivants qui travaillent pour Osisko.

§ Il s'agit d'acteurs du milieu scolaire, communautaire et commercial de Malartic qui n'avaient pas été rencontrés en 2012.

Stratégies et techniques d'analyse

Une analyse de contenu qualitative, de type logico-sémantique, a permis de traiter les résultats des entrevues. Cette méthode d'analyse se présente comme l'application d'un découpage à un texte sans déformer ou perdre en cours de route l'essentiel de son sens. Elle permet ensuite au chercheur d'interpréter les données (Messu, 1991). La phase d'analyse est constituée de plusieurs opérations (Strauss et Corbin, 2004). Le verbatim de chaque entrevue a été résumé selon des catégories d'analyse prédéfinies : les changements vécus (individuels, socioéconomiques, socioculturels et concernant la qualité de vie), leurs effets sur la communauté et sur les individus, les opinions sur la gestion de l'implantation du projet Canadian Malartic à Malartic, et les façons d'envisager l'avenir. À partir de ce classement, un premier travail critique a été posé : les données d'une même catégorie ont été rassemblées, puis examinées et analysées afin de dégager les nuances, ressemblances et

différences entre unités de sens (phase de codification ouverte). Par la suite, la grille a été révisée à la lumière de ces résultats, et raffinée en sous-catégories (phase de codification axiale). Enfin, l'analyse critique proprement dite (ou codification sélective) a été effectuée. Elle visait à identifier les catégories centrales du sujet traité. Cette analyse montre les points forts dégagés du corpus. Elle explique les liens entre les différents thèmes, puis entre ceux-ci et des éléments de contexte. Différents niveaux ont été convoqués tout au long du processus d'analyse, depuis un niveau micro relevant de l'individu jusqu'à un niveau plus macro relevant de l'environnement global (Doise, 1982). Les analyses ont touché particulièrement deux espaces d'interactions individu-environnement où la santé publique concentre ses activités, à savoir la sphère privée et la vie communautaire (Moser, 2009; Moser et Weiss, 2003).

Par ailleurs, l'analyse des données a été réalisée en tenant compte des sous-groupes de participants. Dans la présentation des résultats, le sous-groupe auquel appartiennent les participants est spécifié uniquement lorsque pertinent. Une échelle qualitative est utilisée afin de donner un ordre de grandeur du nombre de participants concernés : tous les participants, la majorité (90 % des participants), la plupart (75 %), un bon nombre (50 %), plusieurs (25 %), quelques (5-10 %), un participant.

Les résultats de recherche ont été discutés avec les membres de l'équipe (cochercheurs, chercheurs collaborateurs, chercheuse-doctorante et partenaires) à l'automne 2014, avant la remise du rapport au directeur de santé publique de l'Agence de santé et de services sociaux de l'Abitibi-Témiscamingue. Leurs commentaires ont été pris en compte pour la rédaction du rapport final. Une fois ce rapport déposé, la chercheuse et quelques membres de l'équipe de recherche ont fait un retour sur les résultats avec les citoyens de Malartic et les participants de l'étude. La séance publique a été organisée à Malartic en décembre 2014.

Inconvénients et risques liés à la recherche

Les effets pervers potentiels de ce projet de recherche étaient minimes. Aucun traitement ou intervention n'étant en cause, il ne pouvait être question de risques à la santé physique des participants. Toutefois, pareil projet pouvait entraîner des inconvénients. À certains moments au cours de la discussion, quelques participants ont ressenti des émotions douloureuses (comme l'amertume ou la tristesse) ou revécu des souvenirs désagréables. Une liste des organismes offrant du soutien psychosocial a été offerte aux participants qui paraissaient ébranlés par l'entretien. Tous les participants ont aussi été avisés qu'ils pouvaient mettre fin à l'entretien à tout moment.

Portée et limites de la recherche

La force de la recherche qualitative est de montrer la variété et les particularités de la situation à l'étude. Dans le cas de la reprise des activités minières à Malartic, les résultats de la recherche montrent la diversité des changements vécus ainsi que leurs effets sur la santé entendue dans un sens global. Ces résultats font écho aux nombreuses études se penchant sur les ressources naturelles non renouvelables et leurs enjeux sociaux (telles que recensées, par exemple, par Brisson *et al.*, 2014a; Brisson *et al.*, 2014b; Fortin et Fournis, 2014).

Parmi les limites de l'étude, comme le recrutement a été réalisé sur une base volontaire, il est possible que certains types de citoyens aient choisi de ne pas participer à la recherche, et ce, pour diverses raisons. Une certaine exaspération à l'égard du nombre d'études réalisées à Malartic était d'ailleurs palpable dans la population au moment de l'étude, laquelle a pu freiner la participation. En outre, l'échantillonnage boule de neige fait courir le risque de solliciter des gens du même réseau et ayant potentiellement un avis semblable. D'autre part, l'étude reflète l'état de la situation entre 2012

et 2013 seulement. Le processus minier est dynamique, et plusieurs changements ont eu lieu depuis la réalisation du terrain à Malartic, notamment au sein du gouvernement municipal et des propriétaires de la mine Canadian Malartic.

Par ailleurs, ce projet de recherche permet de répondre aux préoccupations exprimées par le directeur de santé publique de l'Agence de la santé et des services sociaux de l'Abitibi-Témiscamingue, le Dr Réal Lacombe, quant aux impacts psychologiques et sociaux engendrés depuis que la mine a amorcé ses activités d'exploration. Il s'inscrit dans un plus vaste programme de recherche visant à documenter les impacts potentiels à la santé concernant les gaz de sautage, les poussières, le bruit, et les impacts portant sur la santé sociale de la communauté en lien avec les grands projets d'exploitation minière. Pour la première fois au Québec, cette étude offre un portrait longitudinal de l'ensemble des modifications, positives et négatives, apportées par un projet minier sur la qualité de vie des citoyens. Enfin, le rapport écrit permet à la santé publique, aux ministères impliqués, et aux autres groupes intéressés d'acquérir une meilleure compréhension des préoccupations sociales liées à l'exploitation minière au Québec.

Considérations éthiques

Respect de la confidentialité lors de la collecte des données

Ce projet a été approuvé par le Comité d'éthique de la recherche de l'Université Laval (numéro d'approbation 2013-128) le 20 juin 2013. Toutes les mesures nécessaires ont été prises au cours du processus de recherche pour assurer l'anonymat des participants et respecter la confidentialité des propos échangés.

Lors des entrevues, les participants ont été informés de la confidentialité des informations recueillies par un formulaire de consentement prévu à cet effet. Le formulaire spécifiait les objectifs généraux de la recherche, les institutions impliquées, les thèmes abordés ainsi que les avantages et les inconvénients que peut encourir pareille démarche. Les participants ont aussi été avertis que la recherche n'entend pas tester leurs connaissances, mais bien recueillir leurs perceptions, pour lesquelles il n'y a pas de bonne ou de mauvaise réponse. La chercheuse considère que, dans ce domaine, chacun est « expert ».

Les entrevues et l'exercice de cartographie mentale se sont déroulés en personne, dans un bureau mis à la disposition de l'équipe de recherche. Elles ont été enregistrées sur permission seulement. Les enregistrements sont conservés sur support informatique uniquement, dans un fichier protégé par un mot de passe. La réalisation des verbatims a été confiée à deux assistants de recherche, lesquels ont signé un formulaire d'engagement à la confidentialité. Les transcriptions des verbatims sont conservées sur support informatique uniquement, dans un fichier protégé par un mot de passe. Aucun nom d'informateur n'apparaît sur les transcriptions d'entrevue, et seuls un numéro et un code représentant le sous-groupe permettent de les identifier. La liste des participants existe en un seul exemplaire, et elle est conservée sous clé dans un endroit accessible uniquement par la chercheuse. En aucun temps ne sont fournis de renseignements concernant le contenu d'entrevues spécifiques. Seuls la chercheuse, les cochercheurs et la chercheuse-doctorante ont accès aux renseignements personnels des participants en raison de leur participation au terrain de recherche et à l'analyse des données; tous ont signé un formulaire d'engagement à la confidentialité.

Respect de la confidentialité pour le rapport final et ses suites

Tout comme dans le reste du processus : les noms des informateurs ainsi que tout autre renseignement permettant de les retracer n'apparaissent pas dans le rapport final de l'étude et ses produits dérivés (communications, articles, sommaires, etc.).

Conservation des documents et destruction

La liste des noms de personnes et des codes n'existe qu'en un seul exemplaire. Les listes sont détenues par la chercheuse seulement, et conservées sous clé. Il en va de même des verbatims d'entrevues.

Le matériel de la recherche est conservé dans le bureau de la chercheuse pendant la durée de l'étude, puis sera entreposé sous clé pour les cinq années suivant la fin de l'étude. Ces délais suivent le calendrier de conservation pour la recherche établie par l'INSPQ pour répondre aux exigences de la Loi sur les archives du Québec. Par la suite, les documents seront détruits selon les règles en vigueur à l'INSPQ, et répondant à la politique plus générale du gouvernement du Québec (directive DI-05-2001). Le papier est confié à une firme spécialisée qui en assume une destruction confidentielle. Le matériel informatique est effacé par les services informatiques de l'INSPQ. Le matériel sur des supports autres que papier ou informatique est confié à une firme spécialisée, qui en assure la destruction par incinération ou découpage. Un bordereau confirmant la destruction est fourni pour toutes ces formes de destruction.

Les données de la recherche sont conservées pour être utilisées dans le cadre du projet de doctorat de madame Catherine Morin-Boulais. Elles ont été dénominalisées de façon irréversible (rendues anonymes), consécutivement à la destruction de tout document et de tout matériel brut contenant des renseignements personnels ou permettant une future réidentification. Les participants à la recherche ont été informés de cette utilisation ultérieure des données dans le formulaire de consentement.

Diffusion de la recherche

Plusieurs étapes de diffusion des résultats de recherche sont prévues. À l'automne 2014, une première présentation des résultats préliminaires a été faite auprès des co-chercheurs, chercheurs collaborateurs, chercheuse-doctorante, et partenaires afin de recueillir leurs commentaires. À la fin du projet, un rapport final a été écrit. Il donnera lieu à des productions dérivées de nature scientifique (communications à des congrès spécialisés et articles dans des publications avec comités de lecture), et de nature vulgarisée tels des sommaires exécutifs, un résumé, des articles dans des revues grand public, ou ciblant des groupes d'acteurs concernés.

Les conclusions du rapport ont été présentées oralement par la chercheuse et une partie de l'équipe de recherche lors d'une rencontre publique à Malartic tenue en décembre 2014. Il a aussi été offert à chacun des participants de recevoir un résumé des résultats de la recherche à la fin du processus. Ils peuvent également consulter le rapport final de recherche, qui est déposé à cette fin dans les Agences de santé et des services sociaux de l'Abitibi-Témiscamingue et à l'INSPQ.

Compensations

Aucune compensation financière n'a été versée pour la participation à cette étude.

Conflits d'intérêts

La chercheuse et les membres de l'équipe de recherche déclarent ne pas être impliqués dans la gestion ou les activités d'organismes ou des sociétés, de telle façon que la neutralité de leurs interventions et de leurs conclusions en soit affectée.

Références citées

- BALLARD, C. et G. BANKS (2003). « Resource Wars: The Anthropology of Mining », *Annual Review of Anthropology*, vol. 32, p. 287-313.
- BASTIDE, S. et J.-P. PAGES (1987). « Perception des risques et communication », dans J.-L. Fabiani et J. Theys (dir.), *La société vulnérable. Évaluer et maîtriser les risques*. Paris, Presses de l'École normale supérieure, p. 97-110.
- BOUCHARD-BASTIEN, E., D. GAGNÉ et G. BRISSON (2014). *Guide de soutien destiné au réseau de la santé : l'évaluation des impacts sociaux en environnement*. Québec, Direction de la santé environnementale et de la toxicologie de l'Institut national de santé publique du Québec.
- BRISSON, G., K. DUBÉ, F. TAIROU et M.-C. GERVAIS (2014). « Impacts psychologiques et sociaux des mines uranifères sur les populations avoisinantes », dans D. Phaneuf (dir.), *Les impacts sanitaires en lien avec les projets uranifères nord-côtiers*. Québec, Institut national de santé publique du Québec, p. 161-206.
- BRISSON, G., M.-C. GERVAIS et C. THIBAUT (2014). *Mise à jour : état des connaissances sur la relation entre les activités liées au gaz de schiste et la santé publique*. Québec, Institut national de santé publique du Québec.
- CARRINGTON, K. et M. PEREIRA (2011). « Assessing the social impacts of the resources boom on rural communities », *Rural Society*, vol. 21, n° 1, p. 2-20.
- COUNIL, É. (2001). *Une étude exploratoire et participative des retentissements du complexe minier de Sadiola au Mali*. Montreuil, Groupe de Recherches et de Réalisations pour le Développement Rural dans le Tiers Monde.
- D'ALESSANDRE-SCARPARI, C., É. RÉMY et V. NOVEMBER (2004). *L'« espace » d'une controverse*. Accessible au : <http://www.espacetemps.net/en/articles/lrsquo-espace-drsquoune-controverse-en/> (Consulté le 20 mai 2013).
- DAWSON, S. E. et G. E. MADSEN (2011). « Psychosocial and Health Impacts of Uranium Mining and Milling on Navajo Lands », *Health Physics*, vol. 101, n° 5, p. 618-625.
- DOISE, W. (1982). *L'explication en psychologie sociale*. Paris, Presses universitaires de France.
- DOUGLAS, M. (1986). *Risk Acceptability According to Social Sciences*. New York, Russell Sage Foundation.
- FORTIN, M.-J. et Y. FOURNIS (dir.) (2014). *La transition des régimes de ressources au prisme de la gouvernance : les secteurs forestier, porcine et éolien*. Rimouski, Chaire de recherche du Canada en développement régional et territorial de l'UQAR.
- FRANKS, D. (2012). *Étude d'impact social des projets d'exploitation des ressources*. Crawley (Australie), International Mining for Development Centre.

- GAUTHIER, B. (dir.) (2009). *Recherche sociale : de la problématique à la collecte des données*. Québec, Presses de l'Université du Québec.
- GODOY, R. (1985). « Mining: Anthropological Perspectives », *Annual Review of Anthropology*, vol. 14, p. 199-217.
- GRAWITZ, M. (2004). *Lexique des sciences sociales*. Paris, Dalloz.
- GRONDIN, J. et R. LARUE (1995). *La perception des risques pour la santé : aspects méthodologiques*. Ottawa, St-Laurent Vision 2000.
- JODELET, D. (1997 [1986]). *Les représentations sociales*. Paris, Presses universitaires de France.
- JUDD, R. et C. BEACH (2003). *Natural States. The Environmental Imagination in Maine, Oregon, and the Nation*. Washington, Resources for the Future.
- KEMP, D. (2009). « Mining and Community Development: Problems and Possibilities of Local-Level Practice », *Community Development Journal*, vol. 45, n° 2, p. 198-218.
- KIRSCH, S. (2006). *Reverse Anthropology: Indigenous Analysis of Social and Environmental Relations in New Guinea*. Redwood City, Stanford University Press.
- KNAPP, B. et V. PIGOTT (1997). « The Archeology and Anthropology of Mining: Social Approaches to an Industrial Past », *Current Anthropology*, vol. 38, n° 2, p. 300-304.
- LUPTON, D. et J. TULLOCH (2002). « Risk is Part of Your Life: Risk Epistemologies Among a Group of Australians », *Sociology*, vol. 36, n° 2, p. 317-334.
- MAYER, R., F. OUELLET, M.-C. SAINT-JACQUES et D. TURCOTTE (dir.) (2000). *Méthodes de recherche en intervention sociale*. Montréal, Gaëtan Morin Éditeur.
- MESSU, M. (1991). *L'analyse propositionnelle de discours. Cahier de recherche*. Paris, Centre de recherche pour l'étude et l'observation des conditions de vie.
- MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX DU QUÉBEC (2002). *Principes directeurs d'évaluation du risque toxicologique pour la santé humaine de nature environnementale*. Québec, Direction des communications du ministère de la Santé et des Services sociaux.
- MOLINER, P., P. RATEAU et V. COHEN-SCALI (2002). *Les représentations sociales : pratiques d'études de terrain*. Rennes, Presses universitaires de Rennes.
- MOSER, G. (2009). *Psychologie environnementale : les relations homme-environnement*. Bruxelles, De Boeck.
- MOSER, G. et K. WEISS (2003). *Espaces de vie : aspects de la relation homme-environnement*. Paris, Armand Colin.
- MUCCHIELLI, A. (1991). *Les méthodes qualitatives*. Paris, Presses universitaires de France.
- ORGANISATION MONDIALE DE LA SANTÉ (1946). *Préambule à la Constitution de l'Organisation mondiale de la Santé*. Genève, Organisation mondiale de la Santé.
- PATTON, M. (1987). *How to Use Qualitative Methods in Evaluation*. Newbury Park, Sage.

PATTON, M. (2002). *Qualitative Research and Evaluation Methods*. Thousand Oaks, Sage.

RAJAK, D. (2011). *In Good Company: An Anatomy of Corporate Social Responsibility*. Redwood City, Stanford University Press.

RICARD, S. (2003). *Cadre de référence en gestion des risques pour la santé dans le réseau québécois de santé publique*. Québec, Institut national de santé publique du Québec.

STRAUSS, A. et J. CORBIN (2004). *Les Fondements de la recherche qualitative : Techniques et procédures de développement de la théorie enracinée*. Fribourg, Academic Press Fribourg.

WALSH, A. (2012). « After the Rush: Living with Uncertainty in a Malagasy Mining Town », *Africa*, vol. 82, n° 2, p. 235-251.

Annexe 3

Outils méthodologiques

Les données de cette étude ont été recueillies lors d'un terrain de recherche mené à Malartic au cours des étés 2012 et 2013. Les entretiens semi-dirigés sont la principale méthode employée pour collecter les données concernant les changements ressentis au sein de la communauté de Malartic, liés aux activités minières de la mine Canadian Malartic, ainsi que les effets psychologiques et sociaux de ces changements.

Les entretiens se sont déroulés dans un lieu assurant la confidentialité des propos échangés, dans un endroit choisi par le participant ou dans un bureau mis à la disposition de la chercheuse (au CLSC ou au presbytère de Malartic).

Tous les entretiens se sont déroulés suivant la même procédure. Le projet était d'abord présenté, puis le formulaire de consentement lu avec le participant, signé par celui-ci et par la chercheuse. Le déroulement de la rencontre était ensuite expliqué. Les raisons motivant la chercheuse à vouloir enregistrer la discussion étaient clairement présentées et le participant était informé qu'il avait le loisir de refuser. Avant de commencer l'entretien, le participant avait également la possibilité de demander des éclaircissements ou de poser des questions sur l'ensemble de la procédure.

Les entretiens débutaient par la même question (voir le questionnaire d'entrevue à la page suivante), mais les questions suivantes dépendaient de la direction que prenait la conversation. Lorsque l'ensemble des questions avait été couvert, et que le participant n'avait plus rien à ajouter, la chercheuse demandait au participant de remplir un court questionnaire sociodémographique. Conformément à la méthode de recrutement boule de neige, le participant était ensuite invité à fournir des noms de gens qu'il connaissait et qui pourraient souhaiter participer à l'étude. Ces personnes devaient cadrer dans les catégories où la saturation des données n'avait pas encore été atteinte. Enfin, le participant était chaleureusement remercié pour le temps accordé à l'étude.

QUESTIONNAIRE D'ENTREVUE

Présentation

Bonjour Madame/Monsieur,

Je m'appelle Catherine Morin-Boulais et je suis assistante de recherche. Comme vous le savez, l'Institut national de santé publique du Québec (INSPQ) mène actuellement un projet de recherche visant à recueillir le point de vue des citoyens de Malartic et des communautés avoisinantes par rapport aux changements survenus à Malartic depuis l'arrivée de la Corporation minière Osisko. Ce projet de recherche est dirigé par Geneviève Brisson, professeure associée au Département d'anthropologie (Faculté des sciences sociales) de l'Université Laval et chercheuse à l'INSPQ. Ce projet bénéficie de la collaboration de chercheurs de l'INSPQ (Richard Martin, Serge André Girard, Mary Richardson), de l'Université Laval (Sabrina Doyon), de l'Université du Québec en Abitibi-Témiscamingue (Patrice Leblanc et Hugo Asselin) et de l'Université du Québec à Rimouski (Marie-José Fortin). Je fais également partie de l'équipe à titre d'étudiante au doctorat en anthropologie de l'Université Laval. Il est en outre effectué en partenariat avec la Direction de la santé publique de l'Abitibi-Témiscamingue et le ministère de la Santé et des Services sociaux, qui offre le soutien financier nécessaire à la réalisation du mandat. La recherche se situe dans le cadre d'une enquête épidémiologique de santé publique, et servira aussi à mon doctorat en anthropologie.

Objectifs du projet

La recherche a pour but de mieux comprendre les changements sociaux ressentis au sein de la communauté de Malartic depuis le début des activités d'exploration et d'exploitation de la mine Osisko, en 2006. Elle vise à saisir les effets psychologiques et sociaux de ces changements et les facteurs communautaires permettant de leur faire face. Vous serez donc invités à partager vos connaissances, vos perceptions, vos expériences et vos souhaits par rapport à votre milieu de vie, votre qualité de vie et votre santé.

Éthique de la recherche

Je vais maintenant vous présenter la recherche. Nous allons prendre connaissance ensemble du formulaire de consentement qui a été préparé à cet effet. Ensuite, si vous êtes toujours d'accord avec votre participation à la recherche, je vous inviterais à signer ce formulaire et à me le remettre. Je vous en remettrai une copie à la fin de la rencontre.

LECTURE ET SIGNATURE DU FORMULAIRE DE CONSENTEMENT

Entretien

Notre discussion sera d'une durée maximale d'une heure trente et se déroulera comme une conversation. Il n'y a pas de choix de réponses. Toutes les réponses sont bonnes : il n'y a pas de mauvaises réponses, car c'est ce que vous pensez qui est important à mes yeux. Si vous ne vous sentez pas à l'aise avec un thème ou avec le déroulement de la rencontre, n'hésitez pas à me le signaler. De plus, toutes vos réponses demeurent strictement confidentielles. À la fin de la rencontre, vous pourrez ajouter les informations que vous jugez pertinentes et que mes questions ne vous auraient pas permis d'aborder.

J'aimerais beaucoup enregistrer la rencontre, car cela me permettrait de m'assurer que j'ai compris fidèlement vos propos. Je pourrais aussi mieux me concentrer sur notre discussion. Est-ce que vous êtes d'accord si j'enregistre l'entrevue?

Avant de commencer, est-ce que vous avez des questions sur notre rencontre? Je vous remercie beaucoup de votre participation.

QUESTIONNAIRE

Questions sur les effets sociaux et la résilience de la communauté

1. Qu'est-ce qui s'est passé récemment dans la municipalité de Malartic?
 - a. À vos yeux, quels sont les principaux changements qui ont été vécus à Malartic depuis 2006?
 - b. RELANCE : Qu'est-ce qui a changé depuis que le projet minier et la mine sont là?
Ex. : travail, coût de la vie, relations sociales, organisation familiale, services
2. Quelles personnes sont touchées par les changements de Malartic?
3. À votre connaissance, comment la communauté fait-elle face aux changements?
 - a. Qu'est-ce qui a facilité la transition?
 - b. Qu'est-ce qui a représenté un défi dans la transition?
 - c. Y a-t-il des mesures particulières mises en place?
 - i. Si oui, lesquelles et par qui?
4. Selon vous, qui peut influencer les changements qui ont lieu à Malartic?

Questions psychosociales et sur la résilience individuelle

5. Qu'est-ce qui a changé pour vous depuis que la mine est là?
 - a. RELANCE : Quels changements avez-vous vécus à Malartic depuis 2006?
 - b. RELANCE : Concernant le bruit, avez-vous constaté une différence? Et pour la qualité de l'air?
6. Qu'est-ce que vous avez fait devant ces changements?
 - a. Sur quoi vous basez-vous pour traverser les changements?
Ex. : réseau de soutien, implication communautaire, quitter Malartic
 - b. Qu'est-ce qui a facilité la transition?
 - c. Qu'est-ce qui a représenté un défi dans la transition?
7. Sentez-vous que vous avez un rôle à jouer concernant les changements qui se produisent à Malartic?
8. Qu'est-ce que vous avez appris à travers les changements?
9. Comment voyez-vous l'avenir?
 - a. Avez-vous des préoccupations en lien avec votre milieu de vie?
 - b. Avez-vous des préoccupations en lien avec votre qualité de vie personnelle?
 - c. Avez-vous des préoccupations en lien avec votre santé?
 - d. Quel est votre souhait le plus cher concernant votre avenir et celui de Malartic?

Questions sur la démarche

10. Avez-vous des choses à ajouter sur les changements de Malartic?
11. Auriez-vous des personnes à me suggérer que je devrais rencontrer maintenant, pour poser les mêmes questions?

QUESTIONS SOCIODÉMOGRAPHIQUES

MERCI!

Annexe 4

Cartes de Malartic

Les cartes qui suivent montrent les changements dans la configuration de la ville découlant de la mise en œuvre du projet Canadian Malartic. La figure ci-dessous montre la ville avant le processus de relocalisation du quartier sud.

Figure 2 Malartic en 2008



Source : Rapport d'enquête et d'audience publique sur le projet minier aurifère Canadian Malartic (BAPE, 2009), figure 2a.

La figure 3 montre la configuration de la ville à la suite de ce processus : à la place d'une partie du quartier sud se trouve la fosse de la mine, et au nord-est de la ville le quartier construit par Osisko.

Figure 3 Malartic en 2014



Source : <https://www.google.ca/maps>, consulté le 5 novembre 2014.

Annexe 5.1

**Résultats : changements vécus à Malartic depuis
la reprise des activités minières et leurs effets**

Introduction

La vie des Malarticois a été affectée par la relance des activités minières dès l'arrivée d'Osisko à Malartic, au milieu des années 2000. Les premières rumeurs entourant le projet Canadian Malartic ont suscité des réactions au sein de la communauté, nourrissant chez plusieurs l'espoir que Malartic retrouve sa vitalité économique d'antan tout en faisant naître, chez plusieurs autres, la crainte d'une destruction irrémédiable de leur milieu de vie. De l'exploration à l'entrée en production de la mine, la mise en œuvre du projet a entraîné des changements pour les habitants de Malartic, dont l'ampleur a été perçue différemment selon les Malarticois. Le but du présent chapitre est de faire état de ces changements à travers la manière dont ils ont été vécus, ressentis et perçus par les participants.

Ce chapitre est articulé chronologiquement et se divise en deux parties. La première partie concerne la période avant que le projet Canadian Malartic soit autorisé par le gouvernement. Elle porte sur les effets pour la population de l'annonce du projet et du processus de relocalisation. La deuxième partie rapporte les changements individuels, socioéconomiques et socioculturels attribués à la reprise des activités minières, tels que décrits par les participants, depuis qu'Osisko a obtenu l'aval du gouvernement pour son projet. La perception de l'ampleur de ces changements et la description de leurs effets psychosociaux pour les individus et la communauté sont variables.

Les changements vécus avant le début des opérations minières et leurs effets psychologiques et sociaux

Les participants considèrent que deux moments-clés ont marqué les individus et la communauté lorsqu'Osisko a entrepris ses activités à Malartic : l'annonce du projet à la population par la mine et le processus de relocalisation du quartier sud. Cette section décrit les multiples conséquences de ces événements, telles que perçues par les participants. Les effets de la présentation officielle du projet sur le climat social de Malartic sont d'abord présentés, de pair avec les réactions individuelles des participants à cette annonce. Ensuite, les éléments que les participants ont trouvés problématiques lors du processus de relocalisation sont exposés, suivis des effets psychologiques associés à ce processus.

La période suivant l'annonce du projet

Osisko a entrepris ses travaux d'exploration à Malartic en 2005 et le projet Canadian Malartic a été présenté officiellement à la population en 2006. À ce moment, la mine a énoncé son besoin de relocaliser une partie du quartier sud, pour pouvoir mettre en chantier sa mine à ciel ouvert. L'annonce de la reprise des activités minières à Malartic a eu des effets sur la communauté; tous s'entendent pour dire que le climat social a été touché par l'arrivée d'Osisko. Cependant, l'ampleur et la persistance de ce bouleversement du climat social ne sont pas perçues de la même manière par les participants. Du point de vue des individus, ceux-ci ont réagi en manifestant des émotions sur un spectre allant de la joie à la colère.

LE CLIMAT SOCIAL

De façon générale, les participants (toutes catégories confondues) considèrent que le climat social de Malartic s'est altéré dès l'annonce du projet. La plupart d'entre eux expliquent cette détérioration par la présentation d'opinions polarisées au sein de la population à propos du projet Canadian Malartic et la difficulté de chaque groupe à comprendre la position de l'autre. Les propos d'un résident relocalisé résument l'opinion la plus courante : « y'a un groupe qui voit juste des avantages! Pis y'en

a un autre qui voit juste des désavantages! ». Quelques participants proposent cependant une vision plus nuancée sur le sujet.

Plusieurs participants favorables au projet d'Osisko à Malartic, issus de toutes les catégories sauf de celle des anciens résidents, ont dit considérer que les citoyens réfractaires à la reprise des activités minières sont, dans les termes d'un nouvel arrivant travaillant chez Osisko, des personnes « bornées qui n'ont jamais voulu de la mine ». La mine elle-même encouragerait cette image en accusant publiquement ou en isolant les associations citoyennes, qu'elle qualifie de « 5 % d'irréductibles ». Contrairement au reste de la population qui a su aller de l'avant, ces participants trouvent que plusieurs personnes « vivent encore dans le passé » et qu'elles peinent à accepter les changements et à apprécier leur aspect positif. Un nouvel arrivant soutient qu'« elles sont pas capables de voir toutes les nouvelles infrastructures qu'on a maintenant, sont pas capables de voir tout ce que le, mettons, le FEMO⁴ peut faire, les différents organismes de la ville ». Ces participants estiment aussi que les « opposants » au développement minier à Malartic exagèrent le caractère négatif de ce qu'ils vivent pour signifier leur mécontentement. À ce sujet, un résident partage ses doutes :

« Moi je me dis que ça se peut pas tomber en dépression parce que tu t'es fait déménagé. Ils [Osisko] ont pris ta maison, ils l'ont changée d'emplacement, il n'y a pas de... J'ai de la difficulté à voir comment une dépression peut venir de là. Là y'en a qui disent qu'ils sont morts à cause de ça. Moi je pense que les gens ont essayé de jouer sur le fait que le changement est gros. Ils ont attribué à la mine des facteurs que c'est pas à eux-autres ».

Dans l'ensemble, ces participants sont d'avis que personne à Malartic n'est dans une posture pire qu'une autre, comme ce résident l'explique :

« T'sais, y'en a toujours qui ont des choses à revendiquer comme tous ceux voisins du parc, qui voulaient être déménagés. Eux autres, ils se sont fait un groupe pis sur la rue Abitibi aussi. Pis... eux autres, ils jappaient fort pas mal. Pis c'est ça! On se demandait pourquoi ils jappaient si fort parce que dans le fond, sont pas pire que les autres là. T'sais, c'est quoi? Y'ont-tu... les gens aussi ils veulent avoir des choses à leur avantage. Chacun veut sa petite part aussi ».

Ils considèrent que les critiques du projet Canadian Malartic sont souvent motivées par le désir de soutirer de l'argent à la minière, à l'exemple de ce citoyen relocalisé qui affirme « qu'il y en a beaucoup de ceux qui étaient contre, y'en a beaucoup qui ont été achetés. Ça fait qu'en étant achetés, ils parlent plus. C'est ça qu'ils voulaient ».

De la même manière, plusieurs participants défavorables au projet Canadian Malartic, principalement des citoyens et d'anciens résidents de la ville, soutiennent que les « partisans » de la minière ne voient pas que des gens peuvent vivre la situation d'une manière différente de la leur. Ils trouvent que les citoyens « pour les mines » mettent l'accent sur leurs gains personnels, faisant fi des difficultés que peut rencontrer le reste de la communauté avec la reprise des activités minières. Cette position transparaît dans les propos d'un résident relocalisé :

« Alors ce monsieur-là qui a un commerce, lui il battait : "j'ai un commerce, mon père avait un commerce, mon fils a le commerce, on va rester à Malartic, on veut qu'Osisko demeure ici". Mais ils n'ont jamais dit la population qui a été déménagée comment elle

⁴ Le Fonds Essor Malartic Osisko (FEMO) a été créé par la minière en 2008 afin de contribuer à « l'amélioration de la qualité de vie », à « l'épanouissement des citoyens » et à favoriser « l'essor à long terme de Malartic par la promotion et le soutien d'initiatives ayant un impact durable sur le développement économique, social et culturel de la ville » (Osisko, nd : en ligne).

s'est sentie. Pis à ce moment-là, j'ai réagi pis je lui avais dit : "vous pensez à vous-même, votre commerce, mais pas à tout ce que les autres personnes peuvent penser". Fait que y'a des gens comme ça qui pensaient juste à eux-autres au lieu de penser collectivité ».

Selon eux, il s'agit d'une négation du social et de l'environnement au seul profit de l'économique : « pour eux, c'est "*fuck* le bruit pis la poussière; pourvu qu'on ait des jobs, on vous donne carte blanche" ». Ces participants expriment en outre avoir l'impression que les citoyens en accord avec le projet pensent que ceux qui le critiquent sont contre eux et contre l'industrie minière.

Il semble y avoir une tendance dans la communauté voulant que « si t'es pas pour t'es contre » la minière. Selon les propos recueillis, cette attitude a culminé en 2012 avec la mobilisation du Comité Bonne Entente⁵. Ce comité a manifesté publiquement son soutien aux activités minières de Malartic par différents moyens, comme le blocage de la route 117 avec les camions de la mine, l'affichage de pancartes pro-mines, un message dans chaque boîte aux lettres et la campagne des carrés or, organisée conjointement avec la Chambre de commerce. Quelques commerçants ont fait état de pressions pour s'afficher « pour » la minière (chantage). Ceux qui refusaient semblaient craindre des représailles, dont un boycottage de leur commerce. De même, un citoyen se décrivant comme ouvertement contre la minière dit avoir peur des employés d'Osisko car il a reçu d'eux des menaces : « Fait que c'est [quand j'ai reçu une lettre de menace] que j'ai commencé à avoir peur. Osisko j'ai pas peur d'eux-autres, mais j'ai plus peur des employés ». Quelques participants disent aussi avoir vécu de l'intimidation de la part de citoyens qui étaient pour la venue de la minière. Un résident déménagé explique qu'il a été vandalisé et intimidé par des résidents qui désiraient l'ouverture de la mine, et ce, dès l'annonce du projet. Il relate le climat de l'époque : « On était... ceux, le quartier sud, dès que quelqu'un parlait : "hey toi, t'empêchera pas une mine d'ouvrir ici!" [ton dur]. On ne pouvait pas parler contre la mine. On pouvait pas se plaindre ». Plusieurs rumeurs ont alimenté ce climat. Par exemple, les « pro-mine » diffuseraient l'idée que 99 % de la population est pro-Osisko et que seule une petite clique de « chialeux », bien connus et identifiés, demeurent encore opposés. Cette idée amènerait d'ailleurs à protester de façon moins détournée contre le Comité vigilance : on insulterait par exemple en public certains de ses leaders. La minière semble également associée à ces attitudes. Ainsi, lors d'une présentation publique, M. Coates aurait mentionné comme irritants de leur projet : « Ken Massé, les films documentaires, le Comité de vigilance, et le conseiller municipal Morissette ». De même, deux participants affirment avoir subi des formes d'intimidation de la part du maire Vezeau, lequel les aurait entre autres menacés de leur faire perdre leur emploi. Un participant raconte que lorsqu'un résident quittait la ville, le maire disait publiquement que c'était « un chialeux en moins ». En conséquence, il était difficile pour les résidents d'être critique par rapport à la minière. De fait, en 2012, plusieurs participants observaient que la majorité silencieuse devenait de plus en plus silencieuse et frileuse à exprimer son point de vue, quel qu'il soit : « la population prend son mal en patience ».

Par ailleurs, il semblerait que quelques résidents critiques à l'endroit du projet Canadian Malartic aient également utilisé l'intimidation pour canaliser leur frustration et arriver à leur fin. En effet, un petit nombre de résidents racontent qu'il était difficile pour un citoyen de s'afficher en faveur de la minière. Un citoyen rapporte également que des résidents militants pour l'arrivée d'Osisko auraient été intimidés : « Oui, oui. Y'en a eu qui ont reçu même des menaces par courriel de ne pas vendre leur maison à Osisko. D'aller avec le regroupement de citoyens... oui, oui ».

⁵ Le Comité Bonne Entente est un regroupement d'employés d'Osisko représentant les différents secteurs d'activités de la minière, mis sur pied en 2010 pour faciliter les échanges entre la direction d'Osisko et la main-d'œuvre (Leboeuf, 2012).

Les participants jugent que l'incompréhension mutuelle et les positions souvent tranchées adoptées par chaque groupe ont causé des tensions dans la population et entraîné une « division », un « déchirement », un « effritement », une « coupure » ou une « scission » du tissu social. Cette situation a eu des répercussions négatives sur les liens sociaux dans la communauté. Ces derniers se sont fragilisés et parfois même détruits tant dans les familles, les couples, les amitiés que dans les relations de voisinage à la grandeur de la ville. Un nouvel arrivant travaillant à la mine raconte que « certains étaient pour Osisko, d'autres contre. La guerre était pognée, pis : "lui j'veux plus lui parler" ». Les citoyens et les travailleurs du milieu communautaire ayant pris une position publique ouvertement critique concernant la reprise des activités minières à Malartic ont témoigné dans une plus grande mesure de la distance prise à leur égard par plusieurs de leurs proches et par la population malarticoise en général. Ils racontent s'être fait invectiver ou lancer des injures dans les lieux publics, laissant entendre que si « t'étais contre la mine... t'étais marqué au fer rouge... » Quelques participants travaillant chez Osisko ont aussi fait mention d'ostracisme. De façon générale, que les participants soient en faveur ou non de la reprise des activités minières, plusieurs se sont dits déçus par le jugement porté à leur égard par leur entourage. Par exemple, un travailleur d'Osisko dit avoir vu ses amis s'éloigner de lui en raison de ses liens avec la minière : « je trouve ça un peu plate que vraiment les gens aient accroché là-dessus : "t'es pour Osisko, je te parle plus!". Je trouve ça cave! Je trouve ça cave! Me semble qu'il y a autre chose dans la vie, c'est comme... si t'es pour l'avortement, je te parle plus! Je trouve que c'est extrémiste un peu comme réaction pis ça... j'ai vu certains amis s'éloigner... »

Quelques participants, principalement des résidents et des travailleurs d'Osisko, apportent des nuances à la perspective dualiste adoptée pour décrire le climat social de Malartic. Ces informateurs font valoir que des citoyens manifestent des opinions intermédiaires sur le projet, que tout n'est pas noir ou blanc. Une personne travaillant à la mine soutient ainsi que « les gens tenaient compte de l'impact que ça pouvait avoir autant positif que négatif. Y'avait du gris ». Quelques-uns relativisent l'ampleur des tensions, indiquant qu'elles ne concernent qu'une fraction de la population (la fraction « mécontente ») : « oui y'a eu de la bisbille un peu, y'a toujours les résidents du quartier sud qui étaient... les derniers qui sont insatisfaits pis y'en a encore quelques-uns pis ils sont toujours là. Mais t'sais, c'est tellement une minorité ». Un seul participant, un ancien résident de Malartic, minimise la situation au point de conclure que les relations au sein de la communauté n'ont pas subi de changements majeurs avec l'arrivée d'Osisko : « la relation entre les gens non [ça n'a pas changé]. Parce que les gens, je pense qu'ils ont continué à se tenir à... ceux qui étaient ben *friendly* ensemble, ils sont toujours *friendly*. Ça n'a pas fait vraiment de conflits entre personne ».

LES RÉACTIONS INDIVIDUELLES

Les participants ont réagi différemment à la nouvelle de l'établissement d'Osisko à Malartic. Plusieurs ont trouvé matière à se réjouir alors qu'elle représentait, pour plusieurs autres, une source d'inquiétude.

Un sentiment de joie a été ressenti par un bon nombre de participants dès l'annonce du projet, car ce dernier était synonyme d'emplois. Comme le déclare ce citoyen : « [Osisko] ça a été providentiel pour moi! ». Quelques participants ont eu accès directement à un nouvel emploi ou à de nouvelles opportunités. Des résidents retraités étaient également ravis des perspectives d'emploi pour les résidents de Malartic et jugeaient que cette situation était « une bonne affaire ».

Plusieurs participants provenant de différentes catégories étaient sceptiques lors de l'annonce du projet et doutaient que le projet se réalise. Ceux-ci trouvaient que le projet semblait trop gros pour l'Abitibi ou ne croyaient pas à sa faisabilité, comme l'illustre cet employé d'Osisko : « c'est parce qu'il

fallait qu'ils déménagent le quartier. Ça c'était... ça me semblait comme irréel. Ça se fait quasiment pas ».

Plusieurs participants de différentes catégories ont ressenti de l'insécurité en raison du manque d'information lors de l'annonce du projet. Un résident déménagé à l'extérieur de Malartic explique qu'« y'avait toujours un doute, p't'être qu'on va le faire, p't'être qu'on le fera pas. Là les gens "voyons donc ça a de l'allure déménager 250 personnes, voyons donc démolir des écoles". [...] Il y avait beaucoup de gens incroyables qui n'y croyaient pas. Pis ça a créé beaucoup d'insécurité tout de suite ». Quelques-uns ne savaient pas si le projet allait se concrétiser, et plusieurs étaient plus inquiets par rapport aux éventuels déménagements. Un citoyen fait état du vent de panique qui s'est emparé des Malarticois à l'annonce de l'arrivée de la mine : « le monde était en questionnement et ils étaient tout stressés par rapport à ça ». Ces participants dénoncent qu'ils ne savaient pas à quoi s'attendre, et qu'ils ne savaient pas ce qui allait se passer, comme l'indique ce résident relocalisé : « on va être obligés de déménager. Où c'est qu'on va se ramasser? Combien qu'on va avoir pour la maison? Qu'est-ce qui se passe? »

Quelques résidents ont ressenti de la colère lorsqu'ils ont pris connaissance du projet. L'un d'eux explique : « moi j'me rappelle juste le BAPE, quand y'a eu le BAPE que j'y allais à tous les soirs. À un moment donné j'me suis dit, je revenais chez nous, j'étais enragée. Je contais des affaires "y'ont dit ci, y'ont dit ça, ils vont faire ci, ils vont faire ça" ».

La période de la relocalisation du quartier sud

Les négociations de gré à gré avec les résidents devant être relocalisés pour permettre à Osisko de construire ses installations ont débuté en 2006, suivant la présentation officielle du projet à la population. La relocalisation du quartier sud a été réalisée avant que la minière obtienne son certificat d'autorisation, au cours des étés 2008 et 2009. L'ensemble du processus a suscité des tensions entre les citoyens, en raison des inégalités, injustices et inattentions perçues. Le démantèlement du quartier sud et le déménagement des maisons ont eu des effets psychologiques variables chez les participants qui l'ont vécu et ceux-ci sont le plus souvent négatifs.

UN PROCESSUS CRITIQUE

Les participants ont soulevé quatre éléments problématiques en lien avec le processus de relocalisation du quartier sud : l'enclenchement du processus avant que la minière obtienne ses autorisations gouvernementales, l'impression que les négociations de gré à gré ont fait des « gagnants » et des « perdants », le fait que la relocalisation (et les compensations qui lui sont associées) n'ait concerné qu'une fraction des citoyens et le manque d'empathie perçu envers les gens éprouvés par la situation.

L'enclenchement du processus avant l'obtention des autorisations gouvernementales

La majorité des anciens résidents de Malartic déménagés à l'extérieur de la ville, de pair avec quelques citoyens et un nouvel arrivant employé chez Osisko, décrivent le fait que la minière ait commencé à déménager les résidents du quartier sud avant que son projet ait été autorisé par le gouvernement : « Pis c'est ça qu'on trouvait déplorable, c'est que tout a commencé avant les autorisations du gouvernement ». Le déménagement des maisons avant et pendant les audiences du BAPE leur a donné l'impression que tout était joué d'avance. Comme l'exprime un ancien résident, « quand tu vois déménager les maisons, quand même... parce que là, ils avaient donné à Osisko le droit de déménager les maisons pareil comme un agent d'immeuble ou n'importe quoi-là tu sais. Ils leur ont vraiment donné l'autorisation de ça et que toi tu vois faire ça, tu te dis : "ben le projet, il est

déjà attaché” ». Selon ces participants, la procédure d’enquête du BAPE ne visait qu’à donner une apparence d’ouverture à la minière : « Mais le BAPE, je pense que c’est juste une formalité dans le sens que “écoute, on va écouter la population”, mais la décision elle était prise. Ça c’est certain ». Leur confiance dans le BAPE et par extension dans le gouvernement s’en trouve fortement diminuée, un participant jugeant même qu’« un BAPE, ça vaut rien ».

Un nouvel arrivant pose cependant un regard différent sur la situation et considère que la minière a agi de bon droit :

« Pendant que le BAPE était en train de faire ses audiences, y’a des maisons qui étaient déjà démenagées. Sauf que, les gens disaient : “ben là! Les dés sont pipés, y’a déjà des maisons qui se démenagent!” Faut pas que tu le vois comme ça! Osisko avait déjà commencé à négocier de gré à gré avec des gens! Ces maisons-là Osisko les avait payées! [ton insistant] Un shack de 52 000 \$ qu’ils avaient acheté 160 000 \$! Ben la personne, si l’acte de vente est fait pis si c’est fait, pis Osisko veut prendre possession de la maison, légalement ils ont le droit de le faire! Mais l’image que ça donne c’était que les dés étaient pipés d’avance. »

Il est le seul participant à avoir exposé cette perspective.

Les inégalités inhérentes au processus de négociation de gré à gré

À l’exception des dirigeants de la mine, les participants (toutes catégories confondues) sont nombreux à exprimer des réserves quant à l’équité du processus de négociation de gré à gré utilisé dans le cadre du déménagement du quartier sud. Ils le qualifient d’« injuste » et d’« inégal » : « pour moi ça a été un vrai chiard! Y’en ont beurré une gang pis y’en ont crossé une criss de gang! ». Ces participants soutiennent qu’en l’absence de règles claires, appliquées équitablement, des résidents ont obtenu beaucoup plus que ce qu’ils avaient au départ alors que d’autres se sont retrouvés avec presque rien. Un travailleur d’Osisko indique : « ben on le sait pas exactement les prix, t’sais c’est des “entendu dire”, mais des 2-300 000 \$ pour une maison, tandis que l’autre il se fait juste déménager. Ça, je pense, t’sais les inégalités... un peu dans le processus ». Bon nombre de participants ont souligné l’iniquité des gains lors des négociations et le fait que les citoyens plus vulnérables auraient reçu moins d’argent, comme en témoigne ce résident :

« Parce que nous on connaît quelqu’un avec qui [mon mari] travaillait, y’a eu 79 000 \$ pour sa maison. Elle valait peut-être pas plus sa maison, mais il pouvait pas s’en bâtir une autre à ce prix-là! Tu te bâtis un solage, c’est tout à ce prix-là. Fait que... y’a été vraiment, pis y’était dans une situation de vulnérabilité en plus de ça, il venait de perdre sa femme... Fait que t’sais, lui ils l’ont guessé tout de suite hein?! Comme je te le disais tout à l’heure, le monsieur qui rentrait chez les gens ben il savait tout de suite, c’était quoi ton point faible, pis c’était quoi tes points forts. Il savait ».

Un acteur du milieu communautaire juge que les négociations se sont faites ainsi « de gré à gré, mais pas d’égal à égal ».

Selon ces participants, des tensions sont nées entre les résidents en négociation parce qu’ils avaient l’impression d’obtenir des compensations insuffisantes de la part de la compagnie ou moindres que celles de leurs voisins. Un citoyen explique qu’« y’avait de la jalousie, hein! Ben là, y’en a un qui a eu plus d’argent que l’autre... » Un résident déménagé dit également avoir remarqué, au sein de la population, du ressentiment envers les résidents qui avaient réussi à « bien vendre ». Plus largement, les participants croient que l’impression de quelques résidents d’avoir été traités injustement a suscité du mécontentement à l’égard de la minière, nuisant au climat dans la ville. Quelques

résidents et travailleurs d'Osisko trouvent cependant que cette frustration de citoyens se sentant lésés est injustifiée, car ceux-ci en demandaient beaucoup trop à la minière. Un nouvel arrivant employé à la mine se pique de cette situation : « voir que la compagnie donnerait 500 000 \$ à quelqu'un pour une maison qui en vaut 200 000 \$. Moi je trouve que c'est de l'abus ». Un commerçant juge quant à lui que puisque « la minière a bien rémunéré pour les acheter, c'est réglé là ».

Les injustices touchant les compensations

Plusieurs participants de toutes les catégories, sauf d'anciens résidents, considèrent que la relocalisation a créé une injustice : les résidents relocalisés ont pu améliorer leur niveau de vie alors que, dans les mots d'un nouvel arrivant, « les gens qui sont restés là et qui n'ont pas déménagé, ben eux-autres n'ont pas l'impression que leur environnement s'est amélioré, même si y'a un parc ». Ces participants donnent une connotation positive à la relocalisation. Ils considèrent que les résidents relocalisés sont « chanceux », car leur maison a été rénovée aux frais de la minière et elle est dorénavant située dans un quartier neuf. Quelques participants relocalisés expriment d'ailleurs leur contentement à cet égard : « le terrain est plus grand pis la maison, elle est toute refaite à neuf! Pis elle a triplé de valeur⁶! Pour la maison, ça a été un coup de chance! [...] Les maisons, ça a tout été rénové en neuf! Pour nous autres ça a été... le monde est content aussi! [rire] Dans notre secteur... ». Dans ce contexte, quelques citoyens qui n'ont pas été touchés par les phases de relocalisation disent avoir l'impression de « vivre au mauvais endroit », car ils ne peuvent espérer bonifier leur niveau de vie grâce à la minière. Les participants font ainsi part de l'envie, voire de la jalousie, d'une partie de la population envers les résidents relocalisés, comme le raconte ce résident : « j'ai eu connaissance moi de gens qui étaient jaloux de l'autre parce que "moi je suis pas dans ce quartier-là mais elle, elle déménage, elle a une maison de 50 000 \$ pis ils lui redonnent une autre maison qui vaut 250 000 \$"! ». Selon les participants, ces résidents mécontents « veulent se faire acheter pour avoir autant d'argent ».

Pour éviter ce type de tensions, un résident croit que tous les Malarticois auraient dû se voir offrir l'opportunité d'être relocalisé et obtenir une compensation; selon lui, la notion d'habiter « près de la mine » est arbitraire et l'ensemble de la population malarticoise est affecté par la mine. D'ailleurs, quelques participants dénoncent le fait que les résidents qui n'ont pas déménagé n'ont pas reçu de compensation ou de bénéfice, alors qu'ils demeurent touchés par les impacts de la mine. Un citoyen explique que « les gens qui ont été affectés indirectement comme nous, les gens de la ville, j' pense tout le monde a eu une souffrance. Y'en ont pas de compensation ces gens-là t'sais. C'est pas correct ça, c'est loin d'être correct ». Un résident exprime ce sentiment d'injustice du fait de ne recevoir aucun avantage de la venue de la minière en ville : « moi je ne gagne absolument rien là-dedans. Je ne travaille pas pour Osisko, je n'ai plus la même vie qu'avant ».

Dans le même ordre d'idées, un ancien résident de Malartic dénonce que les citoyens de la ville, qui subissent les impacts de la minière depuis le début, doivent absorber une hausse de taxes, alors que les nouveaux arrivants peuvent se prévaloir d'un congé de taxes : « la ville elle fait quelque chose présentement pour venir attirer du monde à venir rester icitte. Elle leur donne congé de taxes pendant trois ans pis eux autres, ils payent des taxes de fou! T'sais! Je veux dire, c'est quoi l'équité dans ça?! ». Pour ce participant, les résidents de Malartic sont grandement désavantagés.

⁶ Plusieurs participants se demandent cependant comment ces propriétaires réussiront à payer leurs taxes foncières lorsque le congé de taxes de trois ans sera terminé.

L'empathie souvent difficile envers les résidents relocalisés

Des tensions d'un autre ordre sont nées entre les résidents qui souhaitaient être relocalisés et ceux qui l'ont été ou ont quitté Malartic, mais auraient préféré demeurer chez eux. Plusieurs anciens résidents et résidents relocalisés indiquent en effet qu'il leur était difficile d'émettre des commentaires quant à leur situation. Le plus souvent, leurs interlocuteurs leur rétorquaient qu'ils avaient obtenu une compensation financière pour leurs désagréments, des sommes auxquelles ils n'auraient jamais eu accès si la mine n'était pas là. Un participant ayant quitté Malartic raconte que « c'était comme : "arrêtez de chialer! Vous allez avoir de l'argent". Aussitôt que tu chialais : "ben t'as eu de l'argent pour ça". T'sais, tout le temps une question d'argent ». Les participants dont la vision de la relocalisation est axée sur les gains pécuniaires et matériels disent d'ailleurs ne pas comprendre que des résidents relocalisés ne soient pas contents de leur sort. Un citoyen se demande ainsi « qui est-ce qui n'est pas content de partir d'une vieille maison pis s'en aller dans une maison neuve? J'en connais pas moi ».

Cette attitude, pour plusieurs anciens résidents et résidents relocalisés, constitue un manque d'« empathie », de « compassion » et de « solidarité » à leur égard. Selon eux, bon nombre de Malarticois se montrent aveugles aux difficultés qu'ils vivent. Un participant relocalisé dans le quartier nord indique que « si on dit qu'on n'est pas content de demeurer là, ils nous disent encore qu'on a été chanceux ». Ce manque d'empathie a été rapporté par plusieurs résidents, peu importe leur opinion quant au projet Canadian Malartic, comme en témoigne ce participant qui a quitté la ville : « je pense le plus difficile c'est le manque de compréhension de la population, de notre entourage, manque d'empathie. Avec le recul là, ça fait quatre ans, c'est ça qui m'a fait le plus de peine, c'est l'attitude des gens, le manque de compassion ».

Quelques participants reconnaissent néanmoins que la phase de relocalisation n'a pas été vécue de la même manière par tout le monde. Ils indiquent qu'ils sont en mesure de comprendre le désarroi de résidents obligés de quitter leur demeure « tout d'un coup, du jour au lendemain », bien qu'eux ne l'aient pas vécu. Un citoyen dit par exemple : « je comprends leur point de vue que y'en a que c'était des résidences familiales, leurs grands-parents avaient habité là, pis je comprends ça ».

LES EFFETS PSYCHOLOGIQUES

Les effets psychologiques du processus de relocalisation du quartier sud abordés par les participants sont le plus souvent négatifs. Cette situation ne signifie pas que l'expérience ait été mal vécue par tous; quelques résidents relocalisés ont effectivement fait part de l'appréciation de leur nouveau milieu de vie. Ils ont souligné être ravis de leur nouvelle maison, qui est plus jolie qu'avant, et qui a augmenté de valeur. Dans une beaucoup plus grande proportion par contre, les participants ont relevé des émotions et des états éprouvants en lien avec les négociations et les déménagements. C'est de ceux-ci dont il sera ici question.

Nervosité et stress

Un bon nombre de résidents relocalisés ou déménagés ont ressenti de la nervosité et vécu des périodes de stress lors des périodes de déménagements. Quelques participants ont vécu « un choc énorme » lorsqu'ils ont appris que leur propriété serait démolie. Quelques autres ont davantage ressenti du stress pendant le démantèlement du quartier sud, comme le décrit ce citoyen relocalisé :

« Le déménagement, disons l'avant c'était assez stressant, même l'année avant quand ils ont commencé à déménager, ils ont commencé en 2008? Quand ils ont commencé à déménager des maisons, c'était vraiment stressant. On avait les informations, la première rencontre à l'église tout ça, je suivais tout ça, vraiment de près. Là on voyait la

machinerie dans nos rues, les foreuses qui étaient installées. Il y en a même eu un à un moment donné, juste en face de la porte chez nous dans la rue, installé là. Ils ne fonctionnaient pas la nuit, mais t'sais tu en voyais partout ».

Les négociations entre les propriétaires relocalisés et la minière furent également une dure épreuve pour plusieurs résidents. Quelques-uns précisent qu'ils ont fait de l'insomnie et des cauchemars durant cette période. Quelques autres ont ressenti du stress parce qu'ils avaient l'impression que la minière les pressait à quitter leur lieu de résidence. Un participant a également fait un infarctus et un arrêt cardiaque durant cette période. Il invoque le stress lié aux négociations difficiles. Finalement, un participant affirme souffrir encore des répercussions du stress vécu, malgré le fait qu'il soit maintenant relocalisé : « alors là je suis dans le post-traumatique. C'est de l'insomnie, des cauchemars, des congés de maladie ».

Insécurité

Quelques participants (citoyens et anciens résidents) ont ressenti de l'insécurité devant les changements qui s'opéraient à Malartic, car ils ne savaient pas à qui s'adresser pour poser des questions. Après avoir cogné à plusieurs portes sans obtenir de réponses, un ancien résident décrit la situation de la façon suivante : « ben, t'es laissé à toi-même ». Un autre dit s'être senti « perdu » devant toutes ces incertitudes.

Sentiment d'impuissance

Quelques participants (citoyens relocalisés ou ayant quitté la ville) indiquent qu'ils ont ressenti une grande impuissance, particulièrement lors des déménagements. Ces participants soulignent qu'ils sentaient qu'ils n'avaient « pas le choix » de suivre le pas dicté par la minière, comme le déplore cet ancien résident de Malartic : « Ah... [soupon] moi... m'a te dire, regarde, ils [Osisko] ont le gros bout. Y'en a un qui a essayé de s'obstiner. Il s'est fait sortir de là par les chars de police, osti... par les chevilles ».

Sentiment d'intimidation

Quelques participants, essentiellement des citoyens de Malartic relocalisés et des résidents déménagés, ont exprimé avoir vécu de l'intimidation suite à l'arrivée d'Osisko à Malartic, et ce, de la part de différents acteurs.

Ceux-ci ont ressenti de l'intimidation de la part du personnel de surveillance d'Osisko lors de la période des déménagements. Un ancien résident de Malartic raconte que ses déplacements étaient surveillés dans le quartier sud et qu'il se faisait apostropher à tout moment par les surveillants. Un autre raconte qu'il se sentait constamment surveillé, même lorsqu'il était chez lui : « Ils [le personnel de surveillance engagé par Osisko] se promenaient peut-être ben cinq miles à l'heure devant nos maisons. Pis là, ils restaient quasiment arrêtés pis ils regardaient, ils regardaient. Le soir, on fermait nos rideaux, tu te faisais harceler. Tu marchais dans la rue... ils te suivaient. Harceler le monde, pour que le monde se taise ».

Quelques participants révèlent également que le pouvoir détenu par la compagnie sur la municipalité et les citoyens les aurait brimés. Par exemple, des résidents relocalisés ont témoigné qu'ils se sentaient « poussés à bout » par la compagnie, et ce, jusqu'à leur déménagement.

Frustration

La frustration est un sentiment vécu par un bon nombre de participants, dont la grande majorité sont des résidents de Malartic qui ne travaillent pas pour la minière. Cette frustration a diverses sources.

Quelques participants ont souligné qu'ils ont ressenti de la frustration devant le manque d'information ou par rapport à la façon dont cette dernière a été transmise par la minière ou la municipalité. Entre autres, un résident rapporte qu'il était difficile de communiquer avec Osisko lors des déménagements : « pis les personnes essayaient de contacter les gens d'Osisko pour des questions ou peu importe, pis c'était toujours des boîtes vocales donc ça l'a apporté une très grande frustration de la part des gens ».

Un ancien résident de Malartic fut irrité par le fait que les déménagements furent réalisés aléatoirement. Selon lui, cette façon de faire était encore plus déstabilisante pour les citoyens : « Ils déménageaient pas une rue là, ils déstabilisaient le monde, "Paf! Paf!", une rue là, une maison par-ci, une maison par-là. Là il y avait des trous... »

Colère et agressivité

À travers l'analyse des témoignages recueillis, la frustration prend parfois une forme plus violente, qui se traduit par un sentiment de colère et d'agressivité. Ainsi, des résidents ont réagi par la colère lorsqu'ils ont appris qu'ils n'étaient plus chez eux et qu'ils seraient « expropriés », comme le raconte cet ancien résident de Malartic :

« Elle dit : "c'est pas... vous déménagez, on vous relocalise, on vous achète, mais pensez-y pas, vous resterez pas là, on va vous exproprier". "Ah oui?!" Je raccroche le téléphone pis là je sacrais! Ma femme, elle dit : "qu'est-ce qu'il y a?". J'ai dit : "La Thibault, elle vient de me dire qu'elle va nous exproprier". Là, j'étais primé là. Tout ce temps-là, la période jusqu'au mois d'octobre, novembre, j'étais vraiment primé là! Hey! Je suis chez nous ici pis il viendra pas m'exproprier ».

La période des déménagements a provoqué de la colère ou de l'agressivité chez les participants pour d'autres raisons. Un résident déménagé partage par exemple comment il s'est senti lorsque des gens venaient récupérer des plantes sur son terrain alors qu'il n'avait même pas encore quitté les lieux : « Non, non. J'étais rendu très violent. Un mois avant de partir, un matin, une femme était avec sa pioche pis sa chaudière, on était encore là. Qui s'en vient chercher des fleurs ».

Nostalgie

Le démantèlement du quartier sud fut une épreuve difficile pour plusieurs participants, qu'ils y habitaient ou non. Il s'agit pour eux d'une perte inestimable et l'évènement s'est traduit chez eux par un sentiment de nostalgie.

Un bon nombre de ces participants ont exprimé la difficulté d'avoir perdu des souvenirs d'enfance et, dans certains cas, les souvenirs d'une vie entière. Un participant relocalisé commente la destruction de son terrain, et montre la perte importante que cela lui a occasionnée : « Mais le bouleau que mon mari avait planté, ça, ça m'a fait beaucoup de peine parce qu'ils l'avaient planté deux ans avant de mourir. Pis avec les années il avait grossi, il était beau. Il n'était pas gros-gros-gros, il était arbuste. J'ai voulu l'emporter, mais ils voulaient pas ». La disparition des anciens établissements a également été évoquée avec nostalgie par quelques participants, comme ce résident : « T'sais, les nouvelles écoles, oui elles sont belles, c'est des nouvelles technologies! Mais c'est pas la place où est-ce que moi je suis allée à l'école là! ». Des participants ont trouvé particulièrement difficile le fait d'être témoin du démantèlement du quartier, comme l'exprime ce citoyen : « C'est les souvenirs qu'ils ont

détruits. Quand tu passes là, pis c'est surtout quand ils sont en train de le briser, pis moi j'étais pas monté dans l'escalier [du belvédère] pour aller voir... Pis mon fils qui est de Val-d'Or il a dit : "[...] on va aller voir, cet été". Mais on se ferme les yeux pis on voit toute la vie qu'y avait là, des enfants qui se faisaient des petits camps pis ils allaient jouer à la guerre... ». Ces participants semblent nostalgiques du passé et disent devoir composer avec cette perte.

Plusieurs personnes disent avoir perdu leur sentiment d'appartenance à Malartic avec la destruction du quartier sud, et cette perte a également engendré chez eux un sentiment de nostalgie. Ce cas de figure est détaillé à la page 68 de la section portant sur le changement du sentiment d'appartenance et de fierté des Malarticois en lien avec l'ensemble des changements survenus à Malartic.

Les changements vécus à partir des opérations minières et leurs effets psychologiques et sociaux

Cette section concerne les changements survenus à Malartic depuis qu'Osisko a obtenu l'autorisation du gouvernement provincial pour aller de l'avant avec son projet Canadian Malartic, en 2009. Ces changements sont de trois ordres : individuels, socioéconomiques et socioculturels. La perception de l'ampleur de ces changements et la description de leurs effets psychologiques varient selon les participants.

Changements individuels

Les changements individuels abordés par les participants concernent la modification des habitudes de vie, l'emploi, la scolarisation et la consommation.

MODIFICATION DES HABITUDES DE VIES

La plupart des participants ont mentionné que la ville de Malartic s'est reconfigurée depuis l'arrivée de la mine, en raison de la relocalisation du quartier sud dans un nouveau quartier au nord de la ville et de l'établissement des nouveaux commerces dans ce secteur. Plusieurs parlent de cette reconfiguration comme d'un processus de « déstabilisation » qui oblige plusieurs citoyens à modifier leurs habitudes de vie. Des effets négatifs sont notés sur l'accès des citoyens aux services de proximité et sur leurs modes de déplacement. La présence de la mine dans la ville est cependant perçue positivement par quelques participants, la proximité du lieu de travail et du lieu de vie facilitant la vie de famille ou améliorant la qualité de vie.

Selon quelques participants, le déplacement des commerces à l'extrémité nord de la ville les rend plus difficiles d'accès pour les résidents sans voiture et les personnes âgées. Des résidents âgés rencontrés mentionnent par exemple qu'ils se sentent « à l'autre bout de la ville » : « des fois je me dis que je demeure en banlieue maintenant ». À ce titre, un citoyen considère que la relocalisation de la Place des Argousiers (une résidence pour personnes âgées) a été mal pensée, puisqu'elle est située loin de tous les services. Dans un même ordre d'idée, la relocalisation de l'école primaire est déplorée par un parent dont les enfants n'ont plus le temps de venir dîner à la maison.

Ces participants pensent aussi que la relocalisation de résidents dans le quartier nord a eu pour effet d'obliger ceux-ci à modifier certaines de leurs habitudes. Selon eux, leur éloignement explique la baisse de fréquentation dans les restaurants et à l'église. Un citoyen relocalisé corrobore cette idée et mentionne l'isolement que lui cause le fait d'aller moins souvent à la messe en raison de la distance qui le sépare aujourd'hui de l'église :

« Je suis plus isolé. J'allais souvent à la messe. Une fois j'étais aux fraises, j'étais en haut de slam. Les cloches de l'église ont sonné. Alors je suis parti, je suis descendu, j'ai changé de pantalons pis de blouse, pis je suis arrivé à 7 h 05 à l'église. Maintenant si je pars à pied, ça me prend une demi-heure de chez nous. Et puis c'est noir, en passant vis-à-vis de l'école, il n'y a pas beaucoup de lumière. Il n'y a personne qui va m'attaquer, c'est pas ça, mais j'peux m'accrocher, surtout l'hiver. T'as une faiblesse, t'as quelque chose, fait que l'hiver moi je vais plus à la messe le soir, c'est une perte pour moi. »

Ce participant confie d'ailleurs se sentir anxieux dans son nouveau milieu de vie puisqu'il ne peut plus compter sur le réseau social qu'il avait dans le quartier sud.

En conséquence de la reconfiguration de la ville, des résidents partagent avoir été obligés de modifier leurs modes de déplacement. Quelques citoyens, surtout des personnes plus âgées, ont indiqué qu'ils avaient l'habitude de marcher pour faire leurs courses, mais qu'ils prennent maintenant leur auto pour le faire. Un participant mentionne d'ailleurs une prise de poids qu'il attribue à la diminution de son temps de marche quotidien. Quelques autres participants ont indiqué se déplacer davantage en taxi, ce qu'ils n'apprécient pas pour les coûts que cela entraîne, ou encore limiter leurs sorties, ce qui contribue à faire naître ou accroître leur sentiment de solitude.

Il faut noter que la question des distances est vue et vécue différemment par les nouveaux arrivants, ceux-ci ayant souvent habité dans de grands centres avant de s'établir à Malartic. Ils trouvent que tous les services sont à proximité et l'apprécient.

Par ailleurs, quelques participants, surtout des travailleurs d'Osisko, ont mentionné que la localisation de la mine dans la ville est avantageuse, car elle facilite la conciliation travail-famille ou, pour les participants sans enfant, l'équilibre entre la vie professionnelle et la vie personnelle. D'une part, les femmes dont le conjoint travaille à la mine disent ne plus se sentir « monoparentales à temps partiel ». D'autre part, les participants apprécient pouvoir travailler près de la maison et ne pas être « sur des runs » : cette proximité leur permet, en plus d'être proche des leurs, de développer un réseau social et de participer à des activités sociales de façon régulière.

EMPLOI

Les participants de toutes les catégories ont discuté des perspectives d'emplois offertes aux Malarticois par la minière. Le plus souvent, ces perspectives sont présentées comme un moyen d'ascension sociale.

Lorsqu'ils parlent des emplois fournis aux Malarticois par la minière, les participants mettent l'accent sur leur stabilité et les salaires élevés. Ils jugent que les employés d'Osisko sont dans une situation enviable et que leur qualité de vie bénéficie de la bonne rémunération qu'ils obtiennent. Un employé de la mine indique qu'il est « content qu'Osisko soit là », car « ça fait manger du monde pis ça apporte de la nourriture aux gens, ça leur apporte une certaine qualité de vie aussi. Quand tu travailles, t'as des bons salaires, tu peux faire des projets pis des choses comme ça ». L'effet du pouvoir d'achat accru sur la consommation des citoyens travaillant à la mine Canadian Malartic est traité dans la section *consommation*; p. 52.

Dans le discours des participants, le fait de travailler à la mine, plutôt que le type d'emploi occupé, semble avoir primauté. Les participants mettent de l'avant que la faible spécialisation généralement requise pour occuper les postes ouverts à la communauté, permet de donner de l'emploi à des citoyens défavorisés, comme les décrocheurs, les personnes sans emploi, peu scolarisées ou celles qui naviguaient jusque-là de « jobines en jobines ». Un citoyen considère que « dans le fond tout la job de bras qui se fait à la mine, c'est du monde de Malartic. C'est quand même bon parce que c'est souvent des gens qui n'ont pas nécessairement beaucoup d'études, ça leur permet de faire de quoi ». De même, un ancien résident de Malartic avance : « je pourrais pas chiffrer combien, mais je pense qu'il y a plusieurs familles qui n'avaient pas d'emploi avant ou qui avaient un emploi moins bien rémunéré pis là, ils se sont trouvé quelque chose de bien. Fait que là c'est sûr qu'on peut pas dénigrer ça, ben moi je remets pas ça en question ». Seul un citoyen déplore que les Malarticois occupent rarement des postes de direction dans l'entreprise : « des hauts postes, mais des p'tits postes ça c'était du monde de Malartic. Fait que y'en a pas ben ben les bureaux qui sont de Malartic, c'est du monde de dehors ».

Les participants considèrent que la formation dispensée par la minière pour occuper un emploi en son sein fournit un « tremplin » ou une deuxième chance aux gens motivés à travailler, comme l'explique ce citoyen : « Ils [Osisko] leur ont donné de l'emploi. Ceux qui voulaient apprendre, ils les ont formés ». La formation et les emplois offerts par la minière semblent représenter un vecteur à travers lequel les Malarticois peuvent améliorer leur situation socioéconomique. Selon un acteur du milieu des affaires, les conditions d'emploi sont à ce point positives que « si quelqu'un est encore sur le BS à Malartic, c'est soit qu'il est malchanceux soit qu'il veut pas travailler ». Les dirigeants de la mine rencontrés estiment d'ailleurs « avoir sorti les gens de leur vieille culture de BS », tout en se plaignant « des BS de Malartic qui amènent 1/3 de la main-d'œuvre, mais 90 % du trouble » et qui « sont habitués d'être en conflit avec les mines, ils ont ça dans le sang ici ». La diminution du nombre de personnes recourant à l'assistance sociale depuis l'arrivée de la minière permettrait ainsi, selon quelques participants, une « renaissance du tissu social » à Malartic. De l'avis d'un travailleur d'Osisko, « là, on aurait un paquet de B.S. partout! On en a beaucoup! Je pense que Malartic, en frais de bien-être social, il y en a beaucoup. Fait que il y en aurait encore plus ».

Par ailleurs, plusieurs participants soutiennent que la perspective d'un emploi chez Osisko a un effet positif chez les jeunes, leur donnant l'espoir d'une carrière. Un acteur du milieu scolaire affirme qu'« il faut permettre à une personne de rêver et c'est ce qu'Osisko permet ». Ces participants font valoir que la présence d'Osisko favorise la rétention des jeunes à Malartic, ce qui est vu comme un facteur important de développement local. Selon un citoyen, actuellement, « ben les jeunes travaillent. Avant ça, les jeunes ne travaillaient pas à Malartic, y'avait pas d'ouvrage pour eux autres là... on voyait des jeunes traîner dans les rues, on ne voit plus ça! ». De l'avis de quelques participants, les jeunes étant plus occupés, ils commettraient moins de délits.

SCOLARISATION

Les participants ont peu abordé les effets de la présence de la minière à Malartic sur la scolarisation des jeunes. Ceux l'ayant fait mettent surtout en lumière ses effets pervers, bien que quelques participants y voient des bénéfices à court terme.

Les participants jugeant que la présence de la minière à Malartic a des effets positifs sur la scolarisation font valoir que la perspective d'un emploi à la mine motive les jeunes (et moins jeunes) à compléter leurs études. Par exemple, un acteur du milieu scolaire dit remarquer que présentement, Osisko permet d'« accrocher » les élèves à l'école « parce qu'il y a maintenant quelque chose à vendre aux jeunes », à savoir un emploi à la minière lorsqu'ils termineront leurs études. Celui-ci ne note cependant aucun changement sur le taux de décrochage scolaire.

Pour quelques participants, cette même situation est problématique, car elle représente un processus d'instrumentalisation de la scolarisation. Plutôt que d'amener les élèves à se développer intellectuellement, cette vision de l'école les encourage à terminer leurs études dans l'unique but d'entrer à la mine. Un employé d'Osisko commente : « ça envoie quoi comme message? T'as même pas besoin de te forcer à l'école, tu vas faire 150 000 \$ en travaillant physiquement... Le message ici c'est faut que tu ailles à l'école parce qu'il faut que tu y ailles, mais c'est pas genre, faut que tu développes ta curiosité... ». En raison de cette logique instrumentale, un citoyen croit que l'arrivée d'Osisko incite plusieurs jeunes à limiter leur scolarisation à la formation nécessaire pour entrer à la mine : « pis y'en a beaucoup que directement en sortant de l'école, au lieu d'aller au CÉGEP ou d'aller à l'université, ou après le secondaire 3 ils vont aller faire un cours de 6 mois pis après ils vont aller travailler à la mine ». Un autre citoyen s'est dit déçu de voir des jeunes qui ne valorisent pas l'érudition et le développement de leur curiosité, car ils peuvent travailler à la mine et faire beaucoup d'argent sans études.

Un acteur du milieu communautaire note par ailleurs des répercussions négatives spécifiques pour les femmes en lien avec la scolarisation. Depuis l'arrivée d'Osisko à Malartic, il remarque une tendance forte chez les jeunes filles en couple à mettre un terme à leurs études lorsque leur conjoint décroche un emploi chez Osisko. Puisque leur conjoint gagne un salaire élevé, elles choisissent de rester à la maison et d'élever les enfants : « faut vraiment stimuler les jeunes filles, surtout les jeunes filles. C'est ceux-là. Parce que leur chum gagne 100 000 \$ par année fait qu'elles ne voient plus l'utilité de poursuivre leurs études. Pis là ils font des bébés ». Selon ce participant, ces mères très jeunes et peu scolarisées, souvent démunies dans leur rôle de mère, sont en nombre grandissant à Malartic.

CONSOMMATION

De façon générale, les participants considèrent que les Malarticois dont l'emploi est directement ou indirectement lié à la minière consomment davantage, à tous les points de vue. Ils constatent que les citoyens tirant des bénéfices économiques de la mine ont tendance à satisfaire leurs désirs immédiats avec l'argent qu'ils ont maintenant à leur disposition, une situation que plusieurs jugent préoccupante.

La plupart des participants, toutes catégories confondues, notent que les résidents de Malartic s'achètent davantage de biens matériels, comme les véhicules récréatifs (véhicules tout-terrain, pick-up, etc.), grâce au salaire qu'ils touchent chez Osisko ou aux profits qu'ils tirent de leurs contrats avec la minière. Selon eux, le rythme de vie de plusieurs Malarticois est plus élevé qu'avant l'arrivée d'Osisko et repose sur la consommation immédiate plutôt que d'assurer la satisfaction des besoins à long terme (p. ex. : en contractant un REER). Des participants croient que cette propension à dépenser plutôt qu'à économiser vient de ce que plusieurs Malarticois se sont retrouvés avec un salaire important en obtenant un emploi chez Osisko, sans avoir les outils ni l'accompagnement nécessaire pour gérer cet argent. En conséquence, ces participants jugent que plusieurs résidents ont de la difficulté à prioriser les besoins auxquels répondre avec leur nouveau pouvoir d'achat. Un acteur du milieu communautaire décrit la situation en ces termes : « on nous donne ben de l'argent, on va s'acheter des grosses affaires c'est le fun, on répond pas plus aux besoins de base parce qu'on ne les connaît pas plus ». Au-delà du problème actuel causé par cette tendance, les participants craignent que les résidents dorénavant habitués à un haut niveau de vie vivent « une méchante débâcle » à la fermeture de la mine, parce qu'ils n'auront pas développé les mécanismes pour s'adapter à un changement de style de vie.

De même, selon plusieurs participants, le fait que les résidents aient de plus grands moyens financiers sans avoir les outils pour faire de bons choix aggrave les problèmes de consommation de drogue et d'alcool déjà existants. Ainsi, un employé d'Osisko soutient que :

« La population malarticoise, c'était une population qui était pauvre! Qui était chômeuse, qui était B.S.-euse. C'est des gens qui ont pas travaillé beaucoup, c'est des consommateurs de drogue! C'est des consommateurs d'alcool! À Malartic, ce qui pognait, en 2006 pis avant, c'était les deux bars, les trois bars qu'on avait en ville! Fait que, t'sais, on a certains travailleurs qui vont consommer plus! Y'ont de l'argent! »

Quelques participants dans la vingtaine ont d'ailleurs indiqué moins fréquenter les bars parce qu'ils n'apprécient pas y voir de plus en plus souvent des gens « faire de la poudre » sans même prendre la peine de se cacher. Lors de sa dernière sortie, un résident raconte qu'il est « parti en courant, quelqu'un qui se faisait une ligne drette sur la table ». Ils sont quelques-uns à penser que les résidents qui étaient en situation défavorisée le sont encore aujourd'hui, malgré (et peut-être en raison) du salaire qu'ils gagnent aujourd'hui; leurs problèmes se sont simplement déplacés, de pauvreté à consommation.

Changements socioéconomiques

Les changements socioéconomiques soulevés par les participants touchent l'apparence et le dynamisme de la ville, l'offre de services, la relance économique, la composition de la population, les inégalités socioéconomiques et les populations vulnérables.

APPARENCE DE LA VILLE

L'ensemble des participants constate des changements importants dans l'apparence de la ville depuis l'arrivée de la mine. Cependant, tous les participants n'apprécient pas ces changements de la même manière.

Les participants considèrent que les transformations physiques majeures de Malartic ont « changé le visage » de la ville. Un citoyen parle d'« un changement radical. La nuit et le jour ». Ces changements se voient dans les infrastructures reconstruites par Osisko et dans les aménagements effectués par la ville (p. ex. : travaux d'asphaltage, ajout de pots de fleurs dans le centre-ville). Selon quelques résidents et travailleurs d'Osisko, l'ampleur de ces chantiers a eu pour effet d'encourager les propriétaires à rénover leur maison.

La plupart des participants, à l'exception des anciens résidents, estiment que le changement d'apparence de Malartic est positif. Entre autres commentaires recueillis : « Mais après ça j'ai vu les changements, le parc qu'ils ont fait, le mur vert... ils ont embelli la ville beaucoup »; « Les petits lampadaires, le petit parc, moi je trouve ça cute! Les nouvelles écoles, tout est beau »; « La ville devient plus belle, elle s'embellit parce qu'on avait notre parc Lion qui était en arrière, je ne sais pas si tu l'as vu le parc Osisko? Ben avant c'était un parc tout défait, fini ». Ces participants trouvent que Malartic est plus jolie et plus moderne qu'avant, ce qui fait d'elle un milieu de vie plus invitant. D'ailleurs, les participants sont nombreux à avoir évoqué l'amélioration de leur qualité de vie depuis qu'ils vivent dans une ville qu'ils trouvent plus belle.

Cet accent sur la beauté actuelle de la ville amène plusieurs participants, appartenant à des catégories autres que les résidents déménagés, à voir la destruction du quartier sud comme une « bonne chose », car il a été remplacé en neuf. Un employé d'Osisko juge que « c'était vraiment délabré [le quartier sud]! Les rues, ça avait l'air d'une zone de guerre. C'était plein de trous, c'était

vraiment pas un beau quartier comparativement à ce que c'est maintenant. C'est vraiment un beau quartier! ».

Chez les résidents déménagés et quelques citoyens, la lecture des transformations physiques de la ville est tout autre. Ils considèrent que la ville a perdu son cachet et qualifient Malartic de milieu de vie « détruit », « dévasté », « désolé ». Il ne s'agit plus d'un endroit « à [leur] goût, où il fait bon vivre ». Ils déplorent aussi l'attitude dominante dans la population à ne voir que l'apparence des maisons du quartier sud et rarement l'attachement des résidents à ces lieux. Un ancien résident raconte que lorsqu'il habitait encore à Malartic, « t'entendais du monde "ah! C'est pas grave! Le quartier sud, c'était juste des cabanes". Fait que même si on déménage, si on démolit ça, c'est pas grave, c'est pas la fin du monde! T'sais du monde qui ont aucune conscience que c'est des souvenirs, c'est [précieux], c'est le patrimoine d'une famille, c'est... moi c'était la maison de mon grand-père! Elle a été démolie ». En outre, ces participants sont les seuls à mentionner que la « montagne de résidus » contribue, elle aussi, à changer le « visage » de Malartic, et dans un sens négatif.

Quelques citoyens adoptent une perspective plus nuancée, relativisant l'importance accordée à l'apparence de la ville. Quelques-uns font valoir que si les infrastructures de Malartic sont effectivement plus esthétiques, le paysage autour de la ville, lui, s'est enlaidi. Selon un résident, « c'est un peu, comment je pourrais dire ça? Contradictoire. C'est vraiment, oui les immeubles sont plus beaux, le parc est plus beau, tout est plus beau, mais le paysage est plus laid ». Un autre résident rappelle que si la ville a pu se refaire une beauté, c'est parce qu'une mine est venue s'y installer et on ne connaît pas encore les effets à long terme de cette cohabitation : « fait que j'veux dire, le bien-être en ville, c'est comme je dis, oui asteure on a un beau parc, c'est le fun pour les enfants, mais à quel prix on le sait pas encore ».

DYNAMISME DE LA VILLE

Les participants trouvent généralement que la venue d'Osisko à Malartic a contribué positivement au dynamisme de la ville. Les perceptions à cet égard sont dualistes : pour la plupart des participants, le dynamisme est franchement plus important alors que pour une minorité, il n'a pas changé du tout. L'appréciation de ce dynamisme et de ses effets n'est pas non plus identique pour tous les participants.

Un bon nombre de participants, de toutes les catégories sauf d'anciens résidents, se réjouissent du dynamisme actuel de la ville parce qu'ils y voient une preuve que la ville est « sauvée ». En effet, les participants sont nombreux à considérer que Malartic était une « ville dortoir » ou une « banlieue de Val-d'Or »⁷ depuis la fermeture de Domtar, en juin 2006. Pour un nouvel arrivant, Malartic « c'est une ville qui s'est dynamisée. Disons-le. Avant 2006, c'était une ville fantôme ». Le dynamisme insufflé à la ville avec l'arrivée de la minière a permis à Malartic de « vivre », « revivre », d'avoir « un deuxième souffle » : « on dirait que ça a permis à la ville de renaître pis de remonter. Pis de continuer à vivre ». Un commerçant voit même le regain actuel à Malartic comme une revanche sur la ville voisine : « Val-d'Or a toujours ri de nous, nous avons l'air de petits pauvres à leurs yeux. On s'est toujours fait avoir par Val-d'Or; elle ramassait tout. Mais maintenant ça les fait suer qu'on ait la mine et tout ce qui vient avec [...]. Pour une fois, c'est notre tour : la mine elle est ici ».

Selon ces mêmes participants, le dynamisme renouvelé de la ville a des répercussions positives sur l'attitude des résidents, décrits comme étant eux aussi plus dynamiques depuis quelques années. Alors qu'avant « le monde végétait », aujourd'hui les citoyens ont davantage d'entrain et s'impliquent plus activement dans leur communauté. Un travailleur d'Osisko trouve qu'il « y a une lueur d'espoir

⁷ Aucun ancien résident de Malartic n'a décrit la ville dans ces termes.

vraiment. Je trouve que les gens se sont repris en main, aussi au niveau de toute l'organisation communautaire, la ville, tous les projets qui pendent... [...] Une grosse amélioration au niveau du dynamisme pis de la revitalisation. C'était très morose et très monotone Malartic. On aurait dit que l'espoir était mort avec Domtar! ». Pour ces participants, ce dynamisme global découlant de la présence de la minière contribue à faire de Malartic un milieu de vie plus agréable et plus attrayant. Ils pensent d'ailleurs que ce renouveau a incité plusieurs anciens résidents à revenir habiter à Malartic.

D'autres participants ne voient pas favorablement l'accroissement du dynamisme de Malartic parce qu'ils y associent la perte de leur tranquillité. Pour quelques citoyens et presque tous les anciens résidents, le choix de vivre à Malartic reposait sur la petite taille de la ville et la quiétude qu'ils y trouvaient : « Ben moi comme je te dis, on est pas ici pour les gros centres d'achats, ceux qui vivent ici. On est ici parce qu'il y en a qui aime ça les petites communautés pis la tranquillité ». L'arrivée d'une minière, qui fait « rouler la ville » davantage et entraîne d'inévitables désagréments, trouble leur tranquillité et amène des insatisfactions. Selon un résident, « les gens sont habitués à une ville tranquille pis là ça arrive, ça fait du bruit pis toute, ça fait de la poussière. Juste là, ça a commencé à faire du chialage ».

Seuls quelques participants, des citoyens, d'anciens résidents et des membres d'associations, jugent que Malartic ne s'est pas dynamisée avec l'arrivée d'Osisko. Ils expliquent leur sentiment par le départ de plusieurs familles qui constituaient, selon eux, le noyau qui faisait battre le cœur de la ville. Un citoyen dresse un portrait triste de la situation : « on a la moitié de la ville qui est disparue, pis l'autre moitié qui est comme fantôme un peu ». Ils soutiennent que la ville est en « dévitalisation sociale » depuis l'arrivée de la mine, en raison de la perte des « familles-souches » de la collectivité malarticoise. Cet élément sera poussé plus avant, à la section *composition de la population*; p. 57, sur les effets du départ de familles malarticoises à l'extérieur de la ville.

En outre, un petit nombre de participants considère que ça a « viré pas mal » durant la période de construction, mais qu'aujourd'hui, « c'est très tranquille en ville ». Ceux-ci jugent que le regain de dynamisme de la ville n'a été que de courte durée.

OFFRE DE SERVICES

Lors des entretiens, tant en 2012 qu'en 2013, la plupart des participants ont noté une diversification de l'offre de services en matière de culture, de sports et de loisirs depuis l'arrivée d'Osisko. L'ampleur et les effets de ces changements ne sont cependant pas perçus de la même manière par tous les participants.

Les participants qui ont discuté de l'offre de services sportive et de loisirs ont généralement constaté qu'elle s'est enrichie, grâce aux plateaux de services des nouvelles infrastructures. Les enfants sont vus comme les plus grands bénéficiaires. Dans le domaine culturel, un citoyen note un changement drastique depuis la construction du théâtre Meglab : « Les activités culturelles aussi, c'est le jour et la nuit avec ce qu'il y avait avant ». Le plus grand nombre de spectacles offerts à Malartic évite aux citoyens de se déplacer à Val-d'Or ou Rouyn-Noranda. L'appréciation du parc du Belvédère est mentionnée de façon récurrente : c'est un endroit où les familles peuvent jouer, où les jeunes peuvent se réunir, où les personnes âgées se sentent en sécurité, où les citoyens ont accès à un point d'eau quand il fait chaud. Ce parc, présenté comme un endroit très populaire et un lieu de rassemblement important pour la communauté, est source de fierté, comme en témoignent les propos de ce commerçant : « hey, on n'a pas un parc de cassés, on a un parc de 5 millions! ». Selon ces participants, les services plus nombreux et plus variés offerts à la population rendent la ville plus dynamique et bonifient la qualité de vie des Malarticois.

Quelques participants nuancent ce portrait en indiquant avoir peu ou pas remarqué de différences dans l'offre de services. Par exemple, un membre d'une association communautaire trouve que « la mine a donné aux gens ce qu'ils avaient déjà ». Selon eux, le changement se situe moins dans l'offre que dans les lieux où sont dispensées certaines activités. Par ailleurs, un petit nombre de citoyens déplore qu'il faille désormais payer pour utiliser les plateaux de services de la ville. Pour eux, ce geste n'est pas anodin : il participe au mouvement de dépossession des acquis des Malarticois, qui s'est amorcé avec l'arrivée d'Osisko.

Enfin, un participant nouvellement arrivé à Malartic dénonce le manque d'infrastructure pour faire des activités physiques, ce qui l'empêche de développer son réseau social : « y'a pas de gym, faire du jogging tu respire la poussière pis c'est pas agréable. Ya pas vraiment de belle piste cyclable. Moi c'est ça que je trouve le plus plate ».

RELANCE ÉCONOMIQUE

Les avis des participants sont partagés sur la question des effets du projet minier sur l'économie de Malartic. L'idée que la ville connaît une relance économique grâce aux activités minières ne fait pas l'unanimité. De plus, des participants notent un essor économique, mais se questionnent sur la durée de celui-ci. Les participants s'entendent sur le fait que la venue d'Osisko n'a pas entraîné la revitalisation du centre-ville qu'ils attendaient.

La majorité des participants, issus de groupes spécifiques (citoyens, commerçants, municipalité, travailleurs d'Osisko, nouveaux arrivants), affirme que l'arrivée de la mine à Malartic a permis de relancer l'économie de la ville. Ils constatent cette relance à travers les nouveaux commerces (p. ex. : IGA, McDonald's, Subway, Ultramar) et les nouvelles entreprises liées à la mine (p. ex. : SDF, ADS, AmNord) installés récemment à Malartic. De plus, selon eux, quelques commerces ont profité de la venue d'Osisko pour grossir (p. ex. : Chaussures Leclerc). À leur avis, ce dynamisme économique a des répercussions positives sur la qualité de vie des Malarticois, devant un niveau de développement inespéré à Malartic : « avec un McDo, Malartic est devenu une vraie ville » et grâce au IGA, « là on a une vraie bonne épicerie qui a de l'allure. C'était sur le bord d'une ville-fantôme ici ». Cependant, selon un élu municipal, le fait que plusieurs personnes pensent qu'Osisko « sauve la ville » amènerait aussi l'idée qu'on ne peut pas critiquer la mine ni ses impacts.

Plusieurs participants craignent cependant que cette relance économique ne soit que temporaire. Ils soutiennent cette idée par le fait que les commerces qui s'installent à Malartic ont tendance à louer des locaux plutôt que de les acheter, révélant leur intention de ne pas s'établir dans la ville pour longtemps. De même, ils notent que plusieurs commerces ayant ouvert à Malartic sont directement liés aux activités minières. Cette situation est jugée préoccupante, car le dynamisme économique actuel risque de prendre fin avec la fermeture de la mine.

Quelques participants du milieu scolaire et d'associations ainsi que des citoyens et d'anciens résidents, n'observent aucune amélioration dans l'économie de la ville depuis la reprise des activités minières. Un participant du milieu communautaire confie sa déception : « moi j'ai dit "ça va repartir Malartic! Ça va être bon pour Malartic!". Ben non! On est encore pire qu'on était, je pense ». Ils ressentent une frustration devant le manque de commerces à Malartic, comme ce citoyen : « on peut aller boire de la boisson en masse! Y'a trois quincailleries, y'a pas de problème, on peut s'acheter des clous pis des tournevis, mais on ne peut pas s'acheter de bobettes par exemple ». Ces participants déplorent que la situation économique de la municipalité ne soit pas favorable à l'implantation de nouveaux commerces, et qu'ils doivent se déplacer régulièrement à Val-d'Or. Ils contredisent la perception d'une hausse de l'économie locale et signalent que des restaurants et des commerces ont fermé depuis l'arrivée de la mine ou le déménagement du quartier sud.

En outre, de façon générale, la majorité des participants jugent que la revitalisation du centre-ville n'est que partielle, puisqu'il y a encore beaucoup de bâtiments vides et délabrés. Cette vision s'inscrit souvent dans une perspective critique du type de développement que connaît la ville ces dernières années. Ainsi, selon un citoyen, « ils ont ben beau dire qu'on est rendus avec un McDonald. C'est le fun un McDonald, mais si tu veux sortir ta blonde un bon soir, tu veux quand même pas manger un Big Mac [rires] ». L'espoir déçu que davantage de commerces non liés à la mine ouvrent leurs portes à Malartic grâce à l'impulsion économique donnée par Osisko est un point de consensus fort chez l'ensemble des participants. L'arrivée d'un commerce à grande surface était particulièrement attendue, tout comme, dans une moindre mesure, celle de restaurants plus haut de gamme. Concernant les restaurants, d'ailleurs, quelques participants se questionnent sur les bienfaits sur la santé de l'augmentation de l'offre de restauration rapide, avec l'ouverture du McDonald's et du Subway.

COMPOSITION DE LA POPULATION

Les participants ont discuté des changements dans la composition de la population de Malartic depuis 2006. Ils notent l'arrivée de nouveaux résidents et le départ de familles depuis la mise en œuvre du projet, mais ne s'entendent pas sur l'importance du phénomène.

Portrait du mouvement migratoire

Lorsqu'interrogés sur les changements qu'a connus la population de Malartic depuis l'arrivée d'Osisko, les participants indiquent que sa composition est différente. Ils s'attendaient généralement à ce que le nombre d'habitants augmente, mais les perceptions de la situation en 2012 et 2013 varient à ce sujet.

Les participants de toutes les catégories ont dit avoir noté l'arrivée de nouveaux résidents à Malartic depuis la reprise des activités minières. Selon eux, la plupart de ces nouveaux arrivants sont des travailleurs d'Osisko, venus s'établir à Malartic avec leur famille. En plus de gens natifs de l'extérieur de l'Abitibi, les participants remarquent le retour d'anciens résidents de Malartic, venus profiter de la prospérité de la ville. C'est le cas d'un nouvel arrivant rencontré : « je ne serais jamais revenu rester à Malartic si y'avait pas eu la minière, c'est certain. Je n'aurais pas eu d'intérêt à venir me réinstaller ici ».

Simultanément aux arrivées, les participants font état du départ de familles malarticoises à l'extérieur de la ville. Selon les participants, ce sont principalement les anciens résidents du quartier sud qui ont quitté Malartic, parce qu'ils n'avaient plus les moyens d'y vivre (augmentation du panier d'épicerie, pénurie de logements et prix élevé de ceux-ci), qu'ils étaient en désaccord avec le projet Canadian Malartic ou mécontents de la façon dont les négociations se sont déroulées pour leur relocalisation. Un employé de la mine juge par exemple que « les incorruptibles, ceux qui sont fidèles, les verts de verts, qui restent même pas ici à Malartic, pis qui ont toujours chialé depuis le début, ils ont tous sacré leur camp d'icitte ».

Quelques participants avancent que tous les résidents qui avaient la possibilité de quitter Malartic depuis l'arrivée d'Osisko s'en sont saisis. Ils croient en outre que « la moitié de la population » de Malartic quitterait la ville aujourd'hui si l'opportunité lui était donnée. Trois participants, dont l'un travaille à forfait pour la mine, ont ainsi spécifié qu'ils souhaiteraient déménager en-dehors de la ville, mais que leur situation financière actuelle ne leur permet pas. L'un d'entre eux affirme que plus rien ne le retient à Malartic et qu'il partirait demain matin si on lui offrait d'acheter sa maison. Les deux autres indiquent qu'ils ne veulent pas rester à Malartic pour leur retraite : « ma retraite je ne la passe pas icitte, ça c'est sûr et certain. Non parce que ce n'est plus... t'as plus la même entraide non plus ».

parce qu'on dirait qu'il se forme peut-être des groupes ». Par leurs commentaires, ces participants laissent entendre que le départ d'autres familles malarticoises, directement en lien avec le projet minier, est à prévoir.

Pour quelques participants (aucun ancien résident de Malartic), le départ de résidents n'a pas de connotation négative, c'est-à-dire qu'il ne se lit pas comme une solution pour s'extirper d'une situation désagréable. Plutôt, il s'agit d'une occasion d'améliorer son sort. Ainsi, ces participants soutiennent que l'arrivée d'Osisko a représenté une opportunité pour de nombreuses personnes âgées, qui ont choisi de quitter Malartic pour s'établir dans une ville offrant davantage de services adaptés à leurs besoins. Selon un résident, « quand le quartier sud a fermé, y'avait plusieurs personnes dans le quartier sud qui étaient des personnes plus âgées. Alors elles en ont profité, je dis bien "profité" de l'occasion, pis si c'est ça qu'elles voulaient, elles ont bien fait ».

Concernant la perception du nombre d'habitants à Malartic suite aux mouvements migratoires, les avis des participants se rangent dans l'un ou l'autre des trois scénarios suivants : soit la population a augmenté grâce à l'arrivée de travailleurs et de leur famille, soit elle a diminué en raison du départ de plusieurs familles, soit elle est restée la même, car les départs ont été compensés par les arrivées⁸. La position la plus largement partagée par les participants est que contrairement à leurs attentes, la reprise des activités minières n'a pas entraîné une croissance massive de la population. Un ancien résident raconte qu'« y'a beaucoup de monde, eux autres pensaient que ça amènerait des gens à Malartic, mais ça a fait qu'il y a eu une gang qui s'est sauvée ». Outre une balance entre les entrées et les sorties, les participants expliquent cette situation par le fait que plusieurs travailleurs habitent dans les villes aux alentours de la mine plutôt qu'à Malartic même.

Effets de l'arrivée de nouveaux résidents

Les participants ont discuté des effets de l'arrivée de nouveaux résidents à Malartic. Plusieurs trouvent que les nouveaux arrivants apportent un vent de fraîcheur à la ville alors que quelques autres jugent qu'ils entraînent des changements non bienvenus à leur milieu et à leur qualité de vie.

Selon plusieurs participants, l'arrivée de nombreuses jeunes familles a rajeuni la population vieillissante de Malartic, comme le souligne ce citoyen : « mais c'est ce que j'aime beaucoup, c'est qu'il y a beaucoup de jeunes qui sont venus s'établir ». Ils apprécient ce mouvement, car il donne « un nouveau visage » à Malartic et rend la ville plus dynamique. Ces participants notent cependant que l'arrivée de jeunes familles, combinée au baby-boom que vit Malartic depuis l'ouverture de la mine, fait pression sur le service de garde. Un participant travaillant en garderie a d'ailleurs indiqué qu'en 2013, la liste d'attente du CPE avait quintuplé de son niveau pré-Osisko et que la construction d'une nouvelle bâtisse était devenue nécessaire pour accommoder la demande.

Quelques participants soutiennent que l'arrivée de familles et de professionnels provenant de l'extérieur de l'Abitibi apporte une diversité culturelle à Malartic. Ils considèrent ce phénomène bienvenu parce qu'il contribue à « changer positivement » la mentalité des Malarticois. Il offre aussi une ouverture sur l'autre pour les jeunes, comme le rapporte ce résident : « je trouve ça intéressant pour mes enfants de toucher à toute cette diversité culturelle là. T'sais, de voir un peu comment, t'sais les enfants, ils en parlent, ils sont encouragés à en parler dans leur classe comment ça fonctionnait, comment ça fonctionne à la maison, les traditions. Ben je trouve ça l'fun que les enfants

⁸ Au plan du développement démographique, les données les plus récentes du recensement canadien (2012) indiquent une décroissance à Malartic, la population étant passée de 3640 habitants en 2006 à 3449 habitants en 2011. Le maire a nié cette baisse démographique dans sa municipalité et a décidé de réaliser son propre recensement. Les participants ont été nombreux à parler de ce recensement local mais aucun n'a été en mesure de dire quels en ont été les résultats.

peuvent voir ça. Une ouverture, vraiment ». Un acteur du milieu scolaire mentionne que l'adaptation à des façons de faire et de penser différemment n'est toutefois pas facile pour tous les Malarticois.

Plusieurs citoyens et anciens résidents soutiennent que l'arrivée de nouveaux résidents à Malartic fait en sorte qu'ils ne connaissent plus « tout le monde » en ville : « Malartic est plus pareil! Parce que tu ne reconnais plus le monde! T'sais, le monde que tu côtoyais, même si tu disais juste un bonjour quand tu les voyais à la poste, t'étais content de les voir même si tu ne les connaissais pas comme tel! Ben ça se faisait tandis qu'aujourd'hui, on dirait que ça a brisé beaucoup de choses de ce que je perçois. [...] Je ne reconnais plus personne là ». Ils se désolent de la difficulté à tisser des liens avec les nouveaux arrivants, en raison selon eux de leur mentalité différente. Un résident trouve qu'« y'a du monde que tu vois qu'ils ne sont pas habitués de parler avec d'autres parce que c'est difficile aller leur parler. Mais on va en venir à boutte [rires] ». Ils considèrent généralement que les familles venues travailler pour Osisko s'intègrent peu au reste de la population, ce qui fait en sorte qu'il y a « le monde de la mine et les autres ». Ces participants accordent de l'importance au fait de moins connaître leurs concitoyens, car ce facteur porte atteinte à leur sentiment d'appartenance et à leur qualité de vie. Sur ce point, toutefois, la plupart des employés d'Osisko rencontrés relatent une expérience différente. L'arrivée de nouveaux résidents ne change pas leur impression de connaître « tout le monde en ville » : « Je connais tout le monde. Ça, pour moi, ça vaut de l'or! T'sais, comme je te disais, je suis une fille célibataire, je connais plein de monde, je me sens pas mal prise, je me sens sûre ».

Selon quelques participants de pratiquement toutes les catégories, une des caractéristiques des nouveaux arrivants travaillant à la mine est le fait que leur séjour à Malartic n'est la plupart du temps que temporaire. L'un d'entre eux note par exemple la présence de beaucoup d'hommes seuls travaillant sur des *runs* alors que d'autres affirment qu'un bon nombre de travailleurs d'Osisko venus de l'extérieur ne reste que quelques mois ou quelques années à Malartic, le temps de « faire un coup d'argent ». Cette situation cause de la frustration à un ancien résident : « pis moi là, encore une affaire qui me choque, c'est que y'a eu du nouveau monde d'arrivé. [...] Ils sont pas restés longtemps, deux-trois ans c'est fini, sont partis, y'en a beaucoup. Y'arrivaient plein d'espoir, ils ont fait deux-trois ans pis ils sont repartis ». Ces participants croient que la majorité des travailleurs natifs de l'extérieur de l'Abitibi quitteront Malartic à la fermeture de la mine; le cycle minier n'amène pas la stabilité de la population. En outre, en raison du caractère temporaire de leur situation, ces participants trouvent que les nouveaux arrivants ne cherchent pas à s'impliquer dans la ville ni à s'intégrer dans la population, ce qui aura des conséquences négatives à long terme. En effet, un citoyen craint que « quand Osisko va finir dans quinze ans, ce monde-là va partir. On va se retrouver avec quoi après? Y'a plus de sentiment d'appartenance, fait que ça ne te tente plus de t'investir dans ton village ». Ils pensent aussi que les nouveaux arrivants sont prêts à accepter davantage de désagréments et donc se mobilisent moins pour faire changer les choses, puisqu'ils savent qu'ils vont repartir « chez eux » à relativement brève échéance⁹. Ces participants soutiennent ainsi que le caractère temporaire du séjour de plusieurs nouveaux arrivants transforme Malartic d'un milieu de vie en un lieu de travail : « Nous autres Malartic c'était un milieu de vie avant Osisko. Là je ne suis plus sûr que c'est un milieu de vie pour tout le monde. C'est un lieu de travail asteure, pour ben du monde. C'est pas pareil ».

Effets du départ de familles

Les participants ont discuté des effets du départ de familles malarticoises à l'extérieur de la ville. La plupart y voient un événement malheureux duquel Malartic sort perdante, bien que quelques-uns apprécient qu'il ait permis d'écarter les voix discordantes.

⁹ Les nouveaux arrivants rencontrés n'ont pas tenu de propos corroborant cette perception.

Plusieurs citoyens et tous les anciens résidents interrogés trouvent dommage et triste que des citoyens soient déménagés à l'extérieur de Malartic en raison du projet minier. Ces participants constatent le départ de familles entières : « mais y'a beaucoup de gens dans le fond qui sont partis. T'sais les Germain, c'était des grosses familles ». Ils attribuent ces départs, et parfois des décès, au processus d'installation de la mine et surtout au désenchantement causé par les déménagements du quartier sud. Avec le départ de « familles-souches » et de personnes âgées, ces participants considèrent que le patrimoine de Malartic s'étirole : « je sais qu'il y en a beaucoup qui sont déménagés à Val-d'Or, beaucoup. Pis c'est quand même les personnes âgées qui font l'histoire, qui... là, non, il n'y en a plus! ». Ils affirment aussi que la ville a perdu une partie de son âme, laquelle réside dans les gens qui habitent un lieu : « y'a plus de... y'a plus d'âme à Malartic. Les gens sont partis ». Tous ces éléments ont une influence négative sur leur sentiment d'appartenance à Malartic : « moi j'ai perdu... l'âme d'un quartier... là j'ai un beau parc, c'est juste ça que j'ai, un beau parc avec un mur vert. Mais c'est pas des gens. C'est ça le sentiment d'appartenance, je n'ai plus de quartier fait que... [...] c'est plus un quartier, c'est un bout de rue, c'est tout ». Les personnes interrogées lisent une perte de signification de leur lieu (*sense of place*) dans le départ de Malarticois à l'extérieur de la ville et même de la région et le posent comme un symbole de la blessure communautaire « fatale » causée par Osisko. La question du sentiment d'appartenance est approfondie à la section *sentiment de fierté*; p. 68.

Un ancien résident critique l'absence d'efforts de la municipalité pour garder ses citoyens, avançant qu'à « Malartic, ils ont même pas été foutu de garder leurs Malarticois avec eux autres ». Quelques participants jugent que ce sont en grande partie les leaders communautaires qui ont quitté Malartic et qu'aujourd'hui, plus personne n'est là pour prendre le relais.

Plusieurs participants, de toutes les catégories, indiquent que l'un des principaux effets disruptifs du départ de plusieurs familles malarticoises est le bouleversement des réseaux sociaux. Ils affirment que leurs réseaux d'amis, de proches ou familiaux se sont effrités en raison du déménagement de certains membres à l'extérieur de la ville. Avec la distance qui les sépare maintenant, ils ne peuvent plus se fréquenter aussi souvent qu'ils en avaient l'habitude. Un citoyen du quartier Laval mentionne par exemple avoir perdu « sa p'tite gang », c'est-à-dire ses amis habitant sur la même rue que lui, car plusieurs d'entre eux ont choisi de quitter Malartic lorsque le projet de mine s'est concrétisé. Ces participants disent accorder une grande importance à leurs réseaux sociaux; par conséquent, ils perçoivent l'affaiblissement de ceux-ci comme une atteinte à leur qualité de vie. Un ancien résident du quartier sud explique être déménagé précisément parce que la relocalisation ne pouvait lui redonner sa qualité de vie, laquelle reposait sur les membres de sa famille qui habitaient tous près les uns des autres. Il est d'ailleurs important de noter que plusieurs participants ayant résidé dans le quartier sud déplorent la perte du réseau communautaire fort qu'ils jugeaient avoir dans leur quartier, en raison de la proximité de l'église, du HLM, de la Villa et des écoles. La modification du voisinage pour quelques résidents relocalisés est également décrite comme une atteinte à la qualité de vie : « avant c'était les mêmes voisins depuis des années et des années. Ça a été un gros changement ça ».

Quelques participants, de toutes les catégories sauf d'anciens résidents, considèrent que ce sont principalement des citoyens mécontents qui ont quitté la ville. Selon eux, ces départs ont eu un effet positif, celui de faire diminuer la force des critiques entendues. Un nouvel arrivant pense « que les gens qui étaient vraiment pas d'accord, y'en a beaucoup qui sont partis. Ça leur convenait pas parce que comme je vous le disais, du monde qui sont réticents, on dirait qu'il y en a moins que du monde qui voient le positif ». Ces participants considèrent ainsi que le départ de plusieurs familles malarticoises a permis de calmer les tensions dans la communauté. Un résident soutient que « ceux qui étaient vraiment, je te dirais, ceux-là qui encourageaient les gens d'être contre Osisko, sont tout

simplement partis de la ville en grande majorité, fait que ça a aidé à calmer [les tensions] ». De ce fait, ils perçoivent l'opinion publique actuelle à l'égard du projet Osisko de façon assez homogène, comme l'indique les propos de ce citoyen : « c'est sûr que y'a du monde, ceux qui étaient comme contre sont partis ou se sont fait acheter. Mais ceux qui sont restés ici, on ne peut pas dire qu'ils sont contre ».

En corollaire, selon ces participants, ce sont principalement des gens qui n'habitent pas à Malartic qui critiquent ce qui s'y passe. Un nouvel arrivant affirme que « tous les gens qui maintenant dénigrent Osisko n'habitent pas à Malartic ». Ces participants jugent que les critiques émises par les personnes de l'extérieur de Malartic sont malvenues, tel que l'exprime cet employé d'Osisko : « y'étaient pas contents. Moi je serais pas content, ben tu vends pis tu déménages. Moi c'est ce que je pense pis c'est ce qu'ils ont fait pis c'est correct! Mais pourquoi ils restent dans le mouvement pour continuer à chialer? T'es plus à Malartic, pourquoi tu chiales pour les autres? Laisse-les chialer s'ils veulent chialer ». Selon un acteur du milieu scolaire, émettre des commentaires sur ce qui se passe à Malartic en lien avec le projet minier est un droit que les gens perdent dès le moment où ils n'habitent plus à Malartic; autrement, c'est faire preuve de « malhonnêteté intellectuelle ». Ces participants considèrent de plus que ce genre de critiques provenant de l'externe projette une image biaisée de la ville, exagérément négative.

INÉGALITÉS SOCIOÉCONOMIQUES

Quelques participants, de toutes les catégories sauf des cadres et des employés d'Osisko, ont discuté de la croissance des inégalités socioéconomiques à Malartic qu'ils notent depuis la reprise des activités minières. Ils s'entendent sur le fait que l'écart se creuse entre les « riches » et les « pauvres » et que ces derniers en font les frais. Ils font état des difficultés à avoir maintenant une société malarticoise plus équitable, plus juste et où il fait bon vivre.

Selon ces participants, Malartic pré-Osisko était une ville relativement pauvre et homogène du point de vue socioéconomique. Un acteur du milieu communautaire indique qu'avant « ben c'était pauvre partout. Les gens avaient l'impression que c'était plus uniforme dans le sens que t'en avais un peu partout. Malartic c'était vieux fait que là les gens sentaient moins qu'il y avait une coupure. Là, du moment que tu donnes ton adresse, ils voient que tu restes dans le nouveau quartier, pour eux t'es bien nanti ». Les participants posent que la reprise des activités minières à Malartic a engendré deux cas de figure : soit un résident s'est fortement enrichi, soit il n'a rien gagné du tout. De ce fait, les participants considèrent qu'il n'y a plus de « juste milieu » et qu'une distance grandissante sépare les « riches » des « pauvres ». Avec le nouveau quartier, le contraste entre ces deux classes est d'autant plus visible.

Ces participants soutiennent que l'accroissement des inégalités socioéconomiques est vécu plus difficilement par les résidents défavorisés, car il les coince dans une situation sans issue : ces citoyens ne bénéficient pas économiquement de la mine, ils sont aux prises avec une montée générale des prix (p. ex. : loyers, nourriture) en raison du boom minier, mais n'ont pas l'argent nécessaire pour quitter la ville et s'établir à un endroit plus abordable. Cette réalité amène un ancien résident à conclure qu'il n'y a plus de place pour les « pauvres » aujourd'hui à Malartic : « Malartic, y'avait autant de... y'avait de la place pour les pauvres, les riches. Y'avait des maisons que tu pouvais acheter à 20 000 \$, y'en avait d'autres à 100 000 \$. Mais y'en avait à 20 000 \$, t'étais propriétaire à 20 000 \$! Pis tu la rénouvais selon ton budget. Y'en a plus de ça ici! ». De manière plus générale, la plus grande richesse d'un petit nombre rend la vie « plus dure, plus douloureuse » aux pauvres qui ne bénéficient pas de la croissance économique.

Par ailleurs, un grand nombre de participants des milieux scolaire et gouvernemental ainsi que des membres d'associations indiquent que la pauvreté continue à Malartic. Le pouvoir municipal¹⁰ croit aussi que l'image de « ville riche » a l'effet pervers de laisser penser que la pauvreté n'a plus sa place à Malartic. Ces participants font état du peu d'actions pour la prise en charge collective mises en place ou soutenues par les autorités depuis l'arrivée de la minière. Il semble très difficile de commencer des actions collectives sociales et plusieurs participants de différents secteurs (communautaire, santé, gouvernement) ont relaté des anecdotes où des autorités, surtout la municipalité et la minière, auraient cherché à limiter certaines actions collectives. Un exemple cité est l'annulation de l'affiliation au Réseau québécois de Villes et Villages en santé, car des questions sur le développement de la ville après l'arrivée de la mine ont été posées. La création de logements sociaux, qui semblait nécessaire pour faire face à l'importante augmentation des loyers, aurait été dénigrée par la municipalité et serait devenue « une bataille », selon des participants du milieu communautaire.

POPULATIONS VULNÉRABLES

La plupart des participants interrogés croient que la reprise des activités minières à Malartic a placé certains groupes de personnes en situation de vulnérabilité et renforcé la vulnérabilité d'autres groupes. Les principaux groupes recensés sont les résidents du quartier sud (qu'ils en soient partis ou qu'ils y habitent encore), les personnes âgées, les personnes défavorisées et les enfants. Toutefois, les témoignages recueillis font ressortir d'autres catégories, qui sont également décrites dans cette section.

Les résidents du quartier sud, anciens et présents

La plupart des participants ont affirmé que les personnes les plus vulnérables sont les résidents qui ont dû quitter le quartier sud. Une seule personne spécifie que ce sont les résidents de la deuxième vague de déménagement qui ont été le plus touchés. Les autres témoignages ne semblent pas spécifier quelle vague de déménagement fut la plus difficile.

Plusieurs participants ont tenu à spécifier que la perte du voisinage occasionnée par les déplacements est l'élément qui rend ces personnes les plus vulnérables. Un résident relocalisé raconte comment il a vécu la perte de sa voisine après le déménagement « aléatoire » de sa résidence : « Ben cette voisine-là qui était à 7 ou 8 maisons de moi. C'était pas loin, mais quand elle fait un feu chez elle, elle peut pas me crier "viens prendre un café!" Quand c'est l'été et qu'il fait trop chaud et qu'elle est dans la piscine, elle ne viendra pas me chercher pour me dire "viens dans ma piscine". Alors ça fait le lien que le lien est cassé, on se dit bonjour, on est contents, mais on ne se voit plus. C'est des deuils continuels ».

Pour d'autres, c'est davantage la fracture du lien d'attachement et du sentiment d'appartenance qui est le facteur le plus aggravant dans le cadre des déplacements. Pratiquement tous les anciens résidents de Malartic et quelques citoyens soulignent la perte de la maison construite par leur père, la maison qui a vu grandir leurs enfants ou la perte de leur « héritage ». Un résident relocalisé dans le quartier nord fait part de la perte de son sentiment d'appartenance : « Matériellement j'ai rien à dire, ils ont transporté mon garage, ils ont transporté mon patio. Matériellement, je peux pas dire qu'ils n'ont pas fait l'ouvrage. Mais moi c'est plus mon chez-nous, c'est plus chez nous ».

¹⁰ Le pouvoir en place lors des entretiens de 2012 et 2013.

La vitesse des déménagements a été soulignée par un citoyen pour justifier que les résidents déplacés furent les plus affectés par l'arrivée d'Osisko : « Parce que c'est arrivé, ben c'est pas arrivé du jour au lendemain, mais c'est arrivé sur une courte période quand même ».

Finalement, un petit nombre de participants ont davantage soulevé que les personnes les plus vulnérables sont celles qui ne sont pas déménagées de leur plein gré. Cet ancien résident de Malartic témoigne de la difficulté de quitter un lieu à contrecœur : « On avait vraiment embelli notre maison, c'était beau, on était bien chez nous. On serait pas partis là ». Selon les participants interrogés, le fait d'avoir le sentiment d'être « obligé » de déménager ralentit le processus d'acceptation de la situation.

Par ailleurs, quelques participants croient que les résidents qui habitent aujourd'hui dans de ce qu'il reste du quartier sud, représentent un groupe vulnérable. Comme le manifeste ce nouvel arrivant, les résidents vivant à proximité du mur et de la mine n'ont pas une meilleure qualité de vie : « Les gens qui sont restés là et qui n'ont pas déménagé, ben eux autres n'ont pas l'impression que leur environnement s'est amélioré, même si y'a un parc, je pense pas ». De même, quoique très positifs à l'égard du projet Canadian Malartic, des commerçants rencontrés croient que les gens qui résident présentement dans le quartier sud vivent des nuisances supplémentaires et qu'ils « ont raison de chialer », car « leur horizon [c'est] un mur maintenant ».

Les personnes âgées

Un bon nombre de participants ont ciblé les personnes âgées comme étant la population la plus vulnérable devant les changements imposés par le projet Canadian Malartic. Plusieurs raisons ont été évoquées pour justifier la vulnérabilité de ce groupe.

Selon ces participants, les déménagements semblent avoir affecté davantage les personnes âgées en raison de leur plus grande difficulté à s'adapter au changement, comme l'illustre ce témoignage : « Tsé vivre un déménagement mettons à 25 ans pis en vivre un à 70 t'sais c'est pas pareil. Eux c'tait plus difficile de quitter pis de tout refaire ». Cette difficulté d'adaptation a également été exprimée par plusieurs personnes, par une analogie avec les arbres et leurs racines, afin d'imager le solide lien d'attachement qui unit les personnes âgées à leur milieu¹¹. Ainsi, des participants ont imaginé la situation par « le sentiment de déracinement », « elles se sont fait couper leurs racines » ou « leurs racines sont profondes ». Un ancien résident de Malartic résume bien cette pensée en disant que « personne ose le dire, mais on déracine pas des vieux arbres ». Un participant mentionne même des cas récents de dépressions et de mortalités chez les personnes âgées.

Quelques participants ont précisé que la difficulté d'assumer le changement chez les personnes âgées provenait de la perte des nombreux souvenirs dans l'ancien quartier, et que cette perte occasionne un sentiment de ne plus se sentir chez soi. Cette situation peut devenir difficile psychologiquement, comme le croit ce citoyen : « Je dirais que c'est plus les personnes plus âgées. Ceux qui avaient plus une affection particulière. L'arbre qu'ils avaient vu pousser ou que leur enfant avait planté à 8 ans en arrière de la cour pis là y'était rendu gros. Ce genre de détail là. Je pense plus que c'est plus les personnes âgées qui ont souffert émotivement ».

Toujours en lien avec les déménagements, un participant natif de Malartic a spécifié que plusieurs personnes âgées étaient plus vulnérables aux déménagements, car c'était la deuxième fois qu'ils en subissaient un, faisant référence au déménagement de Roc-d'Or : « Parce que mes grands-parents

¹¹ Un argument similaire a été utilisé par les participants pour expliquer la vulnérabilité des gens qui habitent à Malartic depuis longtemps, à l'égard des changements apportés par le projet Canadian Malartic. Ainsi, un citoyen exprime : « T'as la ligue du vieux poêle comme moi, ceux qui sont résidents depuis des années, des années, des années... Je pense qu'ils ont subi un grand bouleversement ».

sont sur le bord du mur pis y'a beaucoup de personnes âgées qui vivaient dans l'ancien quartier que eux c'est la deuxième fois qu'ils se faisaient déménager ».

Finalement, la facilité pour cette tranche de la population de perdre leurs points de repère a été mentionnée à quelques reprises pour justifier la difficulté de s'adapter aux différents changements dans la ville. Un participant qui a accompagné ses parents dans le déménagement témoigne de la perte des repères de son père :

« Ben moi j'trouve que des personnes âgées, tu déplaces pas des personnes âgées. Ils sont fragiles au changement. Parce que moi mon père quand qu'ils ont été déménagés, ça faisait 50 ans qu'ils étaient là. On les a déménagés toute la famille, pis quand on est arrivés dans la maison, le père il dit ben : "Monique¹²... Ma mère s'appelle de même... On s'en va-tu chez nous?" Fait que là on a dit "ben là papa, c'est là que vous allez rester". Pis là le lendemain matin, quand il est arrivé dans sa maison, il était mêlé parce que là tous ses voisins, c'était toutes des nouvelles maisons. Pis les nouvelles maisons avaient été déménagées, pis elles avaient été rénovées. Fait que il était mêlé... »

D'autre part, un citoyen a souligné que les personnes âgées sont défavorisées dans le nouveau contexte de Malartic, car elles ne sont pas ciblées par les nouvelles infrastructures : « Ils se sont occupés beaucoup du théâtre Meglab. Y'a des artistes qui viennent. Bon les artistes qui viennent... y'a beaucoup de gens âgés à Malartic. Ils y vont plus là. Tsé... ça l'a changé vraiment, mais les gens âgés, ils vont encore dans les magasins. Quand il y en a pas, qu'est-ce qu'ils font? »

Les personnes défavorisées

Plusieurs participants ont ciblé les personnes défavorisées comme étant les personnes les plus vulnérables aux changements survenus à Malartic depuis 2006, ce qui comprend les personnes moins scolarisées, les personnes à faible revenu et les locataires.

Les personnes moins scolarisées

Essentiellement, les participants qui ont ciblé ce groupe de personnes croient qu'il a été désavantagé lors des négociations de gré à gré avec la minière. La majorité des participants ayant soulevé cet élément croient que les propriétaires ou les locataires moins scolarisés n'avaient pas les outils nécessaires pour bien se défendre. Un citoyen témoigne ainsi : « Mais t'sais en même temps, Malartic y'a quand même beaucoup de pauvres, des gens que sans être pauvres, ils ont pas beaucoup d'instruction, pis y'a peut-être une certaine naïveté, je sais pas. Une certaine faiblesse, pis y'ont peut-être pas... y'ont peut-être dit oui un peu trop vite, sans savoir jusqu'où ils pouvaient en tirer profit ».

Dans le même ordre d'idées, un petit nombre de participants a identifié la cause de la vulnérabilité de ce groupe de personnes : la peur de se faire flouer lors des négociations. À partir de ses observations, un employé d'Osisko indique : « Ben c'est sûr qu'au niveau de l'éducation, j'ai vu beaucoup les gens... les gens qui étaient moins éduqués, mais qui avaient une grosse, grosse crainte de se faire avoir. Parce que, y'avaient l'impression de ne pas saisir toute l'information pis là, je... je le voyais plus à ce niveau-là où c'était : "ben shit, elle est là pour... elle essaye de m'en passer une petite vite, t'sais!" ».

¹² Nom fictif.

Les personnes à faible revenu

Les personnes à faible revenu ont été ciblées comme vulnérables et ce, principalement pour deux raisons.

Premièrement, parce que plusieurs participants remarquent que le coût des loyers et de la nourriture a augmenté à Malartic depuis la reprise des activités minières, ce qui signifie que la proportion des dépenses pour les besoins primaires est plus importante qu'avant. Cette situation peut devenir particulièrement difficile pour une personne à faible revenu, comme le souligne ce citoyen : « Moi j'imagine les gens qui ont de la misère à trouver du loyer ou qui n'ont pas de travail, pas tout le monde travaille chez Osisko. Mais ils vivent quand même le boom économique, tu comprends-tu? Ils le vivent le boom parce que tout est plus cher, l'épicerie est plus cher, tout est plus cher ».

De ce fait, quelques participants ont observé que des résidents ont choisi de quitter Malartic, car ils n'avaient plus les moyens d'y vivre. Un nouvel arrivant fait un parallèle avec l'embourgeoisement du quartier Hochelaga-Maisonneuve à Montréal : « À Malartic, ça l'a été la même chose! Y'a eu un petit phénomène de *gentrification* qui s'est fait. Ben ces gens-là, y'ont migré vers Cadillac, parce qu'à Cadillac, y'a rien. Pis les loyers là-bas, à 300 \$ par mois, tu peux en avoir. Je dis pas que c'est tous les pauvres qui ont déménagé de Malartic. Mais y'a eu une migration qui s'est faite, c'est un phénomène social. Ça c'est observé, observable ». Cependant, un citoyen souligne que les personnes aux prises avec la montée générale des prix n'ont pas toutes les moyens de quitter la ville, et se retrouvent donc dans un cercle vicieux : « ... ici y'a beaucoup de pauvreté, des cas de maladie mentale pis toute. Ils ne peuvent pas sortir d'un cercle vicieux, fait que ça, ça ne les aide pas. Pis là le prix des loyers monte ici. En tout cas, c'est décourageant ». Les personnes moins fortunées de Malartic, déjà en situation de vulnérabilité, voient celle-ci s'accroître avec la reprise des activités minières.

Deuxièmement, selon quelques participants, les personnes qui ne possèdent pas de voiture se retrouvent plus vulnérables depuis le réaménagement de la ville, car la localisation du IGA n'est pas centrale. Ainsi, un citoyen se réjouit de la venue de cette nouvelle épicerie, mais constate « que tous ceux qui étaient à pieds, les plus pauvres qui ont resté... Pas qui ont été déménagé, mais qui étaient dans ce bout-ci, y'avait ben des personnes âgées ou sur le BS [...], mais aller à pied là-bas, ils ont pas d'autos, c'est rendu loin là. Faut qu'ils se démerdent, c'est compliqué ». Un autre résident souligne que le déménagement du HLM a privé ces résidents des services de proximité : « ... c'est vrai y'avait le HLM à côté de la Villa, fait que les gens du HLM c'est sûr qu'ils allaient à l'église, ils étaient à 2 minutes de la banque, 2 minutes de l'épicerie, t'sais toute leur qualité de vie, moi j'trouve qu'elle s'est détériorée beaucoup, les HLM ». L'accès aux services est dorénavant compromis pour ces résidents à faible revenu.

Les locataires

Selon plusieurs citoyens et acteurs du milieu communautaire, les locataires se retrouvent généralement défavorisés et vulnérables depuis la mise en œuvre du projet Canadian Malartic.

Auparavant, Malartic paraissait reconnue pour être une municipalité aux faibles tarifs locatifs. L'arrivée de la mine, la démolition de certains immeubles locatifs et la construction de nouveaux immeubles ont amené une hausse apparemment fulgurante de ces tarifs. Selon les participants, ce contexte a placé les locataires dans une position de grande insécurité : « ben ils ne savaient pas dans quoi ils iraient. Ils savaient qu'ils seraient déménagés. Ben plus l'insécurité de savoir... t'sais quand tu payes pas cher, ben pas cher, moins cher, tu vas pas t'en aller payer un 700 \$! ». Des citoyens ont formé un regroupement pour la défense des droits des locataires, et ont obtenu une entente, qui stipulerait que pendant trois ans Osisko assumait la différence entre l'ancien et le

nouveau bail. Par la suite, les locataires doivent se débrouiller. La fin de l'entente étant arrivée, plusieurs loyers se videraient maintenant et les occupants ayant les moyens de le faire quitteraient Malartic.

Comme pour les personnes moins scolarisées et à faible revenu, les participants croient que plusieurs locataires n'ont pas su bien se défendre ou négocier durant les déménagements. À ce sujet, un citoyen raconte :

« Fait qu'ils ont fait venir tous les locataires, mais les locataires étaient tout seuls, y'a pas personne qui les représentait tous les locataires concernés. Ils ont fait ça à la salle des chevaliers de Colomb pis là ils ont expliqué que c'était ça qui est ça. Fait que tu signes sinon "arrange-toi". Pis c'est pour ça que les locataires ont signé pis la plupart, c'tait des gens démunis financièrement, mais démunis aussi par rapport à la négociation, par rapport à leurs droits et tout ça. Fait que c'est d'même qu'ils se sont faits avoir ».

Un locataire rencontré exprime n'avoir reçu qu'une dinde de la part de la mine, pour toute indemnité : « Mais les locataires on n'avait rien fait que on était ben contents d'avoir une dinde! Mais c'tait nous autre les dindes, parce que moi c'est ça j'dis, les locataires subissent aussi, parce qu'on n'a pas de loyer, on n'a rien pis y'ont rien eu les locataires ».

Finalement, quelques participants ont souligné l'insécurité vécue par les locataires durant la période de déménagement, concernant le moment de la délocalisation, le lieu du futur logement et le prix du loyer à long terme.

Les enfants

Quelques participants ont ciblé les enfants comme personnes vulnérables et deux facteurs sont en cause.

Premièrement, un ancien résident souligne que la mauvaise qualité de l'air de Malartic risque d'incommoder particulièrement les jeunes enfants : « Pis les enfants, je regarde un parent qui a été obligé lui de déménager parce que ses enfants, lui, y'étaient malades, ils font des allergies. Les enfants qui sont le moins fragiles au niveau de la santé, ici, c'est dangereux pour eux autres ».

Deuxièmement, un petit nombre de participants ont souligné que les enfants sont plus vulnérables au changement du milieu de vie, et ont davantage de difficulté à s'adapter aux déménagements. Entre autres, un participant ayant quitté Malartic a raconté comment le déménagement a entravé le processus scolaire de son fils : « En déménageant à Val-d'Or, il a perdu une année complètement. Il a perdu une année. Même, j'peux vous dire, des fois il a triplé son anglais, il a été sur le bord de tripler son français. Ça a été pénible, lui là ça l'a touché beaucoup beaucoup. Y avait une fragilité au niveau de l'apprentissage, de changer d'école, moi je pense la peine, changer de prof t'sais ».

Toutefois, selon un participant travaillant à la garderie, la mine fait partie du quotidien des enfants, qui « jouent à la mine » à la garderie. D'après ce participant, les enfants ne seraient donc pas « traumatisés » par les sautages.

Autres

L'analyse des témoignages recueillis a aussi fait ressortir d'autres catégories. Même si ces sous-groupes ont été ciblés par peu de participants, ils sont dignes de mention, car ils nous aiguillent vers d'autres types de vulnérabilités. Les personnes identifiées sont celles qui sont « sensibles », les Malarticois absents lors du déménagement du quartier sud et des suites du projet Canadian Malartic,

les personnes ayant des problèmes de santé mentale et les résidents qui ne se préparent pas à la fermeture de la mine.

Les personnes « sensibles »

Quelques participants ont mentionné que les personnes nostalgiques, qui ont une moins bonne capacité d'adaptation, qui sont négatives ou « moins fortes » psychologiquement et de caractère représentent les personnes les plus vulnérables. Un employé d'Osisko qui partage cette opinion parle d'une question de nature humaine : « Ben y'a la nature humaine... je veux dire, certains sont plus capables de faire la part des choses, de faire un bilan et je dirais de... de s'oublier un peu pour voir le bénéfice global que ça va apporter ». Selon ces participants, ces personnes seraient moins outillées psychologiquement pour faire face aux changements, et représentent donc un groupe plus vulnérable à la reprise des activités minières à Malartic.

Les Malarticois qui étaient absents

Selon un citoyen, les Malarticois absents de la ville lors de l'arrivée d'Osisko représentent un groupe plus vulnérable aux changements apportés par la reprise des activités minières, car ils n'ont pu les intégrer au fur et à mesure. Il partage ainsi avoir l'impression que « les gens qui ont vécu ça en ville étape par étape, c'est comme correct. Mais pour ceux qui sont partis des années pis qui reviennent, ça leur fait vraiment un choc ».

Les personnes ayant des problèmes de santé mentale

Un ancien résident de Malartic a souligné que les personnes ayant des problèmes de santé mentale sont très affectées par les changements découlant de la relance minière à Malartic, car elles sont plus fragiles. Il soutient cette idée en donnant l'exemple d'une connaissance ayant besoin de services psychiatriques, qui était très fonctionnelle avant l'arrivée de la minière, mais qui a dû être hospitalisée « toute l'année des déménagements ». Cette personne a retrouvé son bien-être en déménageant à Val-d'Or.

Lorsque la mine fermera

Au sein de l'échantillon de personnes interrogées, un citoyen croit que les personnes les plus vulnérables sont à venir. Ce participant explique que plusieurs résidents ne se préparent pas à la fermeture de la mine, ce qui pourrait occasionner des problèmes psychologiques et sociaux importants :

« Ceux qui auront fait un gros coup d'argent vont se retrouver avec leurs beaux biens. Ils vont être heureux avec leurs belles maisons qui ne seront plus vendables. Ils vont rester avec. Ça va faire des sujets qui vont probablement pouvoir nourrir l'industrie de la psychiatrie à Malartic, parce que c'est des gens qui vont avoir été sur un *high* pendant tellement d'années à rouler sur la richesse. Quand ils vont se retrouver dans une pauvreté, n'auront pas su développer par paresse la capacité de s'adapter à un changement de style de vie. Ça fait qu'ils vont déprimer pis ils vont venir consulter ici, pis la nouvelle richesse ça va être santé mentale et psychiatrie ».

Changements socioculturels

Les changements socioculturels rapportés par les participants portent sur le rapport de dépendance de la population envers la minière ainsi que le sentiment d'appartenance et de fierté à Malartic.

RAPPORT DE DÉPENDANCE RESENTI DE LA POPULATION ENVERS LA MINIÈRE

Au cours des discussions, plusieurs participants de toutes les catégories ont évoqué qu'une relation de dépendance s'était ressentie entre les Malarticois et Osisko, du fait que les premiers considèrent la seconde comme « la vache à lait de Malartic » et la sollicitent dès qu'ils ont des besoins. Ils jugent que cette situation, néfaste en elle-même, entraîne aussi des effets indésirables.

Plusieurs participants disent avoir remarqué que les Malarticois ont pris l'habitude de se tourner vers Osisko lorsqu'ils ont besoin de financement pour réaliser leurs projets. Plutôt que de chercher à s'organiser entre eux, dans la communauté, comme ils le faisaient avant, ils « se tournent tout de suite [vers Osisko], c'est comme la solution facile ». Les participants n'aiment pas cette disposition renvoyant l'image qu'il n'y a qu'Osisko pour soutenir les initiatives locales à Malartic, comme l'exprime cet employé de la minière : « parce qu'on demande toujours à Osisko, on demande toujours à Osisko, on demande toujours à Osisko! Mais c'est quand même pas Osisko qui fait virer la ville ». La tendance à croire que la minière va tout payer enlèverait l'esprit d'initiative aux citoyens, une passivité critiquée entre autres par cet acteur du milieu communautaire : « les gens ne se sentent pas concernés, mais ils ne voient pas que c'est leurs conditions de vie dont il est question ». Pour ces participants, la situation reflète le lien de dépendance en train de s'établir entre les citoyens et la minière, où le soutien financier de cette dernière apparaît indispensable au développement de la communauté.

Ces participants soulignent différents effets négatifs découlant du rapport de dépendance perçu entre les Malarticois et Osisko. D'une part, ils croient que la « mentalité de dépendance » enjoint un bon nombre de citoyens à adopter un comportement conforme aux volontés de la compagnie, de peur qu'en lui déplaisant elle n'abandonne son soutien à la communauté. De fait, lors des entretiens, quelques participants ont rappelé l'importance de ne pas sursolliciter la compagnie ou de la « laisser tranquille » pour qu'elle puisse faire son profit. Dans les mots d'un résident, « Osisko ils sont ben généreux, mais à un moment donné faut qu'ils pensent à eux autres! ». Un autre résident a eu l'impression que certains citoyens s'appropriaient les intérêts de la mine : « alors l'attitude des gens, c'était n'importe quoi, on aurait dit que la mine ça leur appartenait tabarouette. C'est comme s'ils s'occupaient des intérêts de la mine [rires] ». Ce type d'attitude d'obéissance voire de soumission renforce à leur avis le pouvoir de la minière à Malartic.

D'autre part, ces participants craignent les effets à long terme de la dépendance de la population à l'égard de la compagnie. En ce moment, comme « Osisko paye pour tout, le monde ne se force même plus », selon un nouvel arrivant employé chez Osisko. Bien conscients que « dans le fond, le sort de notre ville, y'appartient pas à Osisko, y'appartient à la communauté », les participants ont l'impression que les Malarticois ne prennent pas leur destin en main et se laissent porter par la vague Osisko. Ils se demandent donc ce qui va se produire lorsque la mine sera fermée et que les Malarticois seront laissés à eux-mêmes, sans grande source de revenus pour soutenir le développement de la ville et sans avoir appris à se débrouiller par eux-mêmes. Un employé d'Osisko est critique de cette situation : « ils [Osisko] pensent "ah on va sauver Malartic". À date vous les rendez plus dépendants que d'autre chose... j pense que c'est ça que je retiens le plus, c'est que la ville est dépendante d'Osisko. Y'a aucune autre entreprise qui s'est implantée ».

SENTIMENT DE FIERTÉ

Au cours des discussions, les participants ont abordé la question du sentiment d'appartenance à Malartic et de la fierté éprouvée en lien avec la reprise des activités minières. Les participants se classent dans l'un ou l'autre des trois cas de figure suivants : soit ils ne notent aucun changement, soit le sentiment d'appartenance et de fierté sont plus forts, soient ces derniers sont plus faibles.

Aucun changement

Seulement deux participants, un résident et un employé d'Osisko, soutiennent que l'arrivée de la compagnie minière à Malartic n'a eu aucune incidence sur le sentiment d'appartenance des Malarticois. Selon eux, la présence d'une grande industrie dans une communauté n'affecte en rien l'attachement des résidents envers cette communauté : « pis comme je te dis, le sentiment d'appartenance, les gens l'avaient avant à Malartic! Pourquoi qu'ils l'auraient plus?! » Ces participants indiquent que la démolition ou la relocalisation des maisons du quartier sud n'a pas fait vaciller leur sentiment d'appartenance, car ils sont attachés aux gens et non aux lieux.

Sentiment de fierté plus fort

Plusieurs participants, de toutes les catégories à l'exception des anciens résidents, trouvent que les Malarticois ont un sentiment d'appartenance plus fort à leur communauté depuis que la reprise des activités minières. Ce sentiment repose principalement sur le fait qu'Osisko a « redonné une fierté à Malartic » grâce à la « nouvelle image » de ville et, dans le cas des travailleurs miniers, au fait d'appartenir à la « grande famille Osisko ».

Ces participants évoquent le changement d'apparence de la ville pour signifier que la ville a « gagné en *standing* » depuis l'arrivée de la minière. Un employé d'Osisko se réjouit du fait que Malartic « n'est plus juste le petit frère ou ben le cousin de Val-d'Or. Pis rien qu'une banlieue de Val-d'Or ». Selon eux, la modernisation des infrastructures et les travaux de réfection des dernières années ont contribué à redorer l'image et le statut de Malartic, la faisant passer d'un « village de B.S. » à un attrait de la région, tel que l'indique ce participant travaillant à la mine : « pis les rues sont plus comme elles étaient, pis y'a du monde de Val-d'Or qui viennent avec leurs enfants icitte au parc. Les jeux d'eau pis les skateboards, ces patentes-là pour les jeunes, y'a même pas ça à Val-d'Or ». Ces améliorations suscitent un sentiment de fierté chez les Malarticois, à l'égard de leur ville et de ce qui s'y passe :

« C'est plus la même ville qu'avant, non, mais pas du tout... on est plus fiers de Malartic » (Osisko)

« Tu vois, y'a comme une fierté aussi, hein? De voir qu'on a vraiment de belles institutions » (citoyen)

« C'est merveilleux! C'est l'école la plus hi-tech au Québec! Elle est à Malartic! » (nouvel arrivant)

Les participants constatent que cette fierté retrouvée a un effet d'entraînement positif, c'est-à-dire qu'elle incite les citoyens à se prendre en main, renforçant ainsi leur sentiment d'appartenance à la ville. Un nouvel arrivant employé chez Osisko trouve « que les gens commencent à être un peu plus fiers. Y'a des gens qui travaillent beaucoup plus qu'avant, les gens rénovent beaucoup. Les gens s'achètent des maisons. Je vois qu'il y a une progression ». Entre autres gestes que les citoyens et les organismes posent maintenant sont citées les rénovations, l'entretien des maisons et des terrains, les rues mieux pavées et les projets de rénovation de la rue Royale financés par la ville : « la ville a tout refait en flambant neuf, on est corrects pour 50 ans! ».

De plus, plusieurs citoyens, commerçants et membres du pouvoir municipal se réjouissent que Malartic ait été « mis sur la map » grâce au projet d'Osisko. Un résident exprime son appréciation par une boutade : « là asteure le monde sait c'est où, c'est "la ville avec le trou". Quand on était petits on disait qu'on restait dans un trou, asteure on dit qu'on reste à côté! [rires] ». Si le fait que « le monde entier ait entendu parler de Malartic » est source de fierté pour plusieurs participants, d'autres y sont indifférents, comme ce résident relocalisé : « ce qu'on nous dit c'est que maintenant on est une ville

dont on parle même en Europe. Mais personnellement, je me fous pas mal qu'à Paris on sache que Malartic existe ».

Par ailleurs, les travailleurs d'Osisko rencontrés sont nombreux à avoir mentionné la fierté qu'ils éprouvent à faire partie de cette entreprise, à y occuper un emploi bien rémunéré et à participer au « plus gros projet de mine à ciel ouvert en Amérique du Nord ». À ce propos, l'un d'eux indique : « pour moi et mes compatriotes de travail, je pense qu'il y vraiment une fierté de travailler pour ça ». Des participants qui ne travaillent pas chez Osisko remarquent aussi ce sentiment de fierté chez les employés d'Osisko, qui selon eux se répercute sur l'ensemble de la communauté. Ainsi, selon un résident :

« Ça l'a amené une très, très grande fierté en ville par rapport à l'emploi, ça aussi parce qu'avant ça, tu rencontrais du monde : “pis tu travailles-tu? Tu travailles-tu?” Hey, pis là tu vois déjà le monde, ils arrivent, ils ont déjà leur *jacket* Osisko, leur calotte Osisko, ils sont fiers pis c'est une belle fierté. Pis c'est de l'emploi qui paie bien. Moi je trouve que c'est ça aussi qui a le plus changé au niveau de la ville, au niveau de la fierté du monde ».

Ces participants croient qu'à mesure que les citoyens vont reconnaître le travail accompli par la minière à Malartic, ceux-ci seront de plus en plus fiers d'y vivre : « je m'attends à ce que le sentiment d'appartenance pis la fierté va monter aussi ».

Perte du sentiment de fierté

Plusieurs citoyens et la majorité des anciens résidents indiquent que leur sentiment d'appartenance à Malartic a faibli, voire disparu, depuis la mise en œuvre du projet Canadian Malartic. Ils expliquent cette perte par les nombreux deuils qu'ils doivent faire, énumérant la perte de « coins de nature », de patrimoine et d'histoire, de « souvenirs à transmettre à leurs enfants », de « coins de rendez-vous » et de « réseaux d'amis ».

Ces participants disent s'être sentis dépossédés de leur ville dès le moment où la minière a commencé ses travaux d'exploration. Par exemple, en raison des portions de rues bloquées par la minière pour effectuer ses sondages et des interdictions de circuler à certains endroits imposées aux citoyens, les participants avaient le sentiment de ne plus être maîtres chez eux. Selon un employé d'Osisko, c'est « un déchirement pour les gens qui sont natifs de Malartic, ça l'a été assez douloureux pour eux autres. T'sais, c'est comme le géant qui arrive pis “c'est de même que ça se passe, tassez-vous!” ». Les participants citent aussi fréquemment le sentiment de privation ressenti lorsque la minière a pris possession des anciennes *slams* et les a interdit d'accès aux citoyens. Les *slams* étaient leur « terrain de jeu » : « oui ben on allait jouer là-dessus, ça nous appartenait ». Les Malarticois allaient y faire du quatre-roues, du ski-doo ou de la bicyclette, marcher, promener leur chien et cueillir des petits fruits. Ainsi, pour quelques-uns, l'inaccessibilité des anciennes *slams* en raison du développement du projet minier est vécue comme une réduction de l'espace de vie, un sentiment capté par les propos de ce résident relocalisé : « y'en a qui s'en foutent complètement, moi c'était mon pays ». Ce que les participants vont valoir, en somme, c'est que la place importante que s'est taillée la compagnie minière à Malartic a bouleversé leurs habitudes et leur milieu de vie de telle sorte qu'ils ne se sentent plus chez eux à Malartic. Un citoyen avance que « tu perds le sentiment d'appartenance à Malartic parce qu'Osisko a pris comme trop de place ». De ce fait, il leur est difficile de faire murir leur sentiment d'appartenance envers la ville : « le sentiment d'appartenance pour tous j'pense que ça s'en vient, mais c'est encore difficile pour certains. T'sais Osiskoville tout ça, on l'entend souvent. Donc de s'identifier à Malartic en tant que tel, j'pense que c'est encore un défi à relever pour certains ».

Dans le même ordre d'idées, quelques participants font valoir la difficulté qu'ils éprouvent à s'identifier à Malartic en raison des transformations physiques importantes que la ville a connues depuis que la minière s'y est installée. Se décrivant souvent comme des gens « très très attaché[s] au patrimoine bâti », ils sont confrontés par le changement d'apparence de la ville, dans lequel ils ne se reconnaissent pas : « Mais quand je rentre dans Malartic et que je regarde, je me dis : "c'est plus ma ville. Elle a trop changé" ». Ces participants attribuent la métamorphose de la ville à la minière et ont donc l'impression que Malartic n'est plus leur ville, mais celle de la compagnie. Un citoyen résume cette vision en disant qu'« il y en aurait bien long à dire, mais le sentiment d'appartenance... en tout cas moi j'ai plus la fierté de rester à Malartic, parce que ce n'est plus Malartic, c'est Osisko ».

Par ailleurs, la majorité de ces participants disent que leur sentiment d'appartenance s'est amoindri suite à la phase de relocalisation du quartier sud, lorsqu'ils ont vu disparaître leurs souvenirs au fil du déménagement et de la démolition des maisons et des institutions publiques. Un résident partage la difficulté de ce moment : « mais ça là quand on a vu détruire ça... t'sais, c'est tous nos souvenirs d'enfance. C'est tous nos... pis là tu vois passer ça au *chipper* [déchiqueteur]... t'sais, ça ressort à l'autre bout en petits morceaux! ». Les lieux significatifs dans lesquels étaient ancrés les souvenirs sont désormais « engloutis sous les décombres ». Un résident s'ouvre sur les pertes qu'il ressent depuis l'arrivée d'Osisko :

« Vous savez, tout le monde a une référence physique de son passé où on peut retourner. Y'a des lieux qui témoignent de notre enfance, de notre adolescence, de notre période de jeune adulte. Moi dans mon cas, tout ce qui est actuellement du côté de la mine, de la méga-fosse de la mine à ciel ouvert, ça se retrouve tout là mon passé. Ce qui fait que moi pour moi c'est un étrange sentiment qui m'habite. C'est comme si j'avais subi l'amputation d'une partie de ma vie, qui est complètement effacée, à laquelle je n'ai plus accès. Entre autres, où je suis allé à l'école primaire, à l'école secondaire, l'Épicerie Saint-Pierre où j'achetais mes premières grosses bières quand j'avais 16 ans, aller glisser sur la *slam* de la mine Sladen, à la côte Canadian, aller construire des forts dans le bois, mes premiers *french kiss* aussi dans certains des sentiers où j'allais marcher. Même quand j'avais quarante ans là, j'aimais ça retourner dans ces lieux-là. »

Selon eux, l'attachement à la ville se ressent de l'effacement des lieux importants pour les citoyens, par exemple les maisons des résidents du quartier sud :

« Parce que y'a des gens qui avaient des maisons que ça fait des années pis des années... même si elles étaient pas belles leurs maisons, elles étaient enracinées là [de père en fils]. Eux-autres c'était leur maison, c'était tout leur vécu qui passait pis quand tu voyais les maisons se faire démolir... Ah moi les frissons me levaient sur les bras. Des fois on marchait pis on regardait, on voyait une maison complètement jetée à terre. Il restait plus rien de la maison, mais plus rien là. C'est comme si ils m'enlevaient une partie de moi [...] »

En conséquence de la disparition de souvenirs forgés à Malartic et des lieux significatifs qui les évoquaient, les participants se sentent « déracinés » et moins attachés à la ville. Quelques-uns ont de plus indiqué que leurs enfants, qui habitent à l'extérieur de la région, ne voient plus l'intérêt de revenir à Malartic parce qu'ils ne retrouvent les traces de ce que les liaient à la ville.

Quelques participants, de différentes catégories à l'exception des anciens résidents, sont critiques à l'égard de cette perspective. Ils disent généralement comprendre que des citoyens soient nostalgiques d'avoir perdu les souvenirs associés au quartier sud. Par exemple, un employé d'Osisko indique : « j'ai quand même grandi dans ce quartier-là, c'est mon quartier d'enfance pis j'ai joué dans

le bois, je suis allée glisser sur la *slam*. Fait que t'sais je connais vraiment le sentiment d'appartenance que les gens avaient de ce quartier-là ». Cependant, en raison du mauvais état dans lequel se trouvait selon eux le quartier sud, ils jugent que « les nostalgiques » devraient reconnaître ce que la ville a gagné plutôt que de s'accrocher au passé. Un autre employé d'Osisko avance que « les nostalgiques de l'école, oui, mais... câline, on vas-tu imposer à nos enfants d'aller là-dedans encore quand on peut avoir pas mal mieux? ». En fait, ils pensent que plusieurs citoyens de Malartic, passés et présents, devraient lâcher prise. Un résident clôt le sujet en déclarant : « quand ta paire de souliers est finie, tu fais quoi avec? Tu la mets dans la poubelle bon! Et pour moi, ça a été ça un peu et j'ai eu de la misère à comprendre que les gens pleuraient sur des souvenirs comme ça ».

Synthèse des effets psychologiques et sociaux des changements après 2009

Les Malarticois ont été confrontés à de nombreux changements depuis le début de la construction des installations minières et l'entrée en production de la mine Canadian Malartic. Cette dernière fait désormais partie de leur quotidien. Les individus ont réagi de différentes manières au fait que la mine fasse désormais partie de leur quotidien, certains de façon plus positive que d'autres, et dans une attitude généralement teintée par l'expérience vécue depuis 2006. Par ailleurs, si la relance des activités minières a marqué profondément le climat social de la ville, les tensions semblent aujourd'hui moins vives.

LE CLIMAT SOCIAL

Globalement, les participants pensent que la multitude de changements survenus à Malartic depuis l'arrivée de la mine a laissé des traces dans la communauté en raison des tensions qu'elle a suscitées. Une lueur d'espoir est cependant notée par plusieurs participants qui considèrent que le climat social commence à se recouvrer.

La perception la plus répandue chez les participants demeure que la reprise des activités minières à Malartic va laisser une marque indélébile dans la communauté. Un employé d'Osisko croit que l'arrivée d'Osisko « ça a été comme un déchirement un peu. Y'a eu, il va y avoir eu avant pis après ». Au moment des derniers entretiens, à la fin de l'été 2013, plusieurs participants ont mentionné encore « sentir » à Malartic que des résidents sont « pour » Osisko et d'autres sont « contre ». Ils disent être conscients du fait que tous les Malarticois ne sont pas heureux de leur sort actuellement. Un nouvel arrivant remarque par exemple que « les gens qui restent proches du mur, eux-autres on sent qu'il y a une certaine amertume ». La cohabitation entre les deux « clans » représente selon eux un défi, un résident doutant même qu'il soit possible que la communauté revienne à son état pré-Osisko.

Néanmoins, plusieurs participants notent une amélioration du climat social depuis quelque temps, la communauté étant à leur avis moins polarisée et en train de se resserrer. Un résident explique ainsi l'évolution de la situation : « c'est sûr que quand ils [Osisko] sont arrivés, t'avais vraiment deux positions dans la société, l'ambiance était moins l'fun. [...] Oui, ça a fait des chicanes entre ceux qui étaient pour et contre, mais là en ce moment ça s'est replacé ». Ces participants évoquent différentes raisons pour expliquer ce « retour au calme », notamment le fait que les citoyens s'habituent et se résignent à la présence de la mine et aux nuisances qui accompagnent ce type d'industrie. Ils croient que le temps qui a passé depuis le processus de relocalisation du quartier sud a été bénéfique en permettant aux plaies de commencer à se cicatriser. Ils notent aussi une diminution des effets délétères du traitement médiatique des événements se produisant à Malartic depuis que le projet Canadian Malartic fait moins souvent les manchettes.

Les effets du traitement médiatique des événements à Malartic

Plusieurs participants ont discuté des médias en parlant de leur impact généralement négatif sur le climat social de Malartic. Ils ont l'impression que les journalistes ne rapportent pas de façon juste ce qui se passe chez eux.

Un bon nombre des participants ayant abordé la question du traitement médiatique, à l'exception des anciens résidents et des acteurs du milieu communautaire, n'apprécient pas le portrait de Malartic et des activités minières qui s'y déroulent dépeint par les médias depuis l'arrivée d'Osisko. Un nouvel arrivant est d'ailleurs très critique à propos de la couverture médiatique du projet, qui selon lui « a été mauvaise, en fait c'était plus de la désinformation pour faire du sensationnalisme ». Ces participants jugent qu'il y a eu « surenchère » et que les faits étaient « exagérés dix fois pis quinze fois... comme... la petite maison qu'ils ne voulaient pas démolir, c'était une vraie farce ». Ils considèrent que les médias ont rapporté plus fréquemment la voix des résidents critiques à l'égard du projet minier, donnant une image démesurément négative. Selon un résident relocalisé, « même les journalistes, y'étaient, ils voyaient juste ceux qui, ceux qui étaient négatifs! ». Ils soutiennent entre autres que le Comité de vigilance, comme il « parlait très fort », a retenu davantage l'attention médiatique que le Comité de suivi. À cet égard, un nouvel arrivant travaillant chez Osisko soutient que « tout ce qu'ils [le Comité de vigilance] ont, c'est l'oreille des médias, qui ne vont pas voir le Comité de suivi. Mais c'est beaucoup plus intéressant d'aller voir le Comité de vengeance... [rires] ah, vigilance, c'est ça! ». Ils estiment pourtant que la « majorité silencieuse » est favorable au projet d'Osisko, comme le rapporte ce citoyen : « nous autres on est silencieux par le fait qu'on est satisfaits pis on trouve ça extraordinaire ce qu'ils ont fait pour nous autres. Pis qu'ils font encore pour nous autres, ça continue ». Conséquemment, l'information donnée dans les médias sur tout élément lié au projet minier leur apparaît biaisée et partielle. Un nouvel arrivant fait valoir qu'« y'a toute une qualité de vie ici. Tout ce qu'on entend dire dans les journaux, c'est que les gens sont énervés parce qu'il y a quelques vibrations pis y'a 45 décibels. C'est de la fausse information ».

Plusieurs participants ont dit être agacés par la nature des articles publiés sur Malartic, comme ce citoyen : « nous autres, on n'arrêtais pas de dire [que] ça nous agressait ». D'autres sont carrément choqués par cette mauvaise image, entre autres ce travailleur d'Osisko qui raconte que « ça c'était plate en même temps pour l'image que ça donnait pis les faussetés qui ont été dites là-dedans, ça... j'ai des frustrations là-dessus! ».

Cependant, quelques participants du milieu communautaire ont aussi soulevé le manque de neutralité des médias, mais en le présentant comme favorable à la minière. Ils estiment que les médias jouent le jeu d'Osisko en ne confrontant pas l'information qu'elle fournit avec d'autres sources d'information.

Les participants pensent que le traitement médiatique des événements se rapportant à la reprise des activités minière à Malartic a contribué à envenimer les relations entre les résidents, nuisant au climat dans la ville. Par exemple, ils estiment que la mauvaise presse faite à la compagnie a créé des tensions entre les travailleurs d'Osisko, qui cherchaient à redorer l'image de la minière sur la base de ce qu'ils vivaient « de l'intérieur », et une partie de la population qui voyait les choses autrement, « de l'extérieur ». Aujourd'hui, ces participants croient que les tensions sont moins intenses dans la ville puisque Malartic est moins présente dans les médias. Ainsi, selon un citoyen, « le fait que c'était tellement dans les médias, le monde en entendait toujours parler. J pense qu'il y a eu une écœurantite aigüe. Fait que c'est pour ça je pense que les tensions étaient aussi vives ».

LES RÉACTIONS INDIVIDUELLES

Les réactions individuelles à la présence de l'industrie minière à Malartic et aux changements qu'elle a entraînés sont variables. Au quotidien, les participants disent vivre de la satisfaction, de la méfiance, un sentiment d'impuissance, du mécontentement, de la déception ou être déprimés. En grande partie, ces états et émotions rejoignent et s'inscrivent dans la continuité des réactions individuelles manifestées lors de l'annonce du projet d'Osisko et la phase de déménagement. Ils sont également liés à l'appréciation de la gestion au moment des entrevues (2012-2013).

Satisfaction

Pour la plupart des participants qui travaillent chez Osisko, l'implantation de la minière a engendré un sentiment de joie et de contentement. Pour quelques autres participants provenant d'autres catégories à l'exception des anciens résidents, cette joie s'est traduite par un sentiment de fierté, comme l'exprime ce citoyen : « Pour moi personnellement, c'est plus une grande fierté que ça a apporté. C'est vraiment ça le plus gros changement que je vois personnellement ». Cette fierté individuelle rejoint la fierté ressentie globalement au sein de la communauté, détaillée à la section *sentiment de fierté*; p.68 et dont l'essence est résumée par les propos de cet employé d'Osisko : « sont contents, ils viennent voir la mine pis les grosses machines, ils n'en reviennent pas. C'est le fun de voir le monde qui sont fiers, au moins que ça soit pas une ville morte ».

Un bon nombre de participants de différentes catégories ont ressenti de la joie devant le changement d'énergie de la ville. Abordé par la bande dans la section *changement socioéconomique*; p. 53, ce contentement repose sur le bonheur des participants de voir « qu'il se passe quelque chose à Malartic » et que la ville est plus dynamique. Comme le décrit cet employé d'Osisko : « Là quand tu te promènes en ville t'en rencontres du monde. Ça crie, ça flashe, c'est pas mal plus vivant, j'aime ben mieux ça de même ». Plus précisément, ces participants soulignent les nouvelles infrastructures, la vie culturelle plus riche, le parc, la piste cyclable, etc. Le centre-ville semble avoir été revitalisé, et quelques participants saluent l'augmentation des revenus de la ville et le soutien de la minière grâce au FEMO, dont ce citoyen : « ils ont fait le FEMO, le fonds d'essor pour Malartic, qui donne de l'argent un p'tit peu à toutes sortes d'organismes en ville. Ce qui leur permet de faire toutes sortes d'activités qu'on n'avait pas avant ». Quelques participants ont partagé apprécier le nouveau centre-ville et le fait que tout soit proche. Un nouvel arrivant travaillant chez Osisko résume bien l'ensemble des propos recueillis à cet égard : « tous les aspects, on a le travail, la nouvelle ville, la communauté, on est proches, tout est là pour qu'on vive bien ».

Méfiance

Quelques participants ont fait part de la naissance d'un sentiment de méfiance dans la communauté dès l'annonce du projet. Pour ces participants, ce sentiment semble encore bien présent. Ils disent ne plus savoir sur qui ils peuvent compter et ont peur les uns des autres, comme le décrit ce résident déménagé : « C'est... on peut pas parler des mines, c'est un sujet tabou, oui et dangereux, dangereux. Tu te fais des ennemis ». De même, quelques-uns ont exprimé ne pas savoir avec qui exprimer leur vision des changements vécus, ni partager leurs expériences ou leurs inquiétudes. Le thème est donc évité; selon un citoyen, « y'a plus personne qui parle d'Osisko, c'est comme un projet tabou ».

En raison de l'intimidation vécue depuis l'arrivée d'Osisko, qui s'est effectuée par différents acteurs, quelques participants observent que plusieurs citoyens ont peur de la compagnie et de ses employés, et qu'ils n'osent maintenant plus s'exprimer. Un ancien résident trouve que « c'est tellement choquant de voir comment le monde se sont fait museler. Comment le monde veut pas

parler, comment qu'ils ont peur de parler ». Ces témoignages démontrent que l'intimidation prend différentes formes, parfois subtiles, et qu'elle a des effets persistants.

Quelques travailleurs d'Osisko sont méfiants dans ce climat conflictuel, et font donc attention à ce qu'ils disent ouvertement par rapport à la compagnie. Lors d'un entretien, un participant spécifie qu'il se sent lié au formulaire d'éthique qu'il a signé lors de son embauche chez Osisko et se restreint dans ses propos. Un autre craint pour sa carrière s'il parle trop : « moi aussi je veux une carrière, je veux être directeur de quelque chose pis le monde minier c'est petit pis je me rends compte que c'est *totché* [délicat], c'est p't'être trop politique à mon goût, parce que tu peux pas vraiment t'exprimer. Peut-être que je pourrais m'exprimer librement, mais je ne prendrais pas ma chance de risquer... ».

Sentiment d'impuissance

Dans un bon nombre de cas, les participants font état du développement d'un sentiment d'impuissance envers la minière en lien avec les changements survenus à Malartic. Dans les discours recueillis, ce sentiment se révèle par une impression chez les participants de subir la situation sans pouvoir intervenir ou changer le cours des choses. Quelques résidents actuels et passés de Malartic traduisent cette émotion en comparant leur situation à celle de David et Goliath.

Plus particulièrement, le sentiment d'impuissance est ressorti chez les participants qui disent avoir tenté d'élever la voix et qui ne se sont pas sentis écoutés. Par exemple, quelques participants affirment qu'ils ont l'impression qu'il ne se passe rien quand ils font des plaintes, et que la manière d'agir d'Osisko reste inchangée. Plusieurs autres participants soulignent que ni les résidents ni les comités de citoyens ne peuvent influencer la minière, car le rapport de force est inégal. Un citoyen précise que le Comité de vigilance ne peut pas faire le poids face à une compagnie qui a des milliards à sa disposition. De manière un peu plus large, plusieurs répondants dénoncent que la population ne soit pas écoutée et n'ait pas de pouvoir devant la minière. Le témoignage d'un résident illustre bien ce propos : « Les citoyens ont essayé de prendre leur place puis y'a eu de la mobilisation et ça n'a pas vraiment changé... [...] Osisko se serait implanté même si les citoyens se seraient mobilisés ». Le sentiment d'impuissance est bien présent chez ces individus, qui sentent que les citoyens ne peuvent pas changer les choses.

Par ailleurs, un petit nombre de participants, majoritairement des employés d'Osisko, ne semble pas partager ce sentiment. Au contraire, ils soulignent que la compagnie s'organise pour ne pas perturber la communauté, citant comme exemple le fait que les citoyens ont fait changer l'heure des dynamitages pour ne pas troubler les messes. Un autre participant, travaillant pour la minière, sent qu'il peut changer des choses, car sa revendication à la mairie a été entendue : « Mais ça l'a été fait en tout cas, fait que oui, on peut avoir de petites influences parfois, je pense que oui! ». Ainsi, le sentiment d'impuissance résultant de l'impression de ne pas se sentir écouté n'est pas unanime au sein des participants.

Le sentiment d'impuissance a également été répertorié chez plusieurs participants qui ont témoigné qu'il était impossible de se battre contre une minière. Pour ces participants, les minières possèdent trop de pouvoir, et elles procèdent à leurs activités au détriment du bien-être des gens et de l'environnement. Cette forme du sentiment d'impuissance vient du fait que la compagnie semble pouvoir faire ce qu'elle veut à Malartic et qu'elle est impossible à influencer, comme en témoigne ce résident : « kessé veux-tu faire contre une si grosse machine? ». Quelques participants précisent que le pouvoir des mines provient de la Loi sur les mines et dénoncent le laxisme des normes gouvernementales. Un citoyen pointe davantage le capitalisme et la mondialisation comme responsable de la puissance des mines. En somme, ces participants semblent se sentir impuissants

devant la logique des marchés qui guident les activités des exploitations minières, qui se déroulent au détriment de leur qualité de vie. Comme l'illustre bien ce citoyen : « J'ai appris que pour l'or, tout est possible ».

Finalement, les entrevues révèlent un sentiment d'impuissance généralisé chez quelques répondants devant la situation de Malartic ou devant leur situation personnelle. Ces témoignages sont ceux d'individus qui ont le sentiment de subir la situation, de se retrouver devant le fait accompli ou d'être confrontés à l'impossibilité de faire changer les choses. Ce qui unit ces participants est un sentiment d'être démunis par rapport à la situation et de croire qu'il n'existe plus aucun recours. D'ailleurs, ce sentiment a poussé la majorité de ce groupe de participants à déménager de Malartic, comme l'explique cet ancien résident : « À un moment donné j'me suis dit "c'est assez! Y'a rien à faire, ils s'en viennent, pis ils vont rentrer pis regarde ben, même si j'me garrocherais à terre à quatre pattes, ça va pas changer" ».

Mécontentement

Plusieurs participants de diverses allégeances ont manifesté dans leurs entretiens des signes de mécontentement. Sans nécessairement ressentir une grande frustration, certaines situations ont provoqué chez eux des sentiments de gêne ou d'irritation.

La plupart des nouveaux arrivants à Malartic déplorent que quelques personnes se plaignent sans cesse, ce qu'ils réprouvent. Ces participants ne comprennent pas pourquoi ces personnes critiquent autant le projet, alors que ce dernier est extraordinaire pour la ville. Un nouvel arrivant employé chez Osisko témoigne de ce qu'il a vécu : « ça c'tait dur à un moment donné quand j'entendais tout le temps les gens critiquer, t'as l'impression de travailler pour la branche géologique d'Al-Qaeda [rires]. Mais faut que ça cesse à un moment donné, ça c'est des folies ». Quelques participants favorables au projet, des citoyens et des commerçants, trouvent en outre que quelques citoyens manquent de tolérance par rapport à des inconvénients qu'ils estiment mineurs, tels les « blasts » ou le bruit provenant de la mine.

Quelques participants provenant de différentes catégories ont ressenti du mécontentement devant les agissements d'Osisko. Un petit nombre dénonce les discours d'Osisko, qui mettent de l'avant leurs bons coups et leurs réalisations sans mentionner les problèmes et les désagréments. Ces discours sont vus comme une façon d'amadouer les résidents pour leur faire oublier qu'ils vivent à côté d'un trou. Un citoyen ironise la situation : « Après ça, les joueurs de violon d'Osisko étaient bien payés. Ils sont venus ici et ils nous ont chanté une belle chanson ».

Deux participants ont partagé être dérangé par les pancartes en faveur d'Osisko dans les commerces de la municipalité, comme l'explique ce résident : « parce que moi quand je vais à mon épicerie, je ne veux pas voir Osisko ». Cet irritant les a poussés à modifier leurs habitudes de consommation.

Déception

Parmi les participants se déclarant déçus, la plupart évoquent que leurs attentes envers la minière n'ont pas été répondues. Ces déceptions touchent l'ensemble des catégories de participants. Ils croyaient que la situation de la ville serait meilleure avec l'arrivée de la compagnie ou qu'il y aurait davantage de Malarticois employés d'Osisko. Un commerçant constate que les offres d'emplois ciblent davantage des entrepreneurs de l'extérieur, qui ne sont que de passage : « Ils [les entrepreneurs] ne restent pas à Malartic. Pourtant, le coût de la vie est moins cher, mais y'a rien. Y'a rien pour garder les gens sur Malartic. C'est ça qui est déplorable... Osisko, c'est ça que je déplore ».

d'Osisko ». Ils sont nombreux à mentionner qu'ils espéraient davantage de commerces et de services à proximité, afin de ne plus être obligés de voyager régulièrement à Val-d'Or.

Quelques participants provenant de différentes catégories ont, pour leur part, ressenti de la déception par rapport au pouvoir que peut avoir l'argent sur l'attitude des gens. Comme l'explique ce résident, les valeurs économiques semblent prendre plus d'importance que l'environnement et le bien-être des gens, ce qui le désole : « L'argent a fait tomber ce qu'il y avait à mon avis de mieux chez l'être humain pis ça j'le retrouve chez plusieurs gens ici. Pis ça, ça m'attriste beaucoup de voir que des gens qui se guidouent, se *putinisent* tout ça pour de l'argent. Ils ont laissé tomber leurs croyances, leurs principes, l'importance de la terre, de l'environnement immédiat ».

Déprime

Un bon nombre de participants ont manifesté de la tristesse lors des entretiens. La tristesse peut parfois devenir profonde et prendre la forme d'un sentiment de déprime; quelques participants, surtout des résidents déménagés ou des citoyens actuels de Malartic, ont partagé avoir vécu des émotions difficiles découlant des bouleversements des dernières années.

Un ancien résident dit avoir réalisé récemment qu'il n'a pas vécu pleinement les dernières années : « Dernièrement, j'ai rencontré le géologue qui avait emménagé à côté de chez nous, chez mon frère. Il dit : "là, on s'en va, ça fait sept ans qu'on est ici". Ça l'a été comme : "sept ans!?!". Ça m'a réveillé, j'ai dit : "sept ans?!" [ton incrédule]. C'est comme si j'avais pas vécu... j'avais juste survécu pendant... je dirais six ans ». Depuis le démantèlement du quartier sud et les déménagements, un autre participant raconte qu'il a cessé de peindre. Un résident relocalisé partage quant à lui avoir perdu sa sérénité et son goût de vivre.

Un petit nombre de citoyens, pour leur part, ont précisé qu'il se sentait déprimé par rapport au fait qu'une mine à ciel ouvert vienne s'installer en plein centre-ville, comme l'exprime l'un d'entre eux : « Là où j'ai un problème pis j'ai un mal-être profond, c'est le fait qu'une mine vienne s'installer à côté de chez moi ».

Une association aborde la question du suicide, qui selon elle n'était pas en hausse au début du projet Canadian Malartic, mais pour lequel plus de demandes seraient présentées maintenant que les opérations minières ont débuté. Cependant, un participant travaillant pour la municipalité attire l'attention sur le fait qu'il y aurait moins d'interventions paramédicales à ce sujet, tandis que l'Agence de santé souligne qu'il n'y a pas de statistiques sur le sujet. Il demeure que, pour plusieurs participants des milieux communautaire, gouvernemental ainsi que des citoyens, la population « est plus affectée qu'elle ne le pense » et a vécu beaucoup de refoulement en matière psychosociale.

Conclusion du chapitre

Tous les participants remarquent que le projet Canadian Malartic a amené des changements souvent rapides pour la société malarticoise. Cependant, leur perception de l'ampleur de ces changements de même que la manière dont ils s'en disent affectés sont variables. Les participants qui ne se sentaient que peu concernés par les événements et vivaient les choses avec détachement, de même que ceux qui voyaient positivement l'ouverture d'une mine à ciel ouvert à Malartic, se sont généralement bien adaptés aux changements qu'implique un tel projet. La plupart se déclarent d'ailleurs aujourd'hui satisfaits de leur situation. D'autres ont été davantage bouleversés par les changements, témoignant être passés par différents états négatifs, dont le stress, l'insécurité, la tristesse et la colère. Ils se sont sentis bousculés par des événements sur lesquels ils n'avaient pas d'emprise et disent ne pas avoir obtenu le soutien nécessaire de la part de la municipalité et des

instances gouvernementales. Quelques-uns ont d'ailleurs choisi de quitter Malartic. Leur récit de ce qui s'est passé dans la ville depuis 2006 est empreint de nostalgie et ils parlent de cette expérience comme d'un deuil continu.

Le processus de relocalisation du quartier sud est probablement le bouleversement ayant marqué le plus profondément la communauté. Le projet a d'abord frappé l'imaginaire par son caractère ambitieux (démantèlement d'un quartier presque complet, déménagement de maisons, construction d'un quartier neuf, reconstruction d'infrastructures, etc.), suscitant espérance, scepticisme ou inquiétude. Les participants ayant passé au travers de ce processus ont généralement trouvé l'expérience difficile, mais quelques-uns sont contents de leur sort et y ont trouvé leur compte. Du point de vue physique, les participants relèvent que le démantèlement du quartier sud et les travaux de construction connexes ont transformé le visage de Malartic. Si les uns se réjouissent de cette cure de rajeunissement faisant de la ville un milieu de vie plus attrayant et dont ils sont fiers, les autres se désolent de la perte de son cachet et d'une partie de son patrimoine matériel. La composition de la population a elle aussi changé, avec le départ de familles ne souhaitant pas vivre à côté d'une fosse à ciel ouvert ou profitant de l'occasion pour s'établir ailleurs et l'arrivée de nouveaux ménages, pour la plupart des travailleurs accompagnés de leur jeune famille. Ce mouvement de population a modifié l'ambiance dans la communauté. Plusieurs participants accueillent positivement ces changements parce qu'ils considèrent que la ville est aujourd'hui plus dynamique. Les nouveaux venus, qui ont la plupart des enfants en bas âge et sont souvent originaires de l'extérieur de la région, apportent du sang neuf à la ville. Cependant, plusieurs s'attristent du départ de familles-souches et de personnes âgées, qui ont emporté avec eux une partie de l'âme de Malartic. Ces participants déplorent ne plus reconnaître leur ville et l'effritement de leurs réseaux sociaux; en conséquence, leur sentiment d'appartenance à Malartic est désormais amoindri et quelques-uns évoquent l'idée de quitter la ville.

Pour plusieurs participants, la présence d'Osisko à Malartic est synonyme d'emplois locaux stables et bien rémunérés, une perspective bienvenue pour stimuler l'économie locale. La consommation accrue des Malarticois, dont l'emploi est directement ou indirectement lié à Osisko, si elle est jugée bonne en ce sens, est relevée comme étant problématique devant une propension à dépenser dans du superflu plutôt qu'à économiser ou remplir les besoins de base. De fait, plusieurs participants notent une accentuation des problèmes de consommation d'alcool ou de drogues existants. Ils remarquent aussi une croissance des inégalités socioéconomiques, laquelle est vécue plus difficilement par les résidents déjà défavorisés et repose selon eux sur une redistribution des richesses inadéquate. Les avis sont donc partagés à savoir si la ville connaît réellement un essor économique et si les résidents bénéficient vraiment, du point de vue social, de la reprise des activités minières à Malartic. Les attentes déçues à l'égard de la revitalisation du centre-ville sont à maintes reprises rappelées par les participants. De plus, le caractère temporaire des activités minières inquiète ceux qui jugent la ville et sa population trop dépendante du secteur minier. Ils anticipent entre autres le sort des jeunes Malarticoises, qui de plus en plus fréquemment font le choix de ne pas terminer leurs études et d'avoir des enfants lorsque leur conjoint obtient un emploi à la mine.

Les participants ont ciblé plusieurs groupes de personnes potentiellement vulnérables devant les changements vécus à Malartic. Sans surprise, le groupe le plus ciblé par les informateurs est les personnes du quartier sud, c'est-à-dire, les résidents du quartier sud ayant été relocalisés par la minière et ceux qui y demeurent encore. Ce groupe est suivi de près par les personnes âgées et les personnes défavorisées, qui semblent également plus affectées par les changements survenus à Malartic selon les participants. Ces résultats ciblés peuvent dans certains cas être cumulatifs, ce qui demande de prêter une attention particulière aux personnes potentiellement très vulnérables (par exemple, une personne âgée à faible revenu et relocalisée par la minière). Dans une moindre mesure, d'autres groupes de personnes furent également identifiés dans le cadre des entrevues, dont les

enfants et les personnes ayant des problèmes de santé mentale. Par ailleurs, même si ces groupes ne furent pas ciblés par un grand nombre d'informateurs, leur potentiel de vulnérabilité peut être amplifié s'ils sont jumelés à d'autres facteurs de vulnérabilité nommés précédemment (par exemple, les enfants issus d'un milieu défavorisé).

Collectivement, les effets de la présence d'Osisko à Malartic ont été ressentis dès l'annonce du projet à la population par la minière. Les relations se sont refroidies entre des résidents ayant des opinions divergentes sur le sujet et de la difficulté à comprendre la position adverse, ce qui a détérioré le climat social. Ces tensions ont été avivées lors du processus de relocalisation du quartier sud, quelques participants indiquant même avoir vécu de l'intimidation. La façon dont la presse régionale et provinciale a traité des événements, dressant un portrait jugé tendancieux et déformé, est aussi soulignée comme un facteur ayant contribué à envenimer les choses. Les relations se sont aujourd'hui améliorées, mais les tensions vécues semblent avoir laissé des traces difficiles à effacer. Des participants indiquent que la mine Canadian Malartic est un sujet tabou pour plusieurs Malarticois et qu'une certaine méfiance règne encore entre les gens. Ils espèrent qu'un jour la communauté pourra retrouver son état pré-Osisko. Un participant résume la difficulté de la cohabitation communauté-mine à ciel ouvert en disant que « le problème, LE [seul] problème : il y a une mine dans la ville ».

Références citées

LEBOEUF, L. (2012). Comité Bonne Entente Osisko : les travailleurs lancent une pétition. *Le P'tit Journal de Malartic*. Accessible au : <http://www.journalmalartic.com/2012/10/24/comite-de-bonne-entente-osisko/> (24 octobre 2012).

OSISKO (nd). Fonds Essor Malartic Osisko. [<http://emplois.osisko.com/implication-sociale/femo--fonds-essor-malartic-osisko/>] (Consulté le 5 novembre 2014, ce site internet n'est plus disponible).

STATISTIQUE CANADA (2012). Malartic, Québec. Profil du recensement, Recensement de 2011. Accessible au : <http://www12.statcan.gc.ca/census-recensement/2011/dp-pd/prof/index.cfm?Lang=F> (Consulté le 25 juin 2014).

Annexe 5.2

**Résultats : changements dans la qualité de vie :
perception des nuisances et des risques**

Introduction

La littérature portant sur l'industrie minière en général cible certains changements qui peuvent affecter la qualité de vie des individus et des communautés. Ces changements sont associés à des sources de nuisance spécifiques. L'intensité et la durée de ces nuisances varient, et plusieurs facteurs les modulent, dont les activités industrielles, les populations impliquées et le contexte propre à chaque communauté. Ces nuisances nourrissent, à leur tour, la perception des risques des informateurs, c'est-à-dire la façon dont ils appréhendent, comprennent et évaluent les risques qui les entourent, à partir de leur expérience.

Ce chapitre présente les nuisances affectant la qualité de vie et les risques perçus par les individus et les communautés depuis l'arrivée d'Osisko à Malartic. Lors des entretiens, les participants ont souligné quatre nuisances liées à la reprise des activités minières dans leur ville, qui corroborent la littérature scientifique sur le sujet : la poussière, les vibrations, le bruit et la circulation. La perception de l'ampleur de la nuisance est exposée, suivie de ses effets sur la qualité de vie, tel que vécus par les participants. Quant aux risques soulevés, ils concernent la santé et la sécurité de la population de même que l'environnement, et sont principalement liés à la poussière et aux sautages.

Poussière

Les participants s'entendent généralement sur la présence de poussière à Malartic. L'ampleur de la nuisance et les effets sur la qualité de vie ne sont cependant pas perçus de la même manière par tous les informateurs. La poussière générée par les activités minières est la cause première des préoccupations des participants depuis l'arrivée d'Osisko à Malartic.

Ampleur de la nuisance actuelle

De façon générale, les participants notent qu'il y a beaucoup de poussière à Malartic et que cette poussière est induite en partie par la mine.

Les participants ne ressentent pas tous de la même manière la poussière associée à la minière. Plusieurs participants, de toutes les catégories sondées, affirment qu'il y a davantage de poussière à Malartic depuis l'arrivée d'Osisko : « Mais la poussière, on s'en est aperçu beaucoup là! L'été surtout, c'est l'été qu'on s'en aperçoit, quand les vents sont sud ». Cependant, des participants nuancent ce constat. D'une part, quelques-uns indiquent ne pas avoir la certitude que la poussière remarquée en ville est due directement aux activités d'Osisko. L'un d'entre eux mentionne par exemple que les travaux de réfection des rues entrepris par la ville ont contribué à l'augmentation des émissions de poussière; ces réfections sont cependant associées à l'essor (effet « boomtown ») vécu suite à l'ouverture de la mine.

D'autre part, un deuxième groupe de participants, regroupant plusieurs citoyens et travailleurs d'Osisko, considère que les activités minières actuelles produisent une quantité de poussière équivalente ou inférieure à ce qui se trouvait à Malartic avant l'arrivée d'Osisko. Ils comparent la situation présente à celle du temps des activités de Domtar et des anciennes mines souterraines. Un employé d'Osisko originaire de Malartic fait ainsi valoir que « avant que la mine décolle, on avait déjà un *pit* de sable, une *slam* grise, ça faisait de la poussière pareil. On avait des nuages de *slam* jaune à Malartic, c'était pareil ». De même, un résident dans la soixantaine ayant passé sa vie à Malartic indique : « Ça, on dirait qu'on ne s'en souvient pas. Dans les années soixante, ils ne faisaient rien, on

appelait ça la *slam*. Les résidus étaient tous envoyés dans le bois, je sais pas trop. Et quand on avait un vent qui venait de..., on ne pouvait plus ouvrir nos fenêtres ».

Effets ressentis

Les participants ont discuté des désagréments associés à la poussière, mais n'ont pas une opinion tranchée à ce sujet.

Un bon nombre de participants se disent incommodés par la poussière. Il s'agit d'un désagrément cité de façon récurrente par les anciens résidents de Malartic. Pour les personnes y habitant encore, la poussière est un irritant qui modifie leurs habitudes de vie : « ça c'est vrai, la poussière c'est désagréable. Tu viens de passer l'aspirateur, t'as tout épousseté, une heure après... surtout quand t'as des *blasts*, là t'es plein de poussière ». En raison de cette nuisance, ces participants mentionnent qu'ils n'étendent plus leur linge sur la corde, ne cueillent plus les fruits de leur jardin, n'ouvrent plus leurs fenêtres, lavent plus fréquemment le revêtement extérieur de leur maison, leurs meubles de patio, leur voiture, époussetent plus souvent à l'intérieur de la maison, etc. La nature de la poussière, « de la petite gravelle fine, fine, fine », semble aussi liée aux désagréments particuliers qui sont vécus, car c'est ce « qui vient sur nos autos! Pis à l'intérieur des autos, pas juste dessus! Ça s'infiltré partout cette poussière-là! ».

Par ailleurs, quelques participants de toutes les catégories, à l'exception des résidents déménagés et des nouveaux arrivants ne travaillant pas chez Osisko, affirment que la poussière n'est pas un irritant pour eux, comme en témoigne ce citoyen : « ce n'est pas vraiment dérangeant ». L'un d'entre eux indique ne pas être agacé par la poussière, car il a trouvé une solution simple « pour régler le problème », soit d'engager une femme de ménage.

Perception du risque

La cause première des préoccupations des participants en lien avec la reprise des activités minières est la poussière générée par la mine. De fait, plusieurs estiment que la poussière actuelle présente un risque pour leur santé et celle de leurs proches, même si le degré de risque est discuté.

Plusieurs résidents de Malartic craignent de développer des problèmes respiratoires, car ils inhalent cette poussière fine quotidiennement et en ressentent actuellement les effets. Par exemple, un nouvel arrivant venu travailler à la mine, et se décrivant comme ayant les poumons fragiles, affirme tomber plus souvent malade depuis qu'il habite à Malartic, alors qu'un participant ayant toujours habité à Malartic note faire davantage d'allergies depuis l'arrivée d'Osisko. Deux participants formulent également une inquiétude par rapport à leurs enfants, qui pourraient développer des bronchites chroniques et de l'asthme.

Pour d'autres, l'inquiétude provient davantage du fait qu'ils ne connaissent pas la nature des contaminants présents dans la poussière, comme en témoigne ce résident : « Moi je respire ça, j'essaie de savoir ce qu'il y a dans cette poussière-là pis on a d'la misère à le savoir, ça c'est pas normal ça ». Des préoccupations concernant les méthodes et les techniques d'analyse employées par les autorités publiques ont également été soulevées par quelques informateurs. Ces derniers craignent que les poussières s'avèrent nocives dans quinze ou vingt ans, alors que les instruments de mesure se seront perfectionnés.

Dans la même veine, un participant employé par Osisko a souligné que, selon lui, la poussière est plus inquiétante aujourd'hui, car il s'agit de minéraux traités et non de bois comme dans le temps de la Domtar : « C'était moins inquiétant un peu parce que c'était de la poussière de bois, tandis que là c'est de la poussière de minéraux traités. Quand ils *blastent*, veux, veux pas il y a des produits chimiques là-dedans et tout ça. Y *Blastent* pas ça au pic pis à la pelle [rires], fait que c'est plus la même poussière qu'au pic pis à la pelle anciennement. C'est certain, y'a plein de choses là-dedans. ». De ce fait, un résident souligne que la toxicité des poussières explique pourquoi les sautages n'ont lieu que lorsque le vent ne pousse pas « les poisons » vers la ville : « il [Osisko] n'a pas le droit de *blaster* si y'a le vent vers Malartic, parce que là on mangerait une claque ».

Outre la poussière inhalée, quelques participants sont préoccupés par les particules de poussières ingérées. Ceux-ci soulignent que la poussière se dépose sur la nourriture qu'il mange, comme l'explique cet informateur : « Pis de la poussière... fait que là j'me demande, moi j'ai comme des fines herbes pis des fraises, des framboises pis des affaires... là je dis : 'c'est sûr que je le respire, mais si y'en a sur qu'est-ce que je mange, ça fait quoi dans mon système?'. Fait que là y'a toutes ces peurs-là liées à ta santé ». Un résident partage également son inquiétude concernant les contaminants possiblement consommés par les originaux, qui seront par la suite chassés et consommés.

Les inquiétudes par rapport à la santé ne font pas l'unanimité au sein des participants. Ainsi, deux employés d'Osisko ont fait part que les risques à la santé étaient pires avant. Un justifie ces propos en mentionnant les anciennes *slams* qui n'étaient pas décontaminées, et l'autre, son expérience de travail dans les mines souterraines. Aussi, quelques citoyens, nouveaux arrivants et travailleurs d'Osisko, se disent non préoccupés par la question de la poussière sur leur santé, comme en témoigne ce nouvel arrivant : « C'est pas une mine d'amiante, c'est une mine d'or. Ils ont pas mis trop de cochonneries dans l'air, un peu de poussière, mais t'sais... allez vivre à Montréal pis ça va vous compenser amplement! Non, du point de vue santé, je pense pas que ça va changer quoi que ce soit ». Finalement, deux résidents affirment ne pas s'inquiéter, car les mesures de contrôle mises en place assurent le respect des normes, comme l'explique l'un d'entre eux : « Puis justement avec tout ce qui est mis en place pour contrôler, voir si on respecte les normes, on n'a pas le choix de pas s'inquiéter, tout est là pour que ça aille bien ». La peur ressentie en lien avec les poussières générées par la mine et leurs effets potentiels sur la santé aurait motivé quelques citoyens de Malartic à quitter les lieux, comme l'énonce cet ancien résident : « j'avais vraiment peur de qu'est-ce qu'il y aurait dans l'air ».

Vibrations

Les vibrations causées par les activités de sautage ont été soulevées dans les entretiens comme une nuisance importante, qui ponctuent le quotidien des Malarticois. Des risques sont également associés aux sautages par quelques participants, lesquels craignent un effondrement d'une partie de la ville ou des dommages aux résidences et aux bâtiments.

Ampleur de la nuisance actuelle

Les participants disent généralement ressentir les vibrations des sautages lorsqu'ils sont chez eux ou au travail. Tous les participants ne ressentent pas les sautages systématiquement : un bon nombre dit ressentir les vibrations à chaque sautage alors qu'une plus petite proportion les remarque seulement lors des plus gros sautages¹³.

La force des vibrations n'est pas non plus décrite de la même manière par les participants. Pour plusieurs, les vibrations liées aux sautages ne sont pas substantielles. Quelques-uns les comparent à celles du train qui passe près de leur demeure et considèrent que ces dernières sont plus importantes. Seuls deux participants comparent la situation actuelle à celle des mines antérieures. Ces citoyens indiquent que par le passé, les minières faisaient des sautages plus nombreux et plus longs. Cependant, d'autres participants mettent de l'avant l'ampleur des vibrations, qui font parfois trembler la vaisselle, les cadres ou les miroirs à l'intérieur de leur maison. Plusieurs participants indiquent ressentir plus fortement les vibrations lorsqu'ils sont dans un sous-sol ou à l'église. Selon un citoyen, de nombreux sautages « ordinaires » se font davantage sentir que les sautages « extraordinaires ».

Quelques participants attirent l'attention sur le fait que les sautages obligent parfois la modification de l'horaire des activités à l'église. En raison de sa proximité à la mine, il arrive que les sautages en nécessitent l'évacuation.

Effets ressentis

Les effets humains des sautages ont été discutés lors des entretiens, mais les participants n'ont pas une position commune sur le sujet. Plusieurs citoyens et tous les anciens résidents disent être ou avoir été systématiquement incommodés par les sautages. Ceux-ci soutiennent qu'il n'est pas possible de s'en accommoder : « On les entend beaucoup! Oui oui. Pis on s'habitue pas à ça. Non non. Quand ça tremble, c'est épeurant des fois! On s'habitue pas d'une fois à l'autre ». D'autres participants indiquent s'être habitués aux sautages, mais sursauter quand ils sont plus forts.

Par ailleurs, quelques participants de toutes les catégories, à l'exception des résidents déménagés, affirment que les sautages ne sont pas un irritant pour eux. À ce sujet, un nouvel arrivant indique : « non, les vibrations c'est pas grand chose pour moi ». Selon ces participants, l'horaire régulier des sautages (entre 11 h et midi et entre 15 h et 16 h) évite les inquiétudes : il leur suffit de regarder l'heure pour comprendre que les vibrations et le bruit notés proviennent d'un sautage. Cette régularité des sautages les rend aussi moins dérangeants que le train, par exemple, qui lui passe à des heures indéterminées et pour une durée variable, comme le souligne un employé d'Osisko : « les *blasts* sont moins pires que le train quand il passe ». En outre, quelques participants mentionnent que les sautages sont des marqueurs de temps, leur permettant d'estimer l'heure au cours de la journée.

Perception du risque

Les entretiens menés à Malartic ont permis de dégager deux préoccupations dominantes à propos des activités de sautages de la minière, soit les risques d'effondrement de la ville et les dommages éventuels aux structures résidentielles. Ces préoccupations ne sont toutefois pas partagées par

¹³ Sur la base des entretiens, il n'est pas possible d'établir des liens entre les vibrations des sautages ressenties par les participants et leur proximité de la fosse.

l'ensemble des participants. Globalement, les sautages semblent susciter de l'inquiétude chez quelques participants qui ressentent les vibrations quotidiennement.

D'abord, la peur que la ville s'effondre est évoquée par plusieurs citoyens et anciens résidents de Malartic. Plusieurs informateurs ont mentionné l'existence des anciennes galeries sous la ville et leur crainte que le sol s'enfonce lors des sautages. Ce témoignage d'un citoyen décrit bien la situation : « Je vais te dire, aujourd'hui, je suis pas encore rassuré et quand que ça tremble, je pense toujours aux galeries qui a sous la ville. Fait que c'est comme pas rassurant, mais on vit avec! »

Ensuite, les sautages occasionnent également des craintes chez plusieurs propriétaires, car ils peuvent provoquer des dommages aux infrastructures existantes. Des résidents et des employés d'Osisko ont mentionné être inquiets pour la revente de leur propriété, comme ce citoyen : « Si je veux vendre ma maison, je suis obligé de dire qu'à 11 h 20 pis à 3 h 20 ça brasse dans la maison ». D'autres sont préoccupés par la durabilité du solage de leur maison, comme le partage cet employé d'Osisko : « mais j'ai un petit doute! Du point de vue vibrations, lorsqu'il y a des *blasts*, moi je pense que ça peut créer quelques petits dommages à nos maisons ». Quelques participants affirment que depuis la reprise des activités minières, leur solage a fissuré et le plâtre a décollé des murs à certains endroits à l'intérieur de leur maison. Un participant remet cependant en question les dommages matériels causés par le sautage, en se demandant comment les fissures aux structures peuvent être attribuées hors de tout doute aux activités d'Osisko.

Sur une base quotidienne, quelques participants disent vivre de l'insécurité du fait que les sautages n'ont jamais la même force, et qu'ils ne savent donc jamais à quoi s'attendre. Les vibrations engendrent chez ces participants de la nervosité et du stress, comme chez la mère de ce participant : « Elle n'a jamais été stressée ma mère, pis aujourd'hui elle l'est beaucoup. À tout bout de champ, ça *blaste* pis elle fait le saut pis t'sais, elle n'est pas habituée à ça. Pis j'pense que tu t'habitués pas parce que d'une fois à l'autre, t'as des fois ça va *blaster*, ça va juste faire du *shakage* dans la maison rien, pis l'autre fois d'après on dirait que les murs de la maison vont tomber à terre ». Des inquiétudes concernant les sautages ont été traduites en peur chez un petit nombre d'informateurs. Ainsi, des résidents de Malartic ont partagé avoir peur lors des sautages, dont ce citoyen qui vit à proximité de la fosse : « J'aurais besoin d'être en confiance quand ça *blast* pis je suis à 50 pieds du mur. Pis que je sursaute chez nous. Ça j'aurais besoin de ça. Parce que ça me fait peur moi, parce que je reste dans un sous-sol! » Un répondant a également partagé sa crainte de voir l'église s'écrouler lors des gros sautages.

Néanmoins, quelques participants provenant de catégories autres que les résidents déménagés affirment n'avoir aucune inquiétude concernant les sautages. Ils indiquent que le « succès »¹⁴ du sautage hors normes de l'automne 2012 a démenti les craintes pour la santé et le bien-être, et rendu les Malarticois plus confiants à l'égard des sautages subséquents. Plusieurs banalisent maintenant la présence de « nuages orange »¹⁵, devenue pour eux une situation normale : ils le présentent comme un signe que le sautage s'est bien déroulé, car il est demeuré de taille normale, et dans le périmètre attendu (au-dessus de la fosse). Un résident explique aussi que le fait que les sautages soient à heures fixes l'empêche d'être inquiet : « On reste surpris des fois, mais la première des choses c'est que ça soit sur des heures régulières, ça c'est ben correct pis il va falloir que ça continue comme ça aussi. On sait que vers 11 h ou vers 3 h, là y'a une possibilité, ou s'il y a une vibration, ben on

¹⁴ Si pour certains ce sautage hors normes a été un « succès », car ils perçoivent que tout a été bien contrôlé, d'autres constatent que ce « succès » a résulté de l'intervention des personnes plus critiques à l'endroit de la minière (Comité de vigilance, Santé publique, MDDEFP), et se demandent si tout aurait été aussi bien sans eux.

¹⁵ Les « nuages orange » réfèrent aux émanations de dioxyde d'azote (NOx) qui peuvent s'échapper dans des conditions de sautage particulières.

regarde l'heure pis on sait que c'est la minière ». Des citoyens disent aussi avoir confiance que la minière respecte les normes en matière de sautage et qu'elle ne procéderait pas à des opérations qui seraient dangereuses pour la population malarticoise. Par ailleurs, selon un représentant du milieu communautaire, les enfants ne seraient pas « traumatisés » par les sautages. D'après ce répondant, la mine ferait plutôt partie de leur quotidien, puisqu'ils « jouent à la mine » à la garderie.

De façon plus marginale, les sautages suscitent d'autres inquiétudes, comme le risque technologique des sautages. Un explique craindre l'erreur humaine au cours des opérations normales de la mine : « tu [te] dis : "ben écoute, c'est ça qui est ça! Au pire aller, ils savent qu'est-ce qu'ils font!" Mais l'erreur est humaine pareil! [rire] C'est cette petite crainte-là qui reste d'après moi dans chacun de nous ». Également, un petit nombre de résidents déménagés et de résidents actuels ont mentionné les « nuages jaune-orange » comme étant une source d'inquiétude pour leur santé à long terme.

Bruit

Les entretiens menés dans le cadre de cette étude mettent en lumière différentes sources de bruit à Malartic, qui peuvent, dans certains cas, nuire à la qualité de vie des citoyens et des travailleurs. S'il nuit à la qualité de vie de plusieurs participants, le bruit des activités minières ne semble pas représenter pour eux un risque à la santé.

Ampleur de la nuisance actuelle

De façon générale, les participants disent remarquer un bruit provenant de la mine. Le ralentissement des travaux miniers à l'automne 2012¹⁶ leur a d'ailleurs permis de constater le climat sonore « bucolique » de Malartic, une fois le bruit ambiant diminué. Seuls deux participants, un ancien résident et une personne du milieu communautaire n'habitant pas à Malartic, affirment ne pas avoir constaté de changement concernant le niveau de bruit en ville depuis l'arrivée d'Osisko, comme l'illustre cette citation : « fait que là je me dis : "de quel bruit ils parlent eux autres?" À moins que je sois sourde, parce que sans *joke*, je ne le sais pas, je n'ai pas connaissance du bruit moi ».

L'ampleur du bruit associé à la minière varie d'un participant à l'autre, et la nuisance ne paraît pas constante : « le bruit n'est pas à heure fixe et le vent porte ». Plusieurs citoyens et travailleurs d'Osisko considèrent que les activités minières actuelles produisent une quantité de bruit équivalente ou inférieure à ce qui se trouvait à Malartic avant l'arrivée d'Osisko. Ils comparent la situation présente à celle du temps où Domtar était en activité; à l'époque, le bruit des camions était moins lointain qu'aujourd'hui. Un petit nombre de résidents vivant ou ayant vécu à proximité de la voie ferrée trouve que le bruit du train est beaucoup plus envahissant que celui de la mine. Quelques participants notent qu'il y a moins de bruit dans la ville depuis que les phases d'exploration et de relocalisation sont terminées.

Effets ressentis

Lors des entretiens, les participants ont discuté des désagréments associés au bruit et les opinions divergent sur ce sujet. Plusieurs participants (citoyens et anciens résidents) indiquent que le bruit est un irritant majeur et la nuit semble un moment plus critique. Ils disent devoir fermer leurs fenêtres lorsqu'ils sont à l'intérieur de leur maison pour avoir de la tranquillité. Un citoyen déplore que le bruit incessant de la mine l'empêche de profiter du silence ou des bruits ambiants, lui enlevant ses

¹⁶ Environ 200 employés travaillant pour des entreprises sous-traitantes avaient été mis en arrêt de travail par Osisko, en attendant que le gouvernement modifie le décret pour permettre à la minière d'effectuer un sautage hors normes.

moments de quiétude. Des difficultés de sommeil, des pertes de concentration, et un sentiment d'irritation en lien avec le bruit sont évoqués. Le déni de la minière à l'égard du bruit de ses opérations y contribuerait : « Au début on faisait rire de nous, on se faisait dire que c'était la 117, alors que c'était des bruits de concassage qu'on entendait ». Le fait qu'Osisko conteste les normes québécoises sur le bruit semble particulièrement enrageant pour des participants de tous les sous-groupes (minière exceptée). L'un d'entre eux, travaillant dans une association locale, considère cette attitude d'une « arrogance effroyable ». À ce titre, la création du parc près du mur vert a été perçue par un citoyen « comme une claque dans la face des résidents du quartier sud », car cette gestion a permis de rehausser les limites de bruit par un nouveau zonage municipal. Enfin, un résident ressent une injustice à devoir encore cohabiter avec une industrie bruyante, comme dans le passé : « C'est pas parce que je l'ai enduré [le bruit] pendant 30 ans que je suis obligé de l'endurer encore ». Pour ces participants, les désagréments liés au bruit des activités minières nuisent à leur qualité de vie.

Cependant, plusieurs participants de toutes les catégories, à l'exception des résidents déménagés et des nouveaux arrivants ne travaillant pas chez Osisko, affirment que le bruit n'est pas un irritant pour eux, comme l'illustrent ces propos d'un citoyen : « Je dors la fenêtre ouverte et ça ne m'empêche pas de dormir, loin de là ». Parmi ces participants, un bon nombre dit s'être habitué au bruit des activités minières. Un employé d'Osisko qui indique que « c'est sûr que c'est bruyant. On l'entend toujours toujours Osisko. Mais on l'entend, mais moi je l'entends plus ». Certains éléments sont évoqués par les participants pour expliquer que le bruit ne soit pas une nuisance pour eux, comme avoir l'habitude de travailler dans un environnement bruyant ou avoir connu pire à d'autres endroits. Cette dernière raison est surtout avancée par les nouveaux arrivants venus travailler chez Osisko, dont l'un a exprimé : « mais moi qui vient de la grande ville, c'est pas bruyant ici ». Finalement, pour quelques-uns, le type de bruit que fait la mine n'est pas jugé inconfortable puisque « ce n'est pas un bruit agressant ». Un bon nombre des participants affirmant ne pas être dérangés par le bruit ont en outre souligné les mesures correctives apportées par la minière pour diminuer la nuisance.

Perception du risque

Lors des entretiens, les participants n'ont pas soulevé d'inquiétudes concernant le bruit occasionné par la minière et ont peu abordé la question de son suivi. Selon les quelques citoyens qui ont traité de ces éléments, les niveaux de bruit sont très bien surveillés par le ministère et la municipalité. Seul un participant s'est fait critique à l'égard des normes de bruit, trouvant « étrange » qu'il soit jugé normal que le bruit de la mine à Malartic équivaille à celui d'une autoroute à Montréal.

Circulation

Les participants disent avoir remarqué une augmentation de la circulation et de la vitesse des automobilistes ces dernières années, qu'ils attribuent à la reprise des activités minières à Malartic. Rares sont les participants n'ayant pas mentionné cet élément, mais tous n'en sont pas affectés de la même manière.

Un bon nombre de participants de toutes les catégories considèrent qu'il est plus difficile de circuler à Malartic à l'heure de pointe en raison de l'augmentation de la circulation, due aux travailleurs de la mine. Ce désagrément est ressenti plus fortement chez les piétons que chez les automobilistes, et s'accompagne d'une préoccupation pour la sécurité des déplacements à pieds. De même, le flux de voitures plus important et la vitesse plus grande à laquelle elles circulent, causent des inquiétudes à la plupart des participants ayant des enfants à la maison, à l'égard de la sécurité de leurs enfants, lorsqu'ils s'amuse dehors ou doivent traverser des intersections sans eux. Ces parents indiquent que la densification du trafic routier diminue leur quiétude : « on trouvait que c'était une ville tranquille

pis on trouvait que c'était l'fun pour ça pour les enfants. Ils peuvent jouer dans la rue et tout ça. Mais là bon, plus de trafic ».

Par ailleurs, les citoyens habitant près de l'aréna qui ont été rencontrés mentionnent que la circulation plus abondante dans leur secteur est cause de désagréments parce qu'elle accentue le problème de poussière.

Plusieurs participants indiquent que l'augmentation de la circulation est la seule conséquence négative de la présence de la mine à Malartic. Ceux-ci en minimisent d'ailleurs l'importance en faisant valoir que la modification des feux de circulation près de l'aréna a rendu la circulation plus fluide.

Risques environnementaux perçus : eau potable et autres risques

Des inquiétudes par rapport à l'environnement ont été répertoriées lors des entrevues, et la majorité des anciens résidents de Malartic en ont fait mention. Ces préoccupations ne semblent toutefois pas affecter la qualité de vie.

Plusieurs citoyens et résidents déménagés ont partagé avoir des inquiétudes par rapport à l'approvisionnement en eau potable et la contamination de la nappe phréatique. Leurs préoccupations concernent principalement une éventuelle pénurie d'eau potable. Le fait que les activités de la mine obligent le partage de la nappe phréatique avec Rivière-Héva, ce qui semble occasionner des conflits, est par exemple soulevé par un ancien résident de Malartic qui affirme que « c'est la guerre avec Rivière-Héva pour avoir de l'eau ». Quelques participants ont des soucis concernant la conciliation entre les activités de creusage de la compagnie et la protection de la nappe phréatique. Cette inquiétude serait partagée par les élus, selon ce résident ayant quitté Malartic : « L'eau... ben là, ils sont en bas de la nappe phréatique. Même la ville, elle en parle! Y'ont peur pour l'eau ».

Par ailleurs, un résident déménagé observe que les arbres près de la mine meurent, ce qui n'était pas le cas avant : « Pis je regardais ici en m'en venant, ça m'a frappé la semaine passée, la teinte des arbres, à partir de la Camflo, y'a beaucoup d'arbres morts! C'était pas comme ça avant ». Un autre ancien résident précise qu'il est préoccupé par la pollution qui se jettera éventuellement dans les lacs et les rivières à proximité si les aménagements de la mine faisaient défaut : « Non, mais leur bassin pour faire la rétention des eaux usées, ben écoute, y'a une aire protégée *drette* à côté. Tantôt là, ils nous diront... le bassin, il va crever pis là tchhouuu... [bruit : ça va vite], pis il va arriver dans la rivière. Il va y aller dans la petite rivière. Il va y aller, quand je sais pas, mais il va y aller ».

Conclusion du chapitre

Le présent chapitre fait état des nuisances à la qualité de vie des Malarticois engendrées par la reprise des activités minières, lesquelles concernent la poussière, les vibrations, le bruit et la circulation. La plupart de ces éléments représentent des risques pour les participants, et leurs préoccupations se font particulièrement vives en ce qui a trait à la poussière. Les inquiétudes reliées à la santé, découlant des risques perçus, sont très présentes chez les informateurs de toutes les catégories, mais particulièrement chez les résidents déménagés et les résidents actuels de Malartic, dont quelques-uns qui souhaitent d'ailleurs quitter la ville : « non! C'est pas ici que je veux mourir parce que c'est comme... trop inquiétant ». À la lumière de l'analyse des entretiens, la poussière, les

sautages et les vibrations semblent être les éléments affectant le plus les individus et la communauté. Ils sont mentionnés fréquemment par les résidents, les personnes déménagées, et également par certains travailleurs d'Osisko. Toutefois, ces perceptions des nuisances et des risques associés aux activités minières ne font pas l'unanimité. Quelques personnes semblent tolérer ou s'adapter aux activités de la mine. Les travailleurs d'Osisko représentent le groupe le moins dérangé par les nuisances générées par la mine.

Annexe 5.3

Résultats : la gestion de la situation de risque

Introduction

Les changements vécus à Malartic sont imbriqués dans un processus de gestion, impliquant des éléments de suivi et de gouvernance. Ce processus de gestion s'est amorcé dès la formulation du projet, et se perpétuera tout au long du cycle des activités minières. Il dépend de plusieurs acteurs. Durant les entretiens, les participants ont identifié sept instances et groupes qui ont selon eux un rôle à jouer dans ce domaine : la Corporation minière Osisko, le ministère du Développement durable, de l'Environnement, de la Faune et des Parcs (MDDEFP)¹⁷, la direction de Santé publique de l'Abitibi-Témiscamingue, la Ville de Malartic, le Comité de suivi, le Comité de vigilance¹⁸ et le Regroupement des résidents du quartier sud de Malartic. Dans ce chapitre, les opinions émises par les participants quant à la gestion et aux gestionnaires sont exposées. Les points de vue sont variables, et ils sont présentés en suivant des thèmes ou des principes reconnus en gestion du risque, et plus spécifiquement en lien avec ceux mis de l'avant par la santé publique québécoise (Ricard, 2003) : la transparence, l'ouverture, la prudence, l'équité et la neutralité. Comme le processus de gestion des activités minières à Malartic est lié à des normes et des politiques publiques qui ponctuent le processus d'implantation et d'exploitation de la mine, l'opinion des participants à leur égard est également présentée.

Communication et transparence

La question de la transparence a souvent été mentionnée dans les entrevues, et les actions de plusieurs acteurs sont discutées relativement à ce principe. En général, les participants évaluent la transparence à partir de la qualité et de la quantité d'informations fournies.

La minière est pointée comme la principale responsable de ce « devoir d'informer ». Un employé d'Osisko présente plusieurs activités organisées par la compagnie pour informer la population : « On a fait une journée portes ouvertes où on les [les résidents] a invités, y'a beaucoup de communiqués qui circulent dans les casiers postaux et tout ça. Puis on a fait une journée portes ouvertes pour eux ». De son point de vue, cette variété est un signe du désir de transparence de la minière. D'autres acteurs sont également identifiés dans la discussion sur la transparence de l'information, soit la municipalité, les autorités gouvernementales de santé et d'environnement, les organismes à buts non lucratifs, et les médias.

Les commentaires positifs

Plusieurs participants, de toutes les catégories, mais principalement des citoyens, se déclarent satisfaits de l'information diffusée, notamment celle de l'entreprise minière. Selon un nouvel arrivant employé chez Osisko, « les gens sont informés, ils savent ce qui se passe ». Ces participants considèrent que l'information fournie par la minière est claire et précise, un élément concédé par un ancien résident de Malartic : « Osisko donnait des bonnes réponses, ils étaient francs. Je trouve qu'Osisko faut leur donner ça ». Ils estiment que les informations concernant le projet sont facilement accessibles. Par exemple, un citoyen apprécie la publication en ligne des rapports d'opération de la mine : « Je peux vous dire que les autres compagnies avant ne faisaient pas ça! C'est la première compagnie dans toute ma vie que je vois qui donne un rapport de leurs opérations! J'ai jamais vu

¹⁷ Depuis avril 2014, il s'agit du ministère du Développement durable, de l'Environnement et de la Lutte aux changements climatiques (MDDELCC).

¹⁸ Lors des entretiens, quelques participants ont confondu le Comité de vigilance et le Comité de suivi. Quelques-uns ont indiqué que les deux noms réfèrent au même comité alors que quelques autres ont dit manquer d'information sur ces comités et ne pas être en mesure d'expliquer leur rôle respectif.

ça! ». Les réunions d'information semblent un moyen marquant d'information. Quelques participants décrivent positivement les échanges avec Osisko lors de ces rencontres, comme ce résident : « on pouvait poser toutes les questions qu'on voulait! On pouvait avoir les réponses qu'on pensait d'avoir... si on avait pas les réponses, ils [Osisko] disaient : "la prochaine fois, on va vous le dire" ».

En général, la transparence de la santé publique est également présentée de façon positive. Les participants considèrent qu'il s'agit d'un acteur « neutre et professionnel [qui dit] les choses telles qu'elles sont ». Ils trouvent que les interventions du Dr Lacombe ciblent bien les préoccupations des Malarticois. Selon un travailleur d'Osisko, « c'est sûr qu'il y avait des inquiétudes niveau santé et tout ça...! Là, ben Dr Lacombe travaille là-dessus! Non, mais c'est vrai, pour rassurer les gens! ». Les informations fournies sont compréhensibles, comme l'indique ce résident : « [Le Dr Lacombe] a fait une couple de communiqués pis il a bien expliqué que les *blasts*, c'était pas si pire que ça... le chose jaune-orange¹⁹ dans les airs, pis la poussière... il a tout bien expliqué ça ».

Les critiques

Un nombre similaire de participants, surtout des citoyens et d'anciens résidents de Malartic, estime plutôt manquer d'informations, entre autres sur les effets potentiels de la mine, comme les impacts sur la santé ou sur l'économie. Ces participants estiment que le projet minier n'a pas été suffisamment présenté initialement (en 2006) et que la procédure initiale du BAPE n'a pas permis de faire toute la lumière sur le projet. Au moment des entrevues, en 2012 et 2013, ils jugeaient ne pas avoir encore assez d'informations sur les changements présents et à venir. Les instigateurs de ce changement, la minière et la municipalité, sont davantage critiqués. Plusieurs citoyens, anciens résidents, associations et acteurs du gouvernement, trouvent que la mine ou la municipalité ne donne aux résidents que l'information qu'elle veut bien donner : « Ils [Osisko] disaient qu'il n'y aurait pas d'effets, au BAPE, mais il ne pouvait pas ne pas en avoir ». Selon un citoyen, « c'est toujours par en-dessous. Faut pas que ça se sache ». Ces participants expriment souvent des réticences à faire confiance à la minière. Selon eux, non seulement la compagnie ne fait pas preuve de transparence, mais elle n'hésite pas à « magouiller » pour arriver à ses fins, comme le décrit ce résident : « Pis ils nous ont fait miroiter des choses, pis quand ça marche pas ben ils quémangent le gouvernement pour faire monter les décibels pis ça se fait tout en dessous de la couverte ». Par ailleurs, s'il leur est certes possible de poser des questions, les participants indiquent que les réponses fournies par la compagnie et la municipalité sont souvent évasives, incomplètes ou qu'elles manquent de clarté. Quelques membres d'associations locales considèrent même que la minière « détourne le vocabulaire », notamment les concepts de communication et de développement durable. Un bon nombre d'acteurs du milieu communautaire estime aussi que la plupart des médias ne sont pas neutres, et que souvent ils jouent le jeu d'Osisko en ne confrontant pas l'information qu'ils fournissent avec d'autres sources d'information.

Mais la transparence semble également difficile à conserver pour des gens qui prônent ce principe. En effet, quelques participants liés au monde communautaire et municipal estiment avoir reçu des pressions de la part de certaines autorités pour se taire et ne pas prendre publiquement la parole. Il leur était demandé de ne pas présenter des défis toujours présents dans la communauté, telles que la pauvreté, la consommation de drogues, la prostitution, etc. D'autres pressions étaient associées selon eux au fait qu'ils ne regardaient pas les choses d'un angle uniquement économique.

¹⁹ Les « nuages jaune-orange » réfèrent aux émanations de dioxyde d'azote (NOx) qui peuvent s'échapper dans des conditions de sautage particulières.

À ce titre, les participants ont davantage parlé du Comité de suivi, puisqu'il doit être « le lien entre la population et Osisko [...] pour informer la population », comme le résume un employé d'Osisko. Plusieurs trouvent qu'il fait un bon travail alors que plusieurs autres jugent qu'il est biaisé, de par son lien avec Osisko. Il n'a pas été identifié comme un outil facilitant la transparence, car selon des membres d'associations et du gouvernement, il n'aurait pas les coudées franches face à la minière. Plusieurs participants de toutes les catégories soulignent aussi ne pas avoir de preuve de son indépendance. Ce que les participants appellent « la culture du secret d'Osisko » discrédite son travail. En effet, plusieurs croient que le comité « négocie » avec la minière le type d'informations diffusées, afin de ne pas altérer l'image « de minière nouvelle génération ». Quelques participants se montrent plus nuancés sur les résultats tangibles attribuables aux actions du comité, allant jusqu'à avancer, comme ce résident relocalisé, que sa présence « est à peu près juste pour l'apparence parce que ça change pas grand chose ». D'ailleurs, plusieurs participants de toutes les catégories se montrent critiques à l'égard du Comité de suivi, interrogeant principalement sa neutralité. Puisque le Comité est financé par Osisko, les participants estiment qu'il est « vendu pour les mines », ou du moins orienté par l'agenda de la minière. Un participant travaillant pour Osisko expose d'ailleurs comment les actions du comité sont limitées par des enjeux politiques, qui réduisent leur marge de manœuvre : « j'ai participé une secousse sur le Comité de suivi, mais j'trouvais que c'était comme trop politique. [...] Comment je pourrais te dire ça, tu vas de l'avant, mais tu vas chercher de l'information mais ils [Osisko] te donnent ben l'information qu'ils veulent. C'est un peu comme en politique, ils disent ben ce qu'ils veulent pis ils font leur chemin ». Selon les participants, cette situation a joué en défaveur du Comité de suivi, nuisant à son image et à son bon fonctionnement : « Pis à un point tel que ben là, le Comité de suivi, y'a été obligé de se saborder carrément! Parce qu'ils n'avaient plus ni de légitimité, ni de crédibilité. Y'avait plus de légitimité auprès d'Osisko. Pis y'avait plus de crédibilité auprès de la population ».

Par ailleurs, quelques participants travaillant pour des associations malarticoises et des citoyens estiment que les autorités, à savoir la minière et le gouvernement, ne divulguent pas toute l'information qu'ils possèdent afin de conserver un climat serein : ne pas alarmer la population et envenimer le dossier. Il s'agirait d'une stratégie, comme l'avance ce travailleur d'Osisko au sujet de la minière :

« Ça y'aurait [Osisko] pu en dire un peu plus. Mais je pense que y'a des choses, d'un côté personnel, ils auraient pu en dire un peu plus, mais d'un côté professionnel, je pense qu'ils en ont juste assez dit. Parce que des fois, ça crée des paniques quand tu en dis trop, des fois. Fait que maintenant je comprends pourquoi, t'sais avant que je travaille là, ils laissaient l'information au compte-goutte, c'était peut-être pour pas créer de mouvement de panique, des choses comme ça ».

En contrepartie, l'attitude de « semi-transparence » entraînerait chez quelques acteurs la nécessité « d'aller chercher les informations comme à la graine-là », voire même « d'être en mode défensif, à toujours avoir des armes » pour obtenir toute l'information souhaitée. Puisqu'ils ne sont pas assez informés de ce qui se passe, les participants ont parfois l'impression d'être mis devant le fait accompli et de ne pas avoir leur mot à dire. Le fait que le début du déménagement des maisons ait eu lieu pendant les audiences du BAPE, est le symbole par excellence du manque d'ouverture à la consultation de la minière, selon une majorité d'informateurs.

Bref, un grand nombre de participants, de tous les groupes, souhaitent qu'une vision plus neutre et plus objective soit présentée sur la situation, ses enjeux et ses effets. Les participants associent cette perception à leur manque de confiance envers les autorités, de toutes natures (minière, municipalité, gouvernement).

Ouverture

Une part importante des participants rencontrés a fait état de problèmes quant à la démocratie locale, et pointe cet élément comme un point important du climat social prévalant à Malartic en 2012 et 2013. Le manque d'ouverture de certains acteurs est particulièrement discuté.

Les séances publiques semblent avoir été particulièrement problématiques, car elles représentent en théorie un lieu de discussion, mais semblent avoir été vécues par un grand nombre comme un moment de mise à l'écart. Plusieurs personnes travaillant pour des associations et pour le gouvernement déplorent que les rencontres publiques concernant des affaires municipales aient semblé coorganisées et codirigées par les autorités municipales et la minière.

Comme le dit ce participant d'une association locale : « le maire est l'agent de communication d'Osisko ». Ce fait contribuerait à laisser croire qu'Osisko mène tout à Malartic. En ce sens, l'attitude du maire Vezeau a été particulièrement dénoncée par la majorité des participants, et tout particulièrement son arrogance et son mépris face aux personnes qui « ne pensent pas comme lui ». La présence d'employés d'Osisko, en vêtements de travail, lors des séances publiques, a paru aussi en intimider plus d'un. Plusieurs personnes semblent avoir eu du mal à s'exprimer, car poser une question était interprété comme être « contre » le projet, même si c'était « juste pour comprendre, même pas pour critiquer ». Un participant d'une association exprime ainsi : « c'est terrible de se retrouver à ne plus pouvoir se déclarer contre, alors que ceux qui sont pour prennent la parole ». Cette attitude générale a même paru éliminer, pour un temps, le recours légitime des citoyens au conseil municipal : « Si tu te pointes au conseil de ville, tu te fais recevoir avec une brique et un fanal ». Les gestes de la municipalité ont entraîné des effets sur la prise en charge communautaire et démobiliseraient les gens qui veulent s'impliquer pour le développement social ou même juste pour poser des questions sur les effets de la mine. Selon plusieurs participants de toutes les catégories, la Ville n'est pas rassembleuse, mais plutôt un facteur de division, même par inaction.

De façon plus générale, l'ouverture au dialogue de la minière a été davantage abordée par les participants. Quelques participants soulignent l'écoute dont fait preuve la compagnie. Un citoyen indique : « T'sais, il nous le dit : "t'sais, vous avez un problème, venez dans mon bureau, venez me le dire!" C'est ouvert, c'est l'fun! ». Le Comité de suivi remplirait d'ailleurs un rôle semblable : « le Comité de suivi, c'est un espèce de zone tampon entre le grand public et la compagnie. Donc eux leur job, c'est si mettons quelqu'un a des informations, cherche des informations chez Osisko. Ils peuvent aller au Comité de suivi. S'ils ont une plainte mettons, ils peuvent aller au Comité de suivi, le Comité de suivi va en faire part à Osisko ». Cette attitude témoignerait d'ailleurs de l'honnêteté et de la bonne foi de la minière. S'il y a un problème de communication, selon ces participants, il ne vient pas de l'émetteur des messages (la minière), mais des récepteurs (les citoyens). Un citoyen indique qu'« y'a beaucoup, beaucoup d'information, mais les gens ne participent pas ». Ils estiment en effet qu'il y a un manque d'écoute de la part des Malarticois : « Ils [Osisko] avaient un directeur qui essayait de transmettre l'information, mais il n'y avait pas l'écoute des gens. La foule était hostile, [...] ils ne pouvaient pas faire passer leur message ». Pour quelques autres, la mine est de bonne foi dans sa volonté d'ouverture, mais très maladroite dans ses initiatives. Selon eux, la minière ne réfléchit pas aux conséquences de ses gestes et cherche à poser des actions dont le propre est d'en mettre plein la vue plutôt que de répondre aux besoins les plus pressants des Malarticois. Cependant, une proportion similaire de participants estime que « quand la minière se montre ouverte, c'est calculé, ils veulent quelque chose ». Ces participants perçoivent les actions d'Osisko visant à favoriser son acceptabilité sociale (p. ex. : don d'une dinde, paiement des frais de scolarité, entrée gratuite au camping, etc.) comme une tentative d'acheter le silence des Malarticois. Plusieurs de ces

participants ajoutent aussi que « la mine vit dans le déni » de ses impacts, ce qui l'amène à ne pas être ouverte aux autres.

Enfin, quelques participants ont aussi parlé de l'ouverture entre citoyens. Selon eux, ce climat peut entraîner une grande détresse, et semble différent de l'ouverture « traditionnelle » qui serait l'apanage de Malartic.

Prudence

Selon des participants, le fait que la mine Canadian Malartic soit la plus grande mine à ciel ouvert du Canada devrait amener plus de prudence dans ses actions. Même si la question a été moins développée, la plupart des participants, de tous les sous-groupes, considèrent que l'implantation de la mine a été faite un peu « trop hâtivement ». Un citoyen raconte : « y'a trois vitesses comme on dit. La vitesse de la lumière, la vitesse du son pis la vitesse Osisko. Fait qu'Osisko, ils vont tout le temps trop vite aussi ». Même la minière indique que si c'était à refaire, « on réfléchirait plus avant d'agir et on le ferait un peu autrement ».

La question des suivis et de l'adéquation aux normes demeure la plus abordée en lien avec la prudence. Les participants lient intimement ce principe avec ceux de rigueur et de protection de la santé et de l'environnement. Tous les participants s'accordent sur l'importance de ces suivis, car il s'agit du barème indiquant si les normes de santé et d'environnement sont respectées. Ils présentent donc du même souffle les deux facettes. Comme le dit ce commerçant : « si les normes sont ok, alors ce sera pour le mieux d'avoir une mine ici ». Ainsi, même des participants très positifs à l'égard de la mine estiment que les suivis environnementaux sont nécessaires, car ils permettent d'éviter les problèmes dans la communauté, mais aussi de retirer le meilleur de la présence de la minière.

Le respect des normes

La minière est la seule responsable identifiée quant au respect des normes. Plusieurs participants disent avoir confiance que l'entreprise respecte les normes gouvernementales qui lui sont imposées en matière d'environnement, tel que le présente ce citoyen relocalisé : « je me dis [que] y'ont pas le choix de respecter les normes environnementales! ». Selon ces participants, la compagnie ne peut déroger aux normes édictées sans risquer de mettre en péril son projet : « Mais nous autres faut vraiment, Osisko faut qu'il marche droit ». Des participants se fient également à la bonne foi de la compagnie, qui à leur avis ne procéderait pas à des opérations qui pourraient représenter un danger pour la population malarticoise. Ainsi, un citoyen affirme : « je sais qu'il y a un risque pareil, mais je me dis [que] si c'était dangereux, ils ne le feraient pas! ». Ils font aussi valoir les mesures mises en place par la compagnie pour réduire les nuisances (p. ex. : tapis de caoutchouc dans les bennes des camions pour diminuer le bruit, arrosage du sol pour limiter la poussière, etc.), une preuve selon eux que la minière met tout en œuvre pour respecter les normes environnementales et déranger le moins possible les résidents. Ils décrivent la minière comme étant proactive et ayant fait davantage pour les résidents que ce qu'elle était « obligée de faire ». Ainsi, un citoyen indique : « quand je regarde tout ce qui a été fait pis je me dis que ça l'aurait été une autre compagnie qu'Osisko, on aurait probablement pas tout ce qu'on a aujourd'hui ». Pour ces participants, la bonne volonté de la compagnie, son engagement à bien faire les choses et sa tendance à faire plus que nécessaire est un gage de confiance.

Plusieurs participants, de différentes catégories, émettent cependant des doutes quant au sérieux que la compagnie accorde au fait de se conformer aux normes environnementales. Une première critique repose sur le fait que des correctifs ne sont apportés qu'après que les normes aient été

dépassées et que les désagréments aient été vécus par la population. Par exemple, concernant les poussières, un nouvel arrivant travaillant chez Osisko remet en question l'efficacité des méthodes employées pour respecter les normes :

« Pis premièrement quand on voit la poussière, c'est qu'il est trop tard. Déjà le capteur de poussière on dépasse les normes. Les p'tites poussières fines, on ne les voit pas. Pis là mettons il est neuf heures, il commence à y avoir un peu de poussière, il fait chaud. À dix heures, il fait vraiment trop chaud, on la voit la poussière, mais il est déjà trop tard. Dans l'appareil, la boule a déjà commencé à prendre... à chaque heure ils prennent des mesures en continu. Après ça, ça dit au contremaître, mettons à 9 h 45, ils envoient un email que ça dépasse. On est à 106 % de la norme en poussière. Là lui il dit : "OK il faut faire de quoi". Là ils envoient plus de camions à eau. Mais la mine est tellement grosse que ça sert à rien. Faudrait qu'il y ait en continu des camions ou des systèmes d'arrosage quelconque ».

Un autre argument à l'appui de cette opinion critique est le fait que la mine remette en cause les normes environnementales et sanitaires, car comme le présente ce dirigeant d'Osisko : « personne n'est capable de les respecter ». Selon quelques participants, même des organismes communautaires locaux auraient envoyé des lettres appuyant la demande d'Osisko pour rehausser la limite de bruit acceptable.

Les suivis

Plusieurs acteurs de la gestion semblent responsables des suivis, et l'opinion des participants à l'égard de ceux-ci dépend notamment de leur perception du respect des normes et au suivi des nuisances que ces acteurs effectuent. La minière est un acteur de premier plan pour ces suivis, et l'opinion sur sa prudence est variable. Le ministère responsable de l'environnement est également un autre acteur évoqué, et le niveau de confiance à son égard semble limité. La Santé publique est un troisième acteur important des suivis, et en général reçoit des opinions positives. Enfin, le rôle des comités a été discuté dans cette optique particulière.

Plusieurs participants jugent que la surveillance est adéquate, que ce soit celle des niveaux de poussière et de bruit associés à ses activités ainsi que les émissions de gaz NO_x et les vibrations lors des sautages. Ils identifient la minière comme responsable de ces suivis, ainsi que le ministère de l'Environnement (MDDEFP) et le Comité de suivi. En effet, selon ces participants, le rôle du Comité de suivi est de s'assurer du respect des normes par la minière, afin qu'elle « n'ambitionne pas trop ».

Lors des entretiens, quelques participants ont évoqué positivement le rôle du MDDEFP à l'égard du suivi des activités minières à Malartic. Ces participants sont enclins à accorder leur confiance au MDDEFP dans son contrôle des activités minières à Malartic. Selon un travailleur d'Osisko, « pour l'instant, je te dirais le ministère, y'a rien qu'eux autres que le monde croient! [...] Les gens donnent énormément de crédibilité au ministère du Développement durable et de l'Environnement ». Le ministère, « là quasiment 24 h par jour », est vu comme ayant une surveillance appropriée : « L'Environnement surveille [Osisko]. Pis une chance. [...] Moi je pense il faut avoir confiance en quelqu'un. Nous autres on peut pas leur dire "faites-le pas", ils vont le faire pareil. On n'a pas grand pouvoir là-dedans. Au moins c'est quelqu'un qui est vigilant pis ils disent que l'Environnement les surveille beaucoup ». En ce sens, le rôle de suivi du comité a aussi été présenté positivement par quelques citoyens : « Le Comité de suivi pis tout ça, ils font une bonne job. Il faut pas que tu les [Osisko] laisses faire! T'sais quand même, il faut les surveiller. [...] [L]e Comité de suivi sont cinq-six personnes-là. Pis c'est correct, ils *checkent* le dynamitage, si c'est correct pis : "là on a de la poussière". Pis c'est normal. Ça en prend un, un comité ». Plusieurs participants considèrent que le

Comité de suivi a un rôle important à jouer à Malartic, qu'il s'agit d'un « bon comité » qui « fait du bon travail ». Le Comité de vigilance est également identifié comme « un chien de garde » quant au respect des normes, même s'il ne fait pas de suivis comme tels. Cependant, l'opinion à son sujet est variable en raison de ce qui est perçu comme un manque d'objectivité, provenant de sa position « anti-mine ».

D'autres participants, de toutes les catégories (minière exceptée), se disent insatisfaits du suivi des nuisances découlant des activités minières, parce qu'ils le considèrent comme insuffisant. Le représentant d'une association trouve que « le problème, c'est que la mine est dans la ville, et on se rend compte qu'on protège mieux les habitats de canards que les milieux humains! ». D'une part, plusieurs participants se demandent jusqu'à quel point la minière surveille l'ensemble des impacts associés à tous les types de nuisances. Ils croient par exemple que la compagnie ne documente pas l'effet des vibrations des dynamitages sur les maisons. D'autre part, quelques participants se questionnent sur la capacité du gouvernement et de ses ministères à mettre en place des mesures de protection et d'inspection, notamment en raison des coûts financiers que cela représenterait. Ils estiment que, pour l'instant, les ressources humaines ne sont pas suffisantes à cet égard. Ils soulignent aussi que les actions du gouvernement et de ses ministères sont souvent « à la remorque », en réaction aux actions de la minière plutôt qu'en prévention²⁰. Quelques participants discutent du même souffle du rôle de la Santé publique. Ils indiquent que le contexte de Malartic amène le directeur régional de santé publique à réagir aux problèmes plutôt qu'à les prévenir. Selon un nouvel arrivant, « [le directeur de santé publique joue son rôle] dans la mesure où l'information lui parvient, oui. Mais c'est sûr qu'il est obligé de faire de la "postvention". C'est difficile avec une compagnie comme Osisko d'aller en avant des problèmes. Premièrement, parce qu'eux-mêmes souvent n'en sont pas conscients. Ils tombent sur des affaires eux autres là, c'est des anciennes galeries de mines. Tu peux pas tout prévoir ». Enfin, quelques-uns estiment que le Comité de suivi est limité par le fait qu'il est financé par Osisko, et que la minière peut exercer un certain contrôle sur ses activités et ses communications. Au contraire, la latitude du Comité de vigilance est présentée alors plus positivement. Finalement, la crainte de quelques citoyens et associations est que la santé ou la sécurité ne soient au programme politique que lorsqu'un accident révélera les lacunes à cet égard.

Les sanctions

Plusieurs participants ont l'impression que la minière subit peu ou pas de conséquences négatives lorsqu'elle ne respecte pas les normes qui lui sont fixées en matière de bruit, de poussière ou de vibration. Un ancien résident explique par exemple qu'après avoir déposé des plaintes auprès du MDDEFP, il recevait un suivi de la part de celui-ci, mais n'observait aucun changement dans le comportement de la minière. Quelques participants croient que des ententes sont conclues entre le MDDEFP et la minière pour limiter le nombre d'avis d'infraction émis, de façon à ce que la minière puisse poursuivre ses activités, qui profitent au gouvernement provincial. Ceux-ci pensent en effet que le MDDEFP fait preuve d'inaction lorsqu'il est temps de sanctionner la minière afin de ne pas trop nuire à cette dernière, car grâce à elle il engrange des gains importants en redevances et en impôts. Ainsi, selon un participant du milieu communautaire : « Les redevances, ces choses-là, c'est sûr que... le gouvernement se rince la patte, mais... c'est pas la petite population de Malartic! ». Cette lecture de la situation amène les participants à se demander si le rôle du gouvernement est vraiment la protection de la population.

²⁰ Un seul citoyen évoque le fait que certains Malarticois doutent des résultats publiés par le MDDEFP, « trafiqués » selon eux par les employés du gouvernement qui « marquent qu'est-ce qu'ils veulent dans les rapports ».

Enfin, un petit nombre de participants (quelques résidents et travailleurs d'Osisko) juge que les normes qu'impose le MDDEFP à Osisko sont trop sévères, voire « injustifiées » : « Ben le suivi, je vais te dire, c'est la mine qui est le plus suivie au Québec. Ils devraient peut-être à un moment donné le gouvernement suivre d'autres secteurs là. Avant qu'il arrive d'autres catastrophes comme les trains-là²¹. Mais la minière Osisko, regarde, eux autres ils n'ont pas de marge de manœuvre, c'est suivi à la lettre. Y'a du monde qui sont engagés juste pour les suivre ». Ces participants considèrent qu'Osisko a des « normes excessivement excessives à respecter », ce qui a comme conséquence de ralentir ses opérations. Selon les participants, cette perception que le MDDEFP est une entrave au bon roulement des activités de la minière est à l'origine de la campagne des « carrés or ». Cette initiative locale, lancée en janvier 2013, visait à montrer le soutien des Malarticois à l'industrie minière dans un contexte où Osisko avait procédé au licenciement de nombreux employés en invoquant la lenteur du ministère à fournir les autorisations pour un dynamitage exceptionnel. Quelques participants, néanmoins, voient du positif dans les « ralentissements » occasionnés par le MDDEFP en ce que cela permet à la mine de durer plus longtemps.

Évaluer le risque, un complément à la prudence

Les participants rencontrés ont également émis leur opinion quant aux études scientifiques réalisées en vue d'évaluer le risque, que ce soit prospectivement (étude d'impacts ex ante) ou pendant les opérations.

Plusieurs participants auraient apprécié une « contre-expertise » de l'étude d'impact d'Osisko, notamment pour les effets sur la santé. De plus, ils estiment nécessaire que des études scientifiques soient encore réalisées sur ce projet, et accueillent favorablement les initiatives en ce sens.

Les participants perçoivent généralement positivement les études menées par la santé publique, bien qu'ils leur trouvent certaines limites. Par ailleurs, leur interprétation des résultats semble souvent filtrée par leur opinion du projet Canadian Malartic, qui oriente les éléments qu'ils retiennent. Les participants ont confiance que les études menées par la santé publique sont rigoureuses. Cependant, quelques-uns émettent des doutes quant aux retombées concrètes que peuvent avoir ces recherches, comme ce citoyen à propos de la présente étude : « je n'ai pas de grosses attentes par rapport à cette recherche-là, mais je reconnais tout de même tout le sérieux de cette démarche, la recherche à laquelle tu contribues avec le département de la santé publique, je sais que c'est sérieux. Maintenant l'impact que ça va avoir, là je suis pas certain ». Il faut également mentionner qu'un petit nombre de participants a signifié son exaspération à l'égard des études réalisées à Malartic depuis l'arrivée d'Osisko, jugées trop nombreuses.

En contrepartie, des participants, y compris les principaux intéressés, ont souligné à plusieurs reprises que les autorités (maire, député, minière) n'accordaient pas de confiance aux études scientifiques, et qu'ils préféraient souvent leur propre interprétation des choses²².

²¹ Les entretiens avec les participants ont été réalisés à l'été 2013, peu de temps après le déraillement et l'explosion d'un train transportant du pétrole, à Lac-Mégantic.

²² L'exemple des données 2011 de Recensement-Canada a été souvent cité, alors que le maire a nié une baisse démographique dans sa municipalité et a décidé de lancer son propre recensement local. L'anecdote relative au niveau de bruit ambiant a également été relatée : à l'été 2011, alors que plusieurs personnes se plaignaient du bruit des opérations, le maire et le député Corbeil s'étant équipés de sonomètres pour comparer le bruit ambiant avec le bruit de la mine dans différents secteurs de la municipalité. Leur « expérience » aurait été couverte par les médias régionaux.

Équité et neutralité

La question de la neutralité est également centrale dans le discours de plusieurs participants, et à leurs yeux ce principe est mis en péril à Malartic par quelques gestionnaires du risque, et surtout le pouvoir municipal en place de 2008 à 2013²³.

En fait, tous les participants estiment que le pouvoir municipal a « vraiment pris parti pris pour la minière », illustrant souvent cette idée par le fait que la ville se soit affichée ouvertement favorable à l'industrie minière lors de la campagne des carrés or, en janvier 2013. Les participants s'entendent sur le fait que « ce n'est pas la ville de Malartic qui a mis des bâtons dans les roues à Osisko ». Un citoyen affirme : « c'est sûr que le maire de Malartic est pas mal en association avec la mine. Si la mine dit blanc, il va dire blanc. C'est rare qu'il va s'opposer à ce qu'ils disent ».

Tout en faisant ce constat, quelques participants, surtout des résidents actuels, expliquent plus positivement l'attitude de la ville. Ils invoquent alors la motivation à vouloir profiter au maximum de la venue de la minière. Ces participants voient d'un bon œil les liens étroits que la ville a tissés avec la minière parce que cela montre qu'elle a su reconnaître les bénéfices qu'elle tirerait de cette association : « je dirais moi Monsieur Vezeau avec son équipe, ils ont été, y'ont été efficaces. Assez efficaces oui, parce qu'ils ont pris ça quasiment presque au début pis à mon sens ils ont agi dans la bonne direction! ». Dans cette logique, la perte de neutralité de la ville se justifie par les fins que celle-ci poursuit, à savoir la « survie » de Malartic : « à moins que je me trompe, mais ils [la ville] sont supposés être neutre. Ils ont vraiment pris parti pris pour la minière. Mais d'un côté, c'est compréhensible, c'est ce que la ville avait de besoin ». Ces participants considèrent que la ville joue adéquatement son rôle, qui consiste à représenter l'ensemble de la population et non à « prêcher pour 3-4 personnes dans un quartier qui veulent tout avoir pis qui veulent au détriment de d'autres ». Ils jugent aussi que la ville a su établir un bon rapport de force avec la minière, lequel lui permet de s'assurer du respect de ses volontés, notamment sur le plan environnemental. En somme, ces participants se déclarent généralement satisfaits du travail effectué par la ville dans le dossier de la mine Canadian Malartic.

Cependant, la plupart des participants critiquent cette situation qui selon eux affecte la crédibilité du conseil municipal : « je te dirais qu'ils [la ville] sont un petit peu trop, sont pas assez impartiaux. [...] Mais ça paraît mal, ils sont un petit peu trop chum, un petit peu trop chum [avec la minière] ». À leur avis, en agissant de la sorte, la ville n'a pas rempli son devoir de neutralité à l'égard du projet Osisko, ni son devoir envers ses citoyens. Quelques-uns dressent le même constat face à l'État et à ses ministères : « Dans cette histoire, j'ai appris que le gouvernement n'est pas là pour les citoyens, et c'est très décevant. L'économie, c'est au-dessus de l'humain [...] Je sais maintenant pourquoi je n'aime pas la politique ».

Plusieurs participants croient que les citoyens payent le prix d'une relation de pouvoir inégale entre la minière et le conseil municipal, ce dernier étant « à la merci » de la minière depuis qu'il lui a « donné les clés de la ville ». Selon un ancien résident de Malartic, « ici, la ville, c'est pas géré par la ville, c'est géré par Osisko ». À leur avis, l'assujettissement de la ville aux volontés de la minière se fait au détriment du bien-être de la population malarticoise. Même, selon quelques-uns, la ville a ainsi failli à son rôle de protection des citoyens parce qu'elle « s'est battue pour obtenir le maximum du point de vue des infrastructures et du côté matériel mais a laissé le volet social de côté », comme l'avance un citoyen. À la municipalité cependant, on présente le fait qu'un rapport de force a dû être établi avec la minière pour « gagner le respect » de celle-ci et s'imposer sur ses décisions.

²³ Aux élections municipales de 2013, Martin Ferron a défait le maire sortant André Vezeau.

L'attitude reprochée à la municipalité est également étroitement associée au manque d'ouverture discuté auparavant. Ainsi, plusieurs participants, de toutes les catégories sauf des nouveaux arrivants et des travailleurs d'Osisko, évoquent un « manque d'écoute », voire « l'indifférence » du conseil municipal à l'égard de leurs préoccupations. Ils affirment que la ville n'a mis en place aucune mesure pour les soutenir et que leurs doléances sont restées lettre morte. Un résident déménagé affirme qu'« y'a personne, la municipalité a absolument rien fait pour aider ses citoyens. Absolument rien ».

Cette attitude de la ville aurait contribué au départ de résidents à l'extérieur de Malartic, notamment les leaders locaux. Mais elle aurait aussi provoqué une réponse locale pour soutenir les résidents touchés : « Les citoyens ne pouvaient pas compter sur ceux qui doivent les défendre, et ont dû s'organiser eux-mêmes pour ne pas se laisser avoir ». Le Comité de vigilance serait ainsi né pour rééquilibrer les pouvoirs. Mais est-ce une mission réussie? L'opinion à ce sujet est plus nuancée.

Le Comité de vigilance, pour rétablir le rapport de forces?

Le Comité de vigilance est un autre organisme dont la neutralité a été discutée par quelques participants. Cependant, son pouvoir quant aux décisions et à la gestion est très différent de celui des gouvernements municipal ou central.

Un bon nombre de participants juge qu'il est important qu'un comité comme le Comité de vigilance existe, mais plusieurs disent regretter les méthodes que celui-ci emploie et sa façon d'agir à l'égard de la minière. Selon ces participants, le comité tend à condamner immédiatement tout ce que fait la minière. Ils expriment leur agacement devant l'opposition constante du comité envers Osisko, largement rapportée dans les médias. Ils lient ce manque perçu d'objectivité à un manque de crédibilité, comme le fait ce nouvel arrivant : « sauf que là, à toutes les fois qu'Osisko publie quelque chose, ils trouvent moyen de le dénigrer. Y'ont perdu... à mon œil à moi, ils ont perdu beaucoup de crédibilité parce qu'ils n'ont pas été capables de faire la part des choses ». Leur critique quant au manque de neutralité du comité est également nourri par le fait que le Comité de vigilance s'est positionné « complètement contre les mines ».

Ces participants disent avoir l'impression que les membres du comité enveniment les choses par leurs interventions teintées de négativisme, qui sont souvent reprises par la population : « Donc là, ils se sont mis à être mécontents pis à encourager la population à se rebeller quasiment contre Osisko ». Quelques participants croient qu'un changement d'attitude de la part des membres du Comité de vigilance permettrait de donner une meilleure image au comité. Selon un nouvel arrivant travaillant chez Osisko, « il faut trouver des gens qui sont de bonne foi pis qui sont capables de se parler pis de faire avancer les choses de façon constructive. Pas toujours en attaquant pis en voulant dénigrer les autres ».

Cependant, les participants qui sont liés de près ou de loin au Comité de vigilance dépeignent un tout autre portrait. Pour eux, l'apport du comité est indéniable sur le plan social et rétablit un certain rapport de forces. Mais l'apport se situe aussi à un niveau beaucoup plus personnel. Ceux-ci expliquent que le comité a été leur « porte de salut ». Un résident déménagé raconte que « le Comité vigilance, ça, ça a été ma bouée de sauvetage là parce que ça aurait été pas mal pire ». Ces participants disent avoir trouvé dans le comité des gens qui vivaient des situations similaires à la leur et donc s'être sentis moins seuls. Quelques-uns indiquent avoir, non seulement trouvé du soutien dans le comité, mais également un lieu où ils pouvaient s'impliquer, donnant ainsi un sens plus grand à ce qu'ils vivaient. Ils mentionnent par exemple les différentes actions militantes visant à faire connaître la situation de Malartic ailleurs au Québec auxquelles ils ont participé. Ils apprécient cette impression d'avoir contribué à engager un débat sur les mines au Québec, qui dépasse les frontières de Malartic et du projet Canadian Malartic. Sans cette implication,

quelques-uns croient qu'ils ne seraient « pas passé à travers ».

Bref, la question du rapport de pouvoir entre le Comité de vigilance et la minière est vue de deux façons. D'une part, des participants croient que le comité a un pouvoir certain d'influencer le comportement de la minière. Selon eux, la minière fait davantage attention aux actions qu'elle pose se sachant étroitement surveillée par le Comité de vigilance. D'autre part, des participants doutent du rapport de force réel qu'un comité citoyen peut avoir devant une entreprise minière. Selon eux, bien que le Comité de vigilance ait sa raison d'être, il ne peut faire le poids devant Osisko, qui possède des milliards de dollars à sa disposition.

Conclusion du chapitre

Ce chapitre a des liens étroits avec les autres sections de l'étude. La gestion est indissociable des changements vécus à Malartic au fil du temps, de même qu'elle trouve écho dans les nuisances et le risque ressenti. Nous souhaitons toutefois poser un regard particulier sur cette dimension, car elle implique des acteurs souvent distincts des citoyens. La sphère de la gestion éloigne souvent la société civile de l'action et de la décision, mais la communauté est ensuite marquée par celles-ci.

À Malartic, la gestion du risque telle qu'elle avait cours en 2012 et 2013 est critiquée par les citoyens. Ils ne retrouvent pas suffisamment de transparence dans les communications. Les participants ne trouvent pas d'ouverture, même minime, à des opinions et des réalités différentes. Malgré les normes et les suivis, ils nourrissent également certains questionnements quant à la prudence avec laquelle le projet minier se déroule. Enfin, peu ont le sentiment que la gestion favorise l'équité. Au contraire, plusieurs participants témoignent d'un déséquilibre à ce sujet.

L'opinion quant aux différentes instances de gestion varie. Les élus municipaux et les dirigeants de la mine qui étaient en place en 2012 et 2013 ont été souvent très critiqués en regard des principes de gestion du risque. Le Comité de suivi et le Comité de vigilance sont perçus de façon contrastée. Le gouvernement du Québec et ses autorités régionales semblent davantage répondre aux attentes des participants.

L'ensemble de cette analyse témoigne de la difficulté des liens entre gestionnaires et citoyens, notamment dans un contexte industriel.

Bibliographie

RICARD, S. (2003). *Cadre de référence en gestion des risques pour la santé dans le réseau québécois de santé publique*. Québec, Institut national de santé publique du Québec.

Annexe 5.4

Résultats : visions d'avenir

Introduction

Ce chapitre a un caractère prospectif et se tourne vers les visions d'avenir des Malarticois. Il détaille les préoccupations des participants à l'égard de leur qualité de vie et de la prospérité de Malartic, de même que les souhaits concernant leur futur personnel et celui de leur ville. Ainsi, cette section couvre à la fois ce que les participants croient qu'il va arriver dans le futur (la réalité attendue) et ce qu'ils aimeraient voir se produire (l'idéal projeté).

La réalité attendue

Les personnes interrogées ont toutes présenté leur vision de l'avenir malarticois, qu'elles développent en général pour la période post-Osisko. En effet, la mine a une durée d'exploitation prévisible de 15 à 20 ans. Lors des entretiens, la plupart des participants ont discuté du développement de la ville auquel ils s'attendent dans le futur. Cependant, quelques participants ne se sont pas prononcés directement sur Malartic, car ils n'associent pas leur propre avenir à cette municipalité.

L'avenir de Malartic

Trois perspectives principales se dessinent quant à la situation de Malartic à la fermeture de la mine : le statu quo, le développement continu et le déclin. Ce dernier scénario demeure le plus courant et est davantage élaboré par les participants. Peu de différences peuvent être établies entre les sous-groupes de participants, peu importe la vision de l'avenir²⁴.

UNE MUNICIPALITÉ EN DÉVELOPPEMENT CONTINU

Parmi les participants à l'enquête, quelques personnes appartenant à toutes les sous-catégories sauf d'anciens résidents estiment que l'avenir sera une croissance continue pour Malartic. Ils la présentent comme une municipalité dont le développement a débuté et se poursuivra même après le départ d'Osisko. La population ira croissant, et davantage de jeunes s'installeront à Malartic. La municipalité poursuivra « ses améliorations » et son essor quant aux activités culturelles et sportives, aux infrastructures, etc.

Parmi ces participants, quelques-uns appuient leur pronostic sur la situation présente et les projets annoncés, tel ce citoyen : « ils ont fait un parc industriel. La ville aussi a fait un développement. Ils ont commencé à vendre des terrains! Il va y avoir des nouveaux qui vont venir ». Cet essor entraînera selon eux, à moyen terme, une baisse du coût de la vie et une hausse de la qualité de vie qui attirera de nouveaux citoyens, indépendamment de la mine Osisko. D'ailleurs, plusieurs participants de cette catégorie fondent leur vision d'avenir sur la motivation des citoyens à maintenir cette qualité de vie une fois la mine fermée. Ainsi, selon eux, l'essor va se poursuivre après la fermeture de la mine, car les gens vont souhaiter maintenir leur niveau de vie et de services, et vont tout mettre en œuvre pour que cela se produise. De ce fait, « le sentiment d'appartenance et la fierté vont monter aussi », comme le prédit ce travailleur.

Par ailleurs, quelques participants évoquent une seconde vie pour Malartic, associée à la restauration du site, comme le dit ce citoyen : « la génération d'après pourra profiter de la réhabilitation ». Cette perspective se traduirait par la mise en valeur des résidus par des installations récréotouristiques

²⁴ Fait à remarquer, les participants déménagés à l'extérieur de la ville demeurent également soucieux de l'avenir de Malartic et suivent de près l'actualité concernant leur ancienne municipalité.

(montagne de ski), à l'instar d'autres sites miniers ailleurs dans le monde. Quelques-uns ont confiance « qu'Osisko respectera ses engagements environnementaux » parce qu'elle a déjà « donné des millions pour la restauration du site pis tout ça », ajoutant que « c'est la première [minière] qui fait ça ». Cependant, plusieurs se montrent plus inquiets quant à cette restauration, compte tenu de la taille de la fosse, des dommages à l'environnement de la part de responsabilité qu'Osisko souhaitera alors assumer.

LE STATU QUO

Un petit nombre des personnes interrogées, principalement des citoyens, des nouveaux arrivants et des employés d'Osisko, estime que la situation de Malartic va se maintenir à l'avenir. Ainsi, selon un travailleur minier, « Malartic vivait avant Osisko et va continuer de le faire après ».

Par ailleurs, pour quelques autres personnes, et comme le résume ce nouvel arrivant : « il n'y a pas beaucoup de choses qui vont bouger à Malartic, car tout ce qui devait bouger a bougé ». À cet effet, ces participants évoquent les améliorations apportées récemment aux infrastructures municipales, qui « vont tenir longtemps maintenant ». De plus, Osisko laissera un « héritage économique » local, soit des industries et des entreprises ayant pu développer une expertise transférable auprès d'autres minières.

LE DÉCLIN DE MALARTIC

Une forte majorité de participants, appartenant à toutes les catégories d'acteurs sauf des dirigeants de la mine, évoquent un déclin probable à Malartic pour l'avenir, et ce indépendamment des propos positifs de plusieurs de ces participants face à la situation actuelle.

Pour plusieurs personnes, Malartic sera semblable à ce qu'elle était avant l'arrivée de la minière, comme le présente ce citoyen déménagé : « il n'y aura pas plus après la mine que ce qu'il y avait avant ». Quelques participants estiment quant à eux que la ville sera « pire qu'avant », en raison des dommages à son environnement et la perte de territoire au profit de la fosse et autres installations minières. Un bon nombre pense même que « la ville va disparaître », à une rapidité plus ou moins accélérée selon les interprétations. L'exemple de la municipalité voisine de Cadillac et d'autres villes minières sont d'ailleurs citées à cet effet.

La plupart de ces personnes qualifient négativement cet effet anticipé. Plusieurs citoyens craignent que Malartic ne devienne « une ville fantôme », un milieu sans vie : « Ça va ressembler à Sudbury ou Timmins, tu sais, des villes grises de ce genre-là ». Selon eux, Malartic deviendrait alors un « dortoir de Val-d'Or », ou elle sera reléguée au rang de « banlieue pauvre de Val-d'Or ».

Quelques participants anticipent aussi des effets psychologiques en lien avec ce déclin. Ce citoyen s'attend « à ce que la déprime reprenne le dessus [...] une fois le sous-sol vidé ». D'autres évaluent que les concitoyens qui se sont habitués à un haut niveau de vie auront « un choc » au moment du déclin, car ils n'auront pas développé de mécanismes d'adaptation pour y faire face, ni accumulé d'économies pour les temps plus difficiles²⁵. Enfin, quelques personnes envisagent le déclin positivement, tel ce couple de citoyens qui présente le fait qu'ils avaient « choisi de vivre dans une petite ville tranquille », donc qu'ils « voient d'un bon œil le retour à la normale ».

²⁵ Ce choc est aussi craint pour la municipalité et les commerçants, comme nous le présenterons dans une autre section.

Les facteurs démographiques et structurels du déclin

Lors des entrevues, les participants se sont montrés loquaces sur les facteurs explicatifs de leur vision de l'avenir. Certes, la fermeture de la mine est présentée comme le déclencheur de ce déclin anticipé, et les participants précisent ensuite leur perception des conséquences sociales, économiques et surtout démographiques de la fin de l'exploitation minière, similaire à tous les « effets boomtown ». Selon eux, les travailleurs et les jeunes familles vont quitter Malartic, car ils n'auront plus d'emploi ou d'intérêt à demeurer sur place. Particulièrement, les jeunes ne trouveront « rien pour les retenir ». Malartic sera alors composée de personnes à faibles revenus, de retraités ou de personnes âgées « dont la vie est assez avancée pour ne plus avoir de bonnes raisons de partir », comme le dit cette septuagénaire. Par ailleurs, plusieurs estiment que « les commerces vont fermer », que « le prix des propriétés va tomber » ainsi que celui des loyers.

Des facteurs structurels sont aussi présentés pour expliquer cette vision d'un avenir en déclin. Plusieurs participants estiment que la croissance actuelle de Malartic est « une bulle ». Premièrement, des travailleurs d'Osisko rappellent que beaucoup d'entreprises locales vivent grâce à la mine, et qu'il ne sera pas possible de compter sur elles dans la période de l'après-mine : « les industries qui s'installent, c'est des industries qui desservent la mine! Après la mine on retombe encore, y'a encore plus rien! C'est pas ça qu'il faut développer ». Deuxièmement, le développement actuel de Malartic ne représenterait pas sa position réelle dans la région. Les participants font alors état que Malartic est entouré de villes plus importantes, ce qui empêche sa croissance : « Il y a Val-d'Or, il y a Rouyn, il y a Amos, on est quand même entourés de gros centres, on ne deviendra pas un méga-Malartic, c'est rêver quand même! ».

Le manque de vision, un facteur majeur du déclin anticipé

Il demeure que les lacunes actuelles quant au développement local sont le principal facteur invoqué par les tenants d'une vision de déclin futur. La majorité de ces participants établit un lien fort entre le risque de « disparition » de Malartic et le peu de services et d'activités présents en ce moment dans la municipalité. Selon eux, peu de nouveaux commerces sont venus s'installer depuis l'arrivée de la minière, et le départ d'Osisko ne va sûrement rien arranger. Les paroles de ce citoyen représentent bien cette opinion : « Tout a déjà fermé à Malartic [...] la ville n'a rien gagné avec l'arrivée d'Osisko, elle n'est pas plus vivante. Imaginez-vous la ville après [...], ça va être très laid. Il ne restera rien ».

Un bon nombre de participants de tous les sous-groupes établissent aussi un lien entre le déclin anticipé et le possible manque de planification actuelle. Un citoyen résume ainsi la réalité de l'exploitation minière, « qui implique que d'autres projets doivent être planifiés pour la suite ». Or, plusieurs personnes insistent sur le fait « qu'il faut penser à l'après-mine dès maintenant [...] mais que personne n'y consacre du temps ». Elles manifestent des inquiétudes par rapport au niveau de préparation de la ville devant la fermeture éventuelle de la mine et du fait de ne jamais entendre parler de l'après-Osisko :

« Je le sais pas, parce que l'avenir, y'a pas personne qui peut le dire non plus. Pis... on entend pas parler de rien. Là, ça fonctionne, mais l'après, on en entend pas parler. Ça c'est quelque chose qui... peut-être que personne veut en parler, que les gens l'appréhendent, je sais pas... pis eux autres, ils le savent peut-être pas non plus! Fait que on n'en entend vraiment pas parler. Pis c'est inquiétant, c'est inquiétant pour l'après, t'sais, on vas-tu tomber encore à rien là? »

Un participant se dit déçu du peu d'effort qui est mis de l'avant pour assurer un futur prospère pour la ville et un autre se demande si la municipalité aura les capacités d'entretenir les nouvelles infrastructures après le départ de la minière.

Quelques-uns estiment que les citoyens n'ont pas pris de moyens personnels pour faire face au déclin et s'inquiètent de la qualité de vie des résidents une fois la mine fermée : « à long terme, moi j'ai l'inquiétude du après-Osisko. Il va y en avoir un après-Osisko, qu'est-ce qui va arriver à tous ces gens-là? ». Ainsi, ce citoyen a l'impression que « les résidents vivent dans l'instant présent sans penser à se préparer » pour assurer leur avenir, notamment financier. Pour donner quelques exemples, un citoyen se questionne sur la capacité de faire face à de possibles augmentations de taxes foncières²⁶, et cet autre s'inquiète du remboursement du prêt hypothécaire : « Non, mais qu'est-ce qui va se passer? Il n'y aura plus d'ouvrage là! Qu'est-ce que les gens vont faire avec leur belle maison à 400 000 \$, pis qu'ils ne seront plus capables de payer parce qu'ils n'auront plus d'ouvrage? » Enfin, de nouveaux arrivants estiment que les Malarticois ne se mobilisent pas suffisamment « pour assurer l'avenir de la ville, comme s'ils étaient aveuglés par leur état de dépendance envers la mine ». Dans le même ordre d'idées, une personne déménagée conclut que le déclin sera la juste conséquence de l'absence de prise de position de ses concitoyens : « si les gens voulaient autre chose ils n'avaient qu'à se lever et le dire, tout comme moi ».

Plusieurs soulignent surtout le rôle des décideurs, et disent ne pas avoir entendu parler de réserves financières, d'actions ou de mesures pour assurer la pérennité de Malartic, qu'elles soient initiées par la ville ou par d'autres acteurs du milieu. Quelques-uns s'inquiètent notamment du fait que peu d'argent semble prévu pour la période suivant la fermeture de la mine. Tout comme d'autres participants, ce nouvel arrivant évoque le manque de « projets rassembleurs qui permettraient de se mobiliser pour faire face à la fermeture de la mine ». Dans le discours des participants, ce genre de constat est souvent associé à un manque de *leadership* local, comme l'exprime par exemple ce citoyen : « Je ne vois personne qui est vraiment un leader, qui est capable d'amener une ville [à se développer] [...]. Il n'y en a plus. Je ne vois même pas un bel avenir pour Malartic ». Quelques-uns pointent « le manque de vision » de certains acteurs particuliers, tels la Chambre de commerce et les élus municipaux.

L'avenir personnel

Plusieurs participants envisagent l'avenir d'un point de vue plus personnel que communautaire. Pour quelques-uns, cela les amène à se dégager de toute anticipation sur le Malartic du futur. Pour quelques autres, au contraire, ce que devient leur milieu de vie pourrait avoir un impact direct sur leur propre avenir.

L'AVENIR EST AILLEURS

Quelques travailleurs d'Osisko disent qu'ils ne verront pas l'avenir de Malartic, car ils quitteront la municipalité d'ici-là, soit en raison de leur retraite, soit une fois le projet terminé, ou alors « s'il se trouve quelque chose de mieux »²⁷. Quelques-uns d'entre eux estiment d'ailleurs que l'expérience acquise à Osisko est un gain pour « se placer ailleurs ». Quelques personnes âgées, pour leur part, croient qu'elles seront décédées d'ici la fermeture de la mine. Pour ces participants, l'avenir est envisagé de façon relativement sereine, car comme le présente l'un d'entre eux, ce sera « tout bon jusqu'à ce que je ne sois plus là... alors ça ne m'inquiète pas, là ».

Par ailleurs, quelques citoyens souhaitent « de ne pas mourir à Malartic » et envisagent des moyens de quitter la ville avant la fin du cycle minier. Pour quelques personnes, la retraite et le désir de « se rapprocher des enfants et des petits-enfants » motivent cette volonté; un participant associe plutôt

²⁶ Celles-ci seraient rehaussées pour assurer l'entretien des infrastructures, à l'exemple de ce qui s'est passé à Cadillac.

²⁷ Par ailleurs, un travailleur émet le souhait de demeurer à Malartic même une fois les opérations minières terminées.

ce souhait à ses craintes quant à la minière. Ces participants à l'enquête appréhendent davantage leur avenir personnel, pour des raisons financières, tel un endettement prévisible pour assumer le coût d'une nouvelle propriété, ou la baisse du prix de vente d'une maison à Malartic si la minière a déjà quitté la ville.

L'ENVIRONNEMENT FUTUR, DÉTERMINANT DE LA SANTÉ PERSONNELLE

Pour près d'une quinzaine de participants, répartis en nombre semblable entre citoyens, travailleurs d'Osisko et anciens résidents, le devenir de leur environnement est indissociable de leur état de santé personnel. Les répondants de tous ces sous-groupes se montrent confiants ou craintifs dans une proportion similaire.

Ceux qui n'ont pas de craintes quant à l'impact de la mine sur leur santé future estiment que la minière a de bonnes mesures de protection et de contrôle, lui permettant de s'assurer du respect des normes pour la santé. Par exemple, un citoyen exprime qu'il n'est « pas inquiet pour l'environnement parce que maintenant les minières ne peuvent plus faire ce qu'elles veulent, elles sont mieux encadrées par le gouvernement ». Un petit nombre de répondants anticipe également que les nuisances se dissiperont « au fur et à mesure que la fosse s'agrandira ».

Au contraire, une même proportion de participants prévoit une détérioration de leur milieu de vie et une diminution de leur santé personnelle, ainsi que celle de leurs enfants et « leurs descendants ». La contamination anticipée de l'environnement est le principal facteur explicatif de leur vision d'avenir. Tous discutent de la pollution atmosphérique, et quelques-uns y ajoutent le cumul des contaminants, la qualité et la disponibilité de l'eau et le transport des matières dangereuses.

L'avenir de Malartic : l'idéal souhaité

Une dernière partie des entrevues réalisées a permis aux participants de formuler leurs souhaits pour l'avenir. Ceux-ci ont des liens étroits avec leur vision des changements actuels et futurs, et laissent également entrevoir des critiques ou des lacunes à l'égard de la situation présente. En général, ces souhaits ne semblent pas se distinguer selon les sous-groupes de participants.

Se doter d'une saine gestion

Plusieurs participants ont présenté des souhaits associés à la gestion municipale et à la gestion du risque. En ce qui a trait à la municipalité, voici leurs souhaits :

- Que la ville soit mieux gérée, comme le ferait « une bonne mère de famille », ce qui implique un changement d'élus;
- Que la municipalité gère correctement les fonds actuels, en prévision de l'avenir;
- Que la ville ait réglé ses problèmes financiers et ses infrastructures avant la fermeture de la mine.

Quant à la gestion du risque, les participants ont émis les souhaits suivants :

- Que des règles plus strictes de protection de l'environnement et de la santé soient mises en place;
- Que les rapports de suivi soient publics pour rassurer les gens.

Se développer

Une partie des souhaits émis par les participants – de tous les sous-groupes – a un lien avec le développement de Malartic. Près de la moitié de l'échantillon a énoncé des éléments en ce sens, et les a liés aussi à la période post-opérations minières.

Quelques personnes ont formulé des vœux quant à la prospérité locale. En constatant les liens étroits entre le développement local et le projet minier, des travailleurs d'Osisko ont souhaité que le projet minier continue à être rentable, et qu'il « se déroule de la manière dont Osisko l'a vendu aux Malarticois ». Des citoyens ont souhaité de manière plus générale la pérennité des emplois locaux, notamment pour garder les jeunes dans la communauté.

D'ici la fermeture de la mine, bon nombre de participants souhaitent que la municipalité ait pu devenir « une vraie ville ». En effet, comme abordé précédemment, plusieurs participants à l'enquête estiment que sinon « la vie sera difficile à Malartic ». Leur souhait est d'accroître tous les services et commerces, tels de « bons restaurants », des magasins plus variés, de grandes surfaces. Quelques-uns évoquent aussi l'ajout de médecins et une plus grande croissance démographique. Par ailleurs, quelques personnes recommandent que le tourisme se développe, surtout grâce à une réhabilitation du site qui ferait en sorte « que la montagne de résidus soit transformée en centre de ski pour attirer les gens à Malartic ». À tout le moins, quelques participants à l'enquête souhaitent que « ça reste comme maintenant », ce qui signifie à leurs yeux que la ville « continue d'être dynamique » et qu'elle « réussisse à garder le *standing* qu'elle a acquis grâce aux nouvelles infrastructures ».

Planifier

Mieux planifier le développement est également un point souhaité par plusieurs participants, surtout suite à un constat de déclin potentiel à la fin des opérations minières. Par exemple, pour ce citoyen, il s'agit d'être « capables de passer au plan B [...] parce que la journée où la mine va fermer, on se contera pas de peurs, y'a rien ici ». Ces participants suggèrent « d'avoir une vision d'ensemble plutôt que de se lancer dans des choses à droite et à gauche », et qu'une vision plus diversifiée soit développée pour l'avenir de Malartic. À ce sujet, quelques personnes estiment que l'exploitation minière ne sera plus appropriée, car comme le dit ce travailleur d'Osisko : « il va falloir qu'il se développe autre chose que des mines parce que [...] une fois que le souterrain est vide, c'est vide là! ». D'autres participants estiment que « la ville devrait s'orienter vers autre chose que l'économie [c'est-à-dire les commerces, le parc industriel, etc.] et se concentrer davantage sur des projets sociaux pour faire du vrai développement ». Ainsi, on suggère de verdir la ville, d'avoir davantage d'activités pour les enfants et les personnes âgées, etc.

Développer l'appartenance

Parmi les personnes rencontrées, plusieurs estiment que la situation de Malartic ne peut se penser sans les citoyens. Ces participants ont des opinions variées quant aux activités minières actuelles, et sont composés de quelques citoyens, mais majoritairement de nouveaux arrivants et de travailleurs d'Osisko.

Quelques-uns utilisent le mot d'appartenance pour décrire leur souhait, mais il paraît plus associé à un « empowerment » communautaire. Peu importe la position quant au développement minier actuel, ce souhait se présente dans le discours des participants comme un contrepoids à Osisko : « dans le fond le sort de notre ville n'appartient pas à Osisko, il appartient à la communauté ». L'intention est de « se réapproprier la ville » et de se détacher du projet minier. Comme le dit ce nouvel arrivant

employé à la mine, « les résidents de Malartic doivent réaliser qu'ils n'ont pas besoin d'Osisko pour accomplir de grandes choses ». De même, un autre nouveau venu souhaite que « les gens changent de mentalité [...] [et qu'ils apprennent] à être moins dépendants de la mine ». De façon très spécifique, les travailleurs d'Osisko tenant de ce discours, associent la capacité de « se prendre en mains » à la fin des « accusations » envers la minière : « ici, souvent c'est ça : les gens au lieu de se regarder pis de voir [ce qu'ils ont entre les mains], eh bien ils accusent, ils accusent... Mais non, [ce n'est pas la solution, car la solution] c'est de se prendre en main. Et puis, comme je te dis, le sentiment d'appartenance les gens l'avaient avant à Malartic! Pourquoi ils ne l'auraient plus? »

Enfin, selon les personnes rencontrées, acquérir cette attitude peut impliquer du temps, que ce soit celui de « changer les mentalités » ou celui « de s'arrêter pour réfléchir ensemble à ce qu'ils veulent ».

Une attitude d'ouverture... chez l'Autre

Plusieurs participants ont dit souhaiter de l'ouverture et un dialogue moins tendu entre les acteurs sociaux du dossier. Cependant, ce principe est interprété très différemment selon chacun, et concerne la plupart du temps l'attitude des autres parties prenantes du débat. Une critique déguisée des comportements actuels peut donc se lire, en filigrane, derrière ces souhaits.

Quelques participants adressent leur souhait aux personnes et aux groupes plus critiques face au projet. Les participants qui ont évoqué ce volet du thème se sont tous dits en faveur du projet minier dans sa forme actuelle et sont citoyens ou travailleurs chez Osisko. Ils souhaitent « que l'opposition se tasse » pour consolider une image positive du projet minier. D'une part, les participants désirent que leurs concitoyens « reconnaissent les bénéfices amenés par la mine », notamment « pour les jeunes ». D'autre part, ils estiment que les opposants devraient doser leurs propos publics, tel ce citoyen : « je ne veux pas qu'ils perdent leur droit de parole, je veux juste qu'ils s'en servent à bon escient pis sans tromper personne ». Au contraire, un citoyen souhaite que cette parole soit davantage exprimée et que les gens « n'aient plus peur de se lever et de dire ce qu'ils pensent, peu importe les liens qu'ils entretiennent avec la compagnie ». Il désire ainsi que le débat se fasse collectivement.

D'autres participants, plus nombreux et indépendamment de leur sous-groupe et de leur position quant à la minière, souhaitent pour leur part une plus grande ouverture des autorités. Un citoyen désire ainsi « que la minière soit plus ouverte, qu'elle reconnaisse ses torts et arrête de prétendre qu'elle est la meilleure ». Quelques autres demandent une ouverture et de la transparence de la part de la municipalité et de la minière.

Enfin, certaines nuances se posent sur ces opinions sur l'ouverture. Ainsi, un citoyen qui a été déménagé souhaite pour sa part que les discussions soient closes. Il aimerait que ses concitoyens l'imitent et qu'ils finissent par « accepter la situation pour aller de l'avant » dorénavant. Pour d'autres, de tous les sous-groupes, avoir une communauté « unie » est leur souhait le plus cher et semble parfois posé en opposition aux débats et tensions sociales actuelles. Un citoyen a cependant l'impression qu'il faudrait un événement tragique pour que ça se produise.

Trouver la paix

Parmi les participants qui ont déménagé en dehors de la municipalité depuis l'arrivée de la minière, quelques-uns formulent un souhait quant à une vie plus paisible. Quelques-uns paraissent avoir trouvé une sérénité en déménageant et souhaitent la même chose aux Malarticois. Une personne cherche quant à elle à assurer sa paix d'esprit en désirant que « la voie de contournement se fasse

pour ne plus avoir besoin de traverser Malartic tous les jours ». Quelques autres semblent surtout souhaiter que Malartic soit un environnement « plus tranquille », « moins bruyant [...] sans poussière ». En ce sens, un participant souhaite qu'Osisko « règle honorablement » avec les résidents du quartier sud pour que plus personne ne vive à proximité de la fosse. Enfin, un participant qui a déménagé en raison des activités d'Osisko a dit souhaiter « que la mine ferme ». Il s'agit du seul commentaire de ce type.

En tirer des leçons

Parmi les participants rencontrés, quelques-uns ont souhaité que des « leçons » soient tirées de l'expérience de Malartic et qu'elle soit utile dans des contextes variés, en Abitibi et ailleurs. Ces apprentissages peuvent être positifs comme négatifs.

Ainsi, ce nouvel arrivant, conjoint d'un travailleur minier, estime que les projets de mines en milieu habité devraient être répétés afin de donner la chance aux travailleurs de vivre près de leurs familles, et non plus de subir le « fly-in, fly-out ». Cependant, quelques personnes croient que l'épisode de Malartic ne se répétera pas ailleurs, car l'opposition a été trop forte pour que d'autres entreprises se risquent à répéter l'expérience. C'est ce qu'explique ce nouvel arrivant travaillant chez Osisko : « L'opposition a été assez virulente et elle a transmis ses messages, les mauvais messages, de façon assez efficace pour qu'il n'y en ait pas d'autres Malartic ». Au contraire, un citoyen souhaite que le projet se déroule si bien qu'il en devienne « un modèle qui motive les autres minières [...] [et] que les gens viennent voir en disant : “heille! Regarde, eux autres ils l'ont fait, on est capables de le faire aussi!” ». Ce succès serait à ses yeux garants de la qualité de vie à Malartic.

D'autres citoyens et nouveaux arrivants souhaitent pour leur part que l'exemple de Malartic « serve pour les autres gros projets miniers qui vont se faire au Québec, afin que l'histoire ne se répète pas ». Dans la même veine, un autre citoyen désire que les analyses sociales et sanitaires de la santé publique soient diffusées pour que « la vérité se sache un jour » sur les effets négatifs apportés par la création d'un tel projet, notamment au plan social et humain.

Conclusion du chapitre

La façon dont les participants envisagent l'avenir est à l'image de la manière dont ils ont vécu les changements décrits dans les chapitres précédents. Ceux qui sont satisfaits n'ont pas d'inquiétudes quant à leur santé, l'environnement ou le futur de la ville. Malartic continuera selon eux de croître et de se développer dans la période post-mine jusqu'à atteindre, idéalement, le niveau de développement qu'on leur a fait miroiter. Ils considèrent la mine Canadian Malartic comme exemple de développement durable qui profitera aux générations futures et ils espèrent qu'elle inspirera des compagnies à lancer des projets similaires. Ils ont aussi confiance que l'expertise locale dans le domaine minier saura être mise à profit ailleurs. Pour d'autres participants, comme la ville a connu des changements importants ces dernières années, elle ne se modifiera que peu à l'avenir. Ils espèrent surtout qu'elle soit en mesure de conserver ses acquis. Plus fréquemment par contre, les pronostics sont sombres pour l'avenir de la ville, que plusieurs participants croient vouée au déclin lorsque la mine fermera ses portes. À moyen et long terme, ceux-ci ont des préoccupations liées à la restauration du site, à la contamination de l'environnement et aux effets des nuisances (bruit, poussière, sautages) sur la santé de la population et leur milieu de vie. Ils pressent la municipalité de planifier la fermeture de la mine en misant sur d'autres secteurs que l'économie minière et ils espèrent qu'à ce moment les résidents sauront se prendre en main et se réapproprier leur ville. Quelques participants ont indiqué qu'ils ne verront pas la suite de l'histoire, car ils pensent quitter Malartic dans un avenir plus ou moins rapproché.

services maladies infectieuses santé services
et innovation microbiologie toxicologie prévention des maladies chroniques
santé au travail innovation santé au travail impact des politiques publiques
impact des politiques publiques développement des personnes et des communautés
promotion de saines habitudes de vie recherche services
santé au travail promotion, prévention et protection de la santé impact des politiques
sur les déterminants de la santé recherche et innovation services de laboratoire et diagnostic
recherche surveillance de l'état de santé de la population

www.inspq.qc.ca